

LEON SCHILLINGS

Entre Allemagne et Belgique

LA GUERRE AU PAYS DES FRONTIERES.

Souvenirs personnels des années trente et quarante.
Léon. E. SCHILLINGS

Avant Propos.

Les conflits internationaux soumettent les habitants des pays concernés à des tensions d'autant plus fortes qu'ils se traduisent par des violations de frontières et des occupations de territoires. Ceux qui habitent à proximité des frontières en souffrent de façon particulière, du fait des relations qu'ils ont nouées en temps de paix avec des habitants de l'autre côté. Combien plus dure est la situation lorsque du fait de l'un des belligérants la frontière est artificiellement déplacée. Ce fut le cas pour beaucoup dans les régions limitrophes de l'Allemagne. Pour l'auteur, il y eut en plus ceci: pendant toute sa jeunesse, il vécut entre une campagne, maison de ses parents, et une ville, lieu de sa naissance et de ses études. Une décision arbitraire de l'occupant vint placer une frontière nouvelle exactement entre ces deux lieux.

L'objet de cet ouvrage de mémoires et de réflexion est de relater cette expérience. Il a fallu longtemps pour que je me décide. Les tensions avaient effectivement été trop fortes. En revenant définitivement à la vie ordinaire, je n'avais qu'une idée : ne plus parler de ce passé. Pourtant un père de famille est parfois interrogé par ses enfants. Mais il y a moyen de répondre rapidement sans s'impliquer et sans ouvrir la discussion. Par ailleurs, une vie professionnelle loin de ces régions absorbait toutes mes énergies.

Cependant, vers la soixantaine, je pris des fonctions dans des associations européennes. J'avais affaire régulièrement à des nationaux des divers pays ayant participé au conflit de 40/45. Par moments, dans les conversations, le passé resurgissait. Il y eut des moments pénibles quand des collègues allemands se trouvaient face à d'anciens déportés dans les camps. Fallait-il fuir le débat ? Ne valait-il pas mieux, sur base d'expériences personnelles riches, apporter une contribution à la compréhension réciproque ?

Peu à peu, des membres de ma famille et des amis me poussèrent à rassembler en quelques pages ce que j'avais vécu. D'où ces souvenirs qui veulent apporter des informations sur les années de conflit, allant de 1936 à 1945, pour un jeune confronté alors à trois groupes d'influences :

- celles venant de la localisation de ses points d'ancrage entre Verviers, qui en 1940 sera occupé et la région d'Eupen, qui sera annexée ;
- celles venant des origines de la famille, de vieille souche belge (limbourgeoise) mais originaire plus récemment du Territoire Neutre de Moresnet ;
- celles venant d'une éducation qui privilégiait les valeurs de liberté plutôt que celles de soumission, en particulier à travers une interprétation personaliste du mouvement scout.

Avant le récit proprement dit des événements, on trouvera une notice historique qui retracera comment, dans la région, les frontières ont été mouvantes. Certaines localités ont été successivement rattachées au duché de Limbourg, puis à un département français, puis à la Prusse, ensuite à la Belgique, pour repasser à l'Allemagne et enfin revenir dans l'état belge. Un petit territoire, objet de toutes les convoitises, à cause de ses richesses minières, celui qui couvre un tiers du Moresnet d'origine, eut même le privilège d'être neutralisé et cogéré comme la Principauté d'Andorre.

Comme fruit de son histoire personnelle et du contexte, l'auteur fut ainsi en mesure de passer, pendant trois ans, du territoire occupé au territoire annexé. C'est pour cela sans doute qu'il fut recruté, dès l'été 40, par les services de Walthère DEWE et plus tard par l'Armée Secrète. Cependant ses choix fondamentaux avaient été faits bien avant les hostilités. Dès 1936 il introduisait de la littérature clandestine en Allemagne. Pour lui, la guerre idéologique avait alors déjà commencé. Elle fut complétée en 39/40 par la guerre entre pays, jusqu'à se confondre avec elle. S'est-elle arrêtée à la capitulation allemande ? Parfois on pourrait en douter. C'est là l'une des raisons qui a fait entourer le

récit de quelques réflexions plus fondamentales. Elles doivent aider ceux d'aujourd'hui à mieux comprendre les dangers qui ont été écartés et à s'armer pour lutter contre leur résurgence.

Au fronton de l'hôtel de ville de Verviers se trouve une devise qui étonne les passants "Publicité, sauvegarde du peuple". Elle est l'expression des vraies bases de la démocratie. Le droit à l'information est fondamental. Le droit, mais aussi le devoir d'informer et de s'informer. C'est à cela que cette contribution veut être fidèle.

Table des matières

Avant propos.

1. le contexte géographique et historique

Verviers (ville de Principauté), Eupen (duché de Limbourg), Aix-la-Chapelle (ville d'Empire), Moresnet-Neutre (un compromis politico-économique).

Evolution de 1789 à 1940.

2. Eveil politique et premiers combats

influence de l'histoire

place du scoutisme

premiers affrontements idéologiques

3. 1940 : année des options définitives

préparation de l'invasion

les nouvelles frontières

4. Mises en place

organisation d'un cadre d'action sur deux fronts

5. Verviers: le temps des isolés

éveil de l'opposition aux allemands à Verviers

6. Verviers : le dur chemin

premiers actes de résistance et premiers revers (arrestations)

7. A l'Est : les cantons annexés

contrôle sur la jeunesse; premières mobilisations de force

frémissements d'opposition

8. A l'Est : hommes et femmes dans la tourmente

Témoignage sur quelques résistants

9. L'état se resserre

missions diverses, solutions de survie

départ pour l'intérieur du pays

10. Images de libération

retour dans les cantons

mise en place du pouvoir belge

L'adieu

Bibliographie

I. Le contexte historique.

Verviers, ville industrielle, longtemps connue pour le traitement de la laine, est située sur la Vesdre, à mi-chemin entre Liège et Aix-la-Chapelle. Elle a fait partie depuis le Moyen Age de la principauté de Liège, en tant que constituant du marquisat de Franchimont. Mais elle a toujours été "aux frontières". Il suffisait d'enjamber un ruisseau à la sortie Est ou de passer une crête vers le Nord, pour être dans le duché de Limbourg. Ce dernier était orienté vers le Brabant, alors que la principauté ne connaissait d'autre suzerain que l'empereur. Cependant le diocèse de Liège, lui, englobait une grande partie du duché de Limbourg. Par contre, juste au sud du pays de Franchimont, se trouvait la principauté de Stavelot-Malmedy, elle aussi terre d'Empire mais où Stavelot était du diocèse de Liège et Malmedy du diocèse de Cologne.

Il est possible que cette situation aux marches de la principauté ait concouru à forger le caractère assez républicain des habitants. L'hôtel de ville du XVI^e siècle porte une curieuse devise: Publicité, sauvegarde du peuple. N'est-ce pas une belle démonstration de contrôle par le peuple de la prise de décision des gouvernants? Deux faits démontrent cet esprit. Lorsqu'en 1468, les 600 Franchimontois escaladèrent la colline Sainte Walburge à Liège, pour faire un mauvais sort à Charles le Téméraire, venu soutenir le prince-évêque, de nombreux Verviétois faisaient partie de leur groupe. D'ailleurs le duc se vengea en détruisant une grande partie de la ville, dont beaucoup d'habitants n'eurent la vie sauve qu'en se réfugiant au Limbourg.

En 1789, Verviers se souleva comme Liège, le 18 août. Les Verviétois participèrent activement aux travaux qui devaient aboutir à la déclaration des droits de l'homme dite de Polleur. L'un des leurs allait payer de sa vie sa fidélité aux idéaux de liberté. Il s'agit du dentiste Grégoire Chapuis. Celui-ci s'était enfoui lors de la reprise de la ville par des impériaux venus au secours du prince-évêque. Après la mort de ce dernier, Chapuis eut confiance dans la mansuétude de son successeur, et revint. Mal lui en prit. Il fut arrêté, jugé à Liège et décapité à Verviers, en 1794, très peu de temps avant l'arrivée des troupes françaises du général Jourdan. Depuis lors, l'une des deux places principales de la ville s'appelle : la place du martyr. Régulièrement des mouvements qui se réclament de la libre-pensée vont fleurir le pompeux monument qui la domine.

Contours du Duché de Limbourg (au XVIII^e Siècle)



L'administration brabançonne employait couramment l'expression : Pays d'Outre-Meuse pour désigner :
le duché de Limbourg, proprement dit
le comté de Dalhem
les seigneuries de Fauquemont et Rolduc.

Ce caractère turbulent allait se marquer au XXe siècle par la vigueur du mouvement syndical. Entre les deux guerres, la ville fut témoin de mouvements sociaux âpres, dont en particulier la grève qui paralysa toutes les industries de la ville de février à août 1936.

La vie au duché de LIMBOURG était toute différente. La noblesse de ce pays avait été décimée à la bataille de WORRINGEN en 1288. Le duché fut lié en union personnelle au duc de BRABANT. Cependant ce n'était plus qu'une terre de petites seigneuries, vivant très près du peuple. Elle était connue pour ses petits châteaux fermes entourés d'un fossé rempli d'eau : les Wasserburgen. Certains sont connus comme Emmabourg à RAEREN, Libermé à KETTENIS, Strevesdorp à MONTZEN, Julémont à AUBEL etc. LIMBOURG, à quelques kilomètres de VERVIERS, n'était qu'une place forte, souvent abandonnée comme résidence au profit de Stockem à EUPEN. Cette dernière localité était la seule ville industrielle, sauf les importantes installations de la VIEILLE MONTAGNE située à l'emplacement du village actuel de LA CALAMINE. Le duc de Bourgogne Philippe le BON en avait bien reconnu l'intérêt : il avait rattaché le site à la couronne. La gestion seule était confiée à une société fermière. La reprivatisation n'aura lieu qu'au XIXe siècle.

On reparlera de cette commune. Pour en montrer l'importance signalons que le 19 septembre 1718, les Etats des Pays Autrichiens d'Outre-Meuse (c'est une autre façon de désigner l'ancien duché) se trouvèrent réunis à la maison du roi à la montagne de CALAMINE. Les deux abbés de ROLLDUC, maintenant en Hollande et de VAL-DIEU étaient présents avec les représentants des grandes familles. Le pays était dévasté par les guerres de LOUIS XIV, qui s'était acharné sur MAASTRICHT, mais avait laissé Limbourg en paix relative.

A cette époque, le territoire comprenait la plus grande partie du pays de HERVE, le canton d'EUPEN et une bande au sud du LIMBOURG hollandais actuel.

Les habitants du LIMBOURG, à condition que leurs particularismes soient respectés, étaient fidèles à leurs seigneurs, les ducs de Brabant et plus tard les ducs de Bourgogne ou les Habsbourg. L'impératrice MARIE-THERESE y fut populaire. Lors de son voyage aux Pays-Bas, c'est à NEAU, que ses habitants appellent EUPEN, qu'elle attendit le rassemblement de ceux qui devaient l'accompagner. Les auteurs de l'époque se sont étonnés de ce choix, par rapport aux deux villes d'eaux proches AIX-LA-CHAPELLE ou SPA. Mais toutes deux étaient en dehors de ses terres. Elle semble d'ailleurs avoir été contente de l'accueil, puisqu'elle a généreusement donné aux communes de la région des portions de forêt, qui constituent maintenant les bois communaux.

L'attachement au prince lointain permettait aussi de contrebalancer la tutelle des Etats de Brabant. Le XVIIIe siècle a vu de nombreuses discussions dues au désir des "limbourgeois" d'avoir à LIMBOURG une Haute Cour de Justice, indépendante de la Cour de MALINES. Ce fut finalement acquis en 1782. Mais le Brabant contre-attaqua en 1789. A la fin de l'Ancien Régime rien n'était définitivement acquis. Les ambitions judiciaires de LIMBOURG se manifestèrent à nouveau après le régime français. Mais le pouvoir royal de Guillaume de Hollande donna la préférence à VERVIERS, pour l'installation du tribunal régional.

Il est intéressant de noter que les juges de la cour de LIMBOURG devaient être bilingues, français, flamand. Le respect des particularismes par les Habsbourgs trouva un écho dans la fidélité du peuple. Lorsque l'empereur FRANCOIS II demanda aux Etats BELGIQUE de lui fournir de l'argent pour financer la guerre contre les armées françaises de la révolution, il ne rencontra que peu de bonne volonté, sauf chez les limbourgeois, qui furent généreux.

Au Traité de Vienne, la Prusse aurait voulu annexer, au nom de l'Allemagne en devenir, toutes les terres entre Meuse et Rhin ainsi que le duché de LUXEMBOURG. Suite à l'opposition conjuguée des anglais et des français, il y eut un compromis par lequel les allemands obtenaient la rive gauche du Rhin, mais pas jusqu'à la Meuse. Le Luxembourg était érigé en état tampon, avec des liaisons spéciales vis à vis des terres d'Empire. Le LIMBOURG restait uni au Brabant c.à.d. entrant dans le nouvel état belgo-hollandais. Après la révolution belge LIMBOURG et LUXEMBOURG furent coupés en deux. Cependant une concession importante avait été faite à la Prusse dès 1815. On lui faisait cadeau de Malmédy, sous prétexte que cette ville avait toujours été dépendante de l'évêché de COLOGNE et d'Eupen, pour donner plus d'espace à AIX-LA-CHAPELLE et parce que cette partie du LIMBOURG avait un parler plus germanique que flamand. En réalité la Prusse s'intéressait à l'industrie textile d'EUPEN et à l'industrie du cuir de MALMEDY.

Cette frontière nouvelle était tellement peu naturelle qu'il fallut une commission d'experts pour la fixer. Ils y arrivèrent par le Traité d'AIX-LA-CHAPELLE du 26 juin 1816. Cependant les plénipotentiaires n'arrivèrent pas à se mettre d'accord sur l'attribution du territoire où se trouvaient les mines de zinc de la VIEILLE MONTAGNE. Ils demandèrent aux experts miniers quelle durée d'exploitation pouvait encore être envisagée. Ils optèrent pour environ cent ans. On décida de laisser la décision en suspens pour cette période. En attendant, le territoire correspondant au village actuel de LA CALAMINE serait un territoire neutre, administré par un commissaire allemand et un commissaire néerlandais. Pratiquement cette administration fut aux mains de la société minière.

MORESNET fut divisée en trois parties : une partie belge à l'Ouest, une partie prussienne au Sud de la route de LIEGE à AIX-LA-CHAPELLE, et un territoire neutre de 350 hectares et à l'époque de 256 habitants. Ce statut était prévu pour 99 ans.

VERVIERS avait, depuis l'arrivée des troupes de la révolution française, suivi LIEGE, en tant que partie constituante du nouvel état belgo-hollandais. Cependant de ville entourée au Nord et à l'Est par le Duché de Limbourg, elle était devenue le centre d'un arrondissement qui englobait une partie des anciens territoires limbourgeois. Mais à la dernière crête avant EUPEN, se trouvait maintenant une frontière d'état : celle avec la Prusse. Par contre au Nord l'hinterland était plus important. Après la séparation d'avec la Hollande, la frontière avec celle-ci fut établie sur une ligne allant des FOURONS à AIX-LA-CHAPELLE. Cette dernière ville profitera peu des agrandissements de sa zone administrative : elle sera écrasée par le centralisme prussien et prendra de plus en plus le caractère d'une ville d'eaux provinciale. Son autre rôle économique lui viendra de son industrie textile.

Les experts prétendaient que les nouvelles frontières correspondaient aux limites linguistiques. Cela n'était que partiellement vrai. D'ailleurs dans ces régions le passage d'une langue à l'autre se faisait très graduellement. Avant la guerre de 1914, on commençait à parler l'allemand dès les faubourgs est de VERVIERS. Le flamand se parlait presque partout au nord de la route LIEGE-AIX, pour devenir dominant près de la frontière néerlandaise. Pour le village de MONTZEN, la langue officielle et celle des actes était le français, mais la langue parlée par les habitants était un patois bas-allemand.

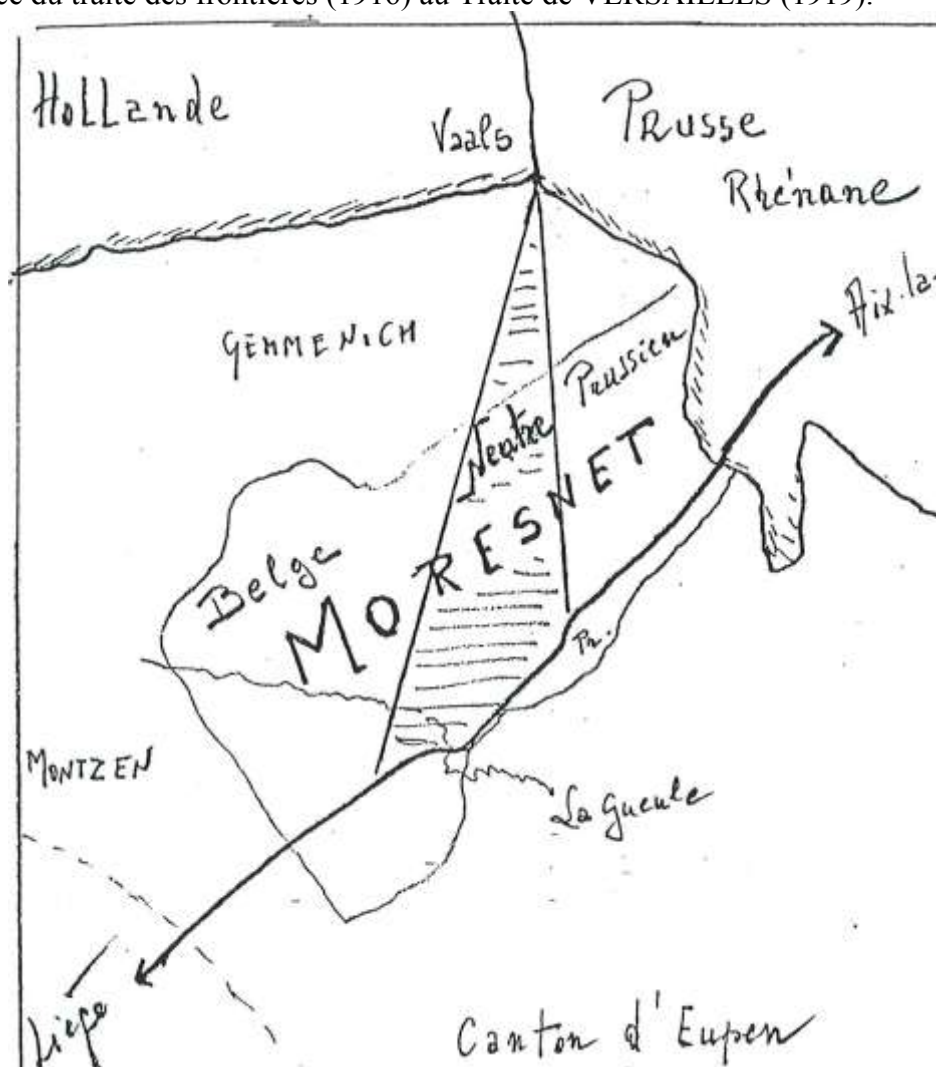
Dans un tel contexte, les particularismes régionaux et même locaux dominant. Ils assurent le milieu sécurisant. Il y a un attachement prédominant au voisinage immédiat : ce que les allemands appellent la "HEIMAT". Il reste encore très vivace aujourd'hui dans une ville comme MALMEDY. Par une autre facétie du traité de VIENNE, cette ville avait été séparée de STAVELOT. Le prétexte: MALMEDY avait toujours dépendu directement de l'évêque de COLOGNE, mais STAVELOT, de l'évêque de LIEGE. Il était vrai que les liens entre VERVIERS et STAVELOT avaient toujours été forts. Cependant à MALMEDY, on ne s'inclina pas devant l'annexion à la Prusse. Le parler wallon

devint le refuge du particularisme régional. Quand BISMARCK imposa de force la germanisation, il y eut une forte augmentation de l'émigration vers la Belgique francophone.

Le Territoire Neutre évolua fortement pendant ses cent ans d'existence. La population, suite au développement des exploitations minières de la VIEILLE MONTAGNE, augmenta régulièrement. En 1919, elle sera de 4.823 personnes. Il fut nécessaire de régler le problème des nationalités. Jusqu'en 1848, le statut de neutre s'obtenait par abandon de la nationalité belge ou prussienne. Avec l'établissement d'une autorité municipale en 1850, ce problème fut réglé: pour avoir droit au statut de neutre, il fallait pouvoir se référer à deux éléments sur trois par rapport au territoire : la naissance, la résidence au moment du traité et la résidence en 1848. Finalement le nombre de "neutres" n'était en 1919, que de 494, soit un bon dix pour cent de la population.

La situation du Territoire de MORESNET NEUTRE

Depuis le tracé du traité des frontières (1916) au Traité de VERSAILLES (1919).



Malgré la présence des représentants officiels des deux pays voisins, le territoire fut en fait administré par les dirigeants locaux de la "Société de la VIEILLE MONTAGNE". Cela sera surtout le cas, lorsqu'en 1837, la société passera de société fermière en société propriétaire, dont les administrateurs étaient surtout belges et français. La direction centrale se trouvait à ANGLEUR. La société fit adopter le bilinguisme complet à l'école. J'ai encore des cahiers de classe primaire, où le cours de morale est noté en allemand sur une page et en français sur la page opposée. Une autre caractéristique fut celle de la liberté religieuse. La minorité protestante était protégée. Elle disposait d'une chapelle, qui se trouvait en territoire prussien. Les catholiques continuaient à dépendre de l'évêché de LIEGE. D'ailleurs l'école "communale" était tenue par les sœurs de Notre Dame de NAMUR.

Toutes ces constructions politiques élaborées au traité de VIENNE furent modifiées par le traité de VERSAILLES. Pour MORESNET NEUTRE, ce fut simple. On admit que le territoire était resté en suspens et il fut rendu à la Belgique. Ceci malgré une décision unilatérale des Allemands qui à la fin de la période centenaire avaient décidé que le territoire leur revenait. Ils n'eurent pas gain de cause et l'ancien MORESNET NEUTRE devint la base de la commune belge de LA CALAMINE.

Les partages décidés en 1815, pour plaire à la Prusse, furent réparés en reconstituant l'unité des anciens territoires d'Outre-Meuse du duché de LIMBOURG en faveur de la Belgique, et en ramenant MALMEDY sous la même dépendance que STAVELLOT. Une consultation populaire dite à option négative entérina ce choix : les opposants devaient inscrire leurs noms sur des listes

déposées aux maisons communales. Les gouvernements allemands successifs n'acceptèrent jamais ce transfert.

La population réagit peu pendant les premières années, où la présence d'un pouvoir fort en Allemagne ne se faisait pas sentir. En effet la Rhénanie voisine fut d'abord occupée par les alliés et resta démilitarisée jusqu'en 1936. Il y eut cependant en permanence un irrédentisme allemand. Cependant en même temps un grand nombre d'habitants trouvaient du charme à l'intégration à la Belgique. Le vieux fond limbourgeois retrouvait l'esprit d'autonomie ancestral. C'est l'arrivée des nazis au pouvoir qui exacerba les positions. Pour beaucoup l'espoir renaissait qu'un pouvoir fort en Allemagne pourrait redéfaire l'œuvre du traité de VERSAILLES. Ce pro-germanisme nouveau était fortement teinté d'idéologie nazie. Il amenait de ce fait des réactions de refus plus marquées de la part de ceux qui reconnaissaient sa nocivité.

La proximité d'AIX-LA-CHAPELLE avait de l'importance. Ce fut la dernière grande ville d'Allemagne à s'incliner devant l'hitlérisme. Et encore..! Toutes les occasions étaient bonnes pour manifester l'attachement des habitants aux valeurs traditionnelles. En 1937, la montre septennale des reliques de la cathédrale fut l'occasion de manifestations bruyantes. Le comte GALEN, évêque de MUNSTER, était connu pour ses prises de positions courageuses en particulier face aux plans d'euthanasie des malades incurables. Il fut ovationné pendant de longues minutes à l'intérieur de l'église Saint Jacques, les nazis ayant interdit tout rassemblement dans les rues. Mgr BORNEWASSER, accusé par les nazis de s'être parjuré dans des dépositions au tribunal jugeant certains de ses adjoints fut lui ovationné en public par des milliers de personnes massées autour de l'église Saint Adalbert. Les communistes n'étaient pas restés en arrière : ils avaient brûlé HITLER en effigie dans la rue Saint Pierre où ils étaient majoritaires.

C'est ainsi que dès avant le conflit militaire la guerre idéologique contre le nazisme commença à se développer dans la région. Les navetteurs entre VERVIERS et les régions plus proches de la frontière étaient nombreux. A LA CALAMINE par exemple, l'arrêt de presque toutes les activités sur place forçait les jeunes à chercher du travail dans la vallée de la Vesdre.

Presque tous les jeunes de WELKENRAEDT qui voulaient entreprendre des études secondaires, le faisaient à VERVIERS. De nombreux Eupenois utilisaient la nouvelle ligne de tramway entre les deux villes pour aller à VERVIERS, soit pour travailler, soit pour étudier. La population entière était amenée à s'intéresser à ce qui se passait de l'autre côté de la frontière.

Certains opposants au régime utilisaient EUPEN comme base de pénétration en Allemagne. Ainsi le R.P. MUCKERMANN s.j. qui était la bête noire des nazis, s'était installé un temps à VALKENBURG (FAUQUEMONT) dans le Limbourg hollandais. Il éditait un bulletin d'informations dont de nombreux exemplaires arrivaient en Allemagne via EUPEN. On y vendait aussi le petit journal socialiste d'opposition édité à PRAGUE.

Le combattif jésuite ne croyait pas qu'il fallait d'abord résoudre les problèmes contestés du traité de VERSAILLES, et seulement par après en découdre avec les nazis au pouvoir. Cette opinion paralysait beaucoup d'opposants en puissance. Déjà en 14-18, LENINE reprochait cette orientation à KAUTSKY en forgeant le mot de national-chauvinisme. Jaures était le genre d'hommes qui aurait pu modifier ce choix. En 1938/39 il n'y avait même pas de JAURES sur la scène internationale et les opposants allemands se sentaient très seuls.

L'un de ceux qui aurait pu les soutenir n'était pas au pouvoir. Il s'agit de WINSTON CHURCHILL. Pourtant il suivait de près ce qui se passait en Allemagne. Pendant la guerre de 14/18, il avait fait la connaissance du futur doyen KEUFGENS, d'EUPEN. Lorsque BALDWIN s'écria pendant l'été 35 devant le Parlement anglais, que la frontière était sur le Rhin, il le prit au mot et entama une visite de tous les lieux où il pouvait s'en rapprocher le plus. C'est ainsi qu'il rendit visite en 1936, à son vieil ami d'EUPEN. J'arrivai moi-même chez le doyen peu de minutes après son départ. L'abbé était

très bouleversé, car il lui avait certifié que la guerre était inévitable.

L'ambiguïté de la position d'allemands même opposés au régime peut être illustrée par l'histoire suivante. En 1938 un ecclésiastique allemand, le R.P. DÜLMEN vint à EUPEN pour bénéficier d'une cure d'hydrothérapie. Il s'agissait d'un prédicateur connu dans tout le Nord de l'Allemagne. Il prêchait des missions c.à.d. qu'il venait pour quelques jours dans une localité pour conforter la foi des habitants par une série de prêches et de manifestations. Il employait les moyens les plus modernes. Il accrochait par exemple des haut-parleurs au clocher de l'église pour être entendu sur la place du marché. Ses sermons étaient très opposés à l'idéologie nazie. Aussi était-il en but à des vexations nombreuses et à des tracasseries. On faisait tout pour l'empêcher d'arriver dans une localité. La nuit il était réveillé, parfois deux fois, pour des contrôles de police. Il fut souvent arrêté et soumis à de longs interrogatoires musclés.

Finalement ses nerfs avaient cédé. Il dut à de hautes protections de pouvoir venir à EUPEN pour bénéficier d'un traitement de remise en état. A son arrivée il était complètement par terre. Il ne pouvait dormir qu'assis et tout habillé à cause de cauchemars où il se voyait arrêté. Il bénéficiait donc à priori des sympathies de ceux qui du côté belge de la frontière s'employaient à combattre le nazisme. Mais un jour on apprit qu'il avait noué de bonnes relations avec M. TILGENKAMP le directeur du journal pro-allemand la "EUPENER ZEITUNG" et même qu'il avait assisté à une réunion du front patriotique allemand. Interrogé à ce sujet, il répondit que d'être antinazi ne l'empêchait pas d'être allemand et de travailler aux intérêts de sa patrie. C'est pourquoi on le vit repartir sans regrets. Il ne resta d'ailleurs pas longtemps à courir les routes, car il fut rapidement mobilisé à l'armée. Les nazis commençaient à comprendre que des patriotes de ce genre allaient leur être utiles en tant que responsables acceptables de postes dans des pays occupés.

Les peuples ont un instinct sûr pour sentir certains dangers. Le triomphalisme qui se développait outre-frontière amenait des manifestations parallèles chez les sympathisants d'en-deçà. Cependant ceci alimentait en réaction l'ardeur des cérémonies patriotiques belges et l'éclat des cérémonies religieuses. C'était particulièrement vrai dans les villages patoisants de l'ancien duché de LIMBOURG, qui n'étaient pas passés à la Prusse en 1815. Les inaugurations de monuments aux morts et les remises de drapeaux se succédaient à MEMBACH ou GEMMENICH. Il en allait de même du côté de STAVELOT ou FRANCORCHAMPS. Au Grand Duché la commémoration du centième anniversaire du nouveau duché alimenta aussi la prise de conscience patriotique. Cette accumulation d'énergie allait avoir à s'employer après le 10 mai 1940.

II. Eveil politique et premiers combats.

Le temps où les frontières se remettraient en mouvement approchait. Les habitants des régions sentaient venir le temps des options. Cela devenait de plus en plus évident depuis la réoccupation de la Rhénanie. Les choix idéologiques ne resteraient pas limités au territoire allemand. Les réactions des habitants des cantons étaient conditionnées d'abord par leur attitude de fond vis-à-vis de l'appartenance à une communauté étroite ou large. Dans ces régions où l'on avait souvent changé de seigneur, la réaction de beaucoup était de privilégier l'appartenance à la région au sens étroit - la HEIMAT- du moment que l'on peut vivre à sa façon, peu chaut l'intégration dans une nation ou une autre. D'autres par contre portaient le regard plus loin et se sentaient liés à l'une ou l'autre nation, considérée comme leur patrie.

Les premiers avaient toujours fait le gros dos, en période de changement de seigneur. Ils cherchaient à en minimiser les inconvénients et même à en tirer profit. Les autres résistaient un temps, puis se décidaient à s'exiler pour rester fidèles à l'option patriotique. Les anciens villages patoisants du duché de LIMBOURG, rattachés, sans interruption, à la Belgique depuis 1830 avaient opté depuis longtemps pour la patrie belge. Le village de GEMMENICH est célèbre pour avoir fourni le plus gros contingent de volontaires à l'armée de l'Yser, pendant la guerre 14/18. Mais dans les villages récemment "rédimés" le clivage entre les deux options était largement présent. Il existait une catégorie d'habitants qui étaient nettement pour l'option "attachement à la Belgique" : c'étaient les "anciens belges" c.à.d. ceux qui bénéficiaient de la nationalité belge dès avant 1914. Notre famille en était.

Pour les autres, un choix était à faire. Les pressions étaient fortes. Du côté allemand, l'argent coulait à flots. Astucieusement, les germanophiles appelèrent leur parti la "Heimattreue Front", en jouant ainsi sur la corde autonomiste. Cependant en souvenir du vieux cousinage avec les régions belges les plus proches, beaucoup de nouveaux belges étaient enclins à se sentir "belges tout court". Leur nombre s'augmenta de celui de ceux que les excès du nazisme poussaient vers le camp de la liberté. On était très au courant de ce qui se passait et chacun pouvait former son choix en toute clarté. La situation la plus difficile était celle de la jeunesse. Quand on pense que la propagande nazie sur les jeunes s'exerçait jusqu'à VERVIERS, combien plus fortement ne touchait-elle pas les jeunes de langue allemande. Face à ce déferlement il s'agissait d'organiser la lutte. Les plus actifs dans ce domaine furent les mouvements d'action catholique. Mais ils n'étaient pas les *seuls*. Il y eut aussi de gros efforts entrepris par les jeunes socialistes (faucons rouges) à VERVIERS et à MALMEDY. La position forte de l'enseignement catholique constituait un autre barrage. Je fus amené à jouer un rôle dans ce premier combat. Pour expliquer comment, il convient d'élucider maintenant ma situation personnelle.

Ma famille paternelle trouve ses origines dans la région de MONTZEN-MORESNET, donc dans l'ancien duché de LIMBOURG. Elle nous donnait ainsi, dans le jargon local, la qualité d' « anciens belges » (en allemand : Altbelgier). Elle était patoisante, mais plutôt francophone. Mes ancêtres maternels avaient quitté la région liégeoise (SOUMAGNE) au début du XVIII^e siècle, pour EUPEN. Ils étaient passés de là dans le Territoire de Moresnet Neutre après un passage bref par Aix-la-Chapelle. Ils étaient également patoisants, mais plutôt germanophones. Ils avaient acquis le statut de "neutres".

Avant la guerre de 14/18, mes parents s'installèrent à VERVIERS, du fait des activités de mon père dans la firme de laines: Hauzeur-Gérard. Plus tard il créa sa propre filature à DOLHAIN. Grand chasseur et amateur d'air pur, il acquit en 1923 une propriété à la limite de l' Hertogenwald, dans la commune de KETTENIS. Après un retour à VERVIERS, suite au décès de mon père, ma mère retourna habiter à la campagne. Elle y était encore en 1940 et nous les enfants y avions notre domicile officiel.

Cependant je n'y passai vraiment que les week-ends et une partie des vacances. Le reste du temps j'étais à VERVIERS. J'y fis mes humanités au collège des pères jésuites et depuis septembre 39, j'étais étudiant à l'Ecole Supérieure des Textiles. J'avais d'ailleurs un logement à proximité de celle-ci. Tous ces éléments assez disparates vont avoir leur influence sur mon statut pendant l'occupation et sur les facilités que j'aurai de circuler dans la région et même au-delà.

Cependant même avant la guerre, la situation complexe des origines et du lieu de résidence pouvait donner des difficultés. Mon frère Paul, de cinq ans mon aîné, s'en aperçut quand il voulut entrer à L'Ecole Militaire, comme candidat officier. Il eut les plus grandes difficultés à se faire admettre. Il fallut recourir à l'intervention du ministre Albert DEVEZE, avec qui nous avons un ami commun, président de la fédération libérale de VERVIERS. L'administration avait des instructions pour barrer la route à des postes de confiance à tous ceux qui viendraient de l'Est de la Belgique. Assez curieusement, mon frère, après ses années d'étude, fut affecté à un régiment flamand et c'est en combattant avec celui-ci qu'il fut gravement blessé devant BREDA.

Notre mère avait pressenti ces difficultés, dès son mariage. Quand elle s'installa pour la première fois à VERVIERS en 1909, c'était pour elle, définitif. Elle voulait éviter à ses enfants d'être tirillés entre des devoirs contradictoires. Elle ne pouvait qu'être renforcée dans sa résolution, quand elle apprit plus tard que deux de ses cousins étaient morts dans la bataille des forts de LIEGE, mais chacun dans un camp différent.

Par contre, lorsque mon père acheta, en 1923, cette propriété sise à KETTENIS c.à.d. dans les cantons " rédimés", il pensait comme beaucoup que la guerre qui venait de se terminer aurait été la dernière. Il ne voyait que l'heureux compromis entre une vie à la campagne et un trajet minimum jusqu'à son travail. Comment aurait-il pu envisager qu'un jour les allemands reprendraient le contrôle de cette région ? Il aurait été encore plus étonné d'apprendre que la frontière entre zone occupée et zone annexée passerait exactement le long de sa filature, faisant de celle-ci le dernier bâtiment en territoire belge.

Je naquis à VERVIERS, au 23 rue de la Paix. Mes parents me donnèrent comme parrain un ami de la famille. C'était un hollandais originaire de MAASTRICHT. D'esprit aussi droit que ne l'était sa haute stature, il guida mes premiers pas. Une petite promenade nous amenait au coin de la rue, pour voir les soldats français partant pour occuper la Rhénanie. Il en resta l'amour des musiques militaires de ce pays.

Emmanuel DELSA (tel était son nom) n'avait pas supporté l'agression de la Belgique par les troupes du Kaiser. Il mit, au service de la DAME BLANCHE, créée par Walthère DEWE, ses possibilités de passage en Hollande. Mon père l'aidait de temps à autre dans la mesure où ses fonctions de directeur commercial d'une entreprise textile lui permettaient le passage de la frontière. Ils sont morts l'un et l'autre, à quelques mois de distance, lorsque j'avais à peine 9 ans. Ce que je savais de mon parrain a suffi pour que je me passionne pour tout ce qui concernait la DAME BLANCHE. Je me jetterai plus tard avec passion sur le livre écrit par MARTIAL LEKEUX à ce sujet. Je serai aussi intéressé d'apprendre que le frère de mon professeur de rhétorique, le Dr STREIGNAERT, en avait été, à LIEGE, l'un des plus jeunes membres.

Comme signalé plus haut, notre famille retourna à VERVIERS, après la mort de mon père. Jusque là j'avais grandi au grand air. Ma mère, craignant que je souffre d'être enfermé en ville, me présenta chez les scouts, c.à.d. les louveteaux. Ce fut là une décision qui allait plus tard grandement influencer ma vie. D'une part j'y gagnerais une philosophie de vie opposée à l'esprit de dictature, mais d'abord je viendrais sous les ordres d'un chef scout dont les aventures allaient conditionner les miennes.

L'adjoint chef de meute qui nous reçut était PAUL DEMEZ, le futur organisateur du scoutisme dans les cantons de l'Est. Je garde le souvenir des longues promenades faites avec lui dans les environs de la ville. Nous profitions également de sa pédagogie, basée sur l'observation et la réflexion personnelles.

Nos contacts se relâchèrent lorsqu'après les primaires j'entrai dans le cycle secondaire. Depuis trois ans j'avais été rejoint au collège des Pères Jésuites par un garçon qui avait été assis à côté de moi le premier jour d'école, au village de KETTENIS. Il s'agissait de JEAN de NYS, fils du juge de paix d'EUPEN. Nous n'avions fait l'un et l'autre qu'un court passage à l'école communale. Nous étions tous deux plus ou moins bilingues. Il est caractéristique du sentiment antiallemand qui régnait dans le collège, suite aux ressentiments accumulés pendant la guerre 14/18, qu'il a fallu que nous soyons dans une des toutes dernières classes des humanités pour que nous osions échanger quelques mots en allemand.

Le Père Jean était un homme d'une culture extraordinaire, dans les deux langues. Il complétait pour ses fils l'enseignement scolaire par des leçons personnelles. C'est ainsi que le frère aîné, CARL de NYS, le célèbre critique musical, est devenu l'un des rares vrais bilingues biculturels que je connaisse. Et Dieu sait si dans ma carrière j'ai rencontré beaucoup de prétendants à cette qualité.

En 1936, nous étions à mi-chemin de notre cycle. Pour mes condisciples et moi, la politique pénétrait de plus en plus notre vie. Avec la curiosité et la sensibilité spéciale des jeunes, nous étions à l'écoute des bruits du monde. Il faut reconnaître le rôle de REX des premières années dans cette ouverture. Le dossier sur le Mexique, en particulier, montrait vers quelles aberrations le monde moderne pouvait aller. Mais, comme déjà dit, l'Allemagne était trop proche pour que nous ne devenions pas rapidement conscients des déviations auxquelles pouvait mener un fanatisme idéologique.

S'il était difficile pour nous de rester indifférents à ce qui se passait de l'autre côté de la frontière, nous ne pouvions manquer d'être interpellés par les graves affrontements sociaux qui secouèrent la région de 1934 à 1938. VERVIERS vécut en 1934 une grève générale qui, du mois de février au mois d'août, paralysa totalement l'activité économique. Un détail qui montre la froide détermination avec laquelle elle fut conduite peut être noté dans les discussions sur la date de déclenchement. Elle devait commencer le mardi 21 février. Or le roi ALBERT mourut le 17 février. Il fut décidé de commun accord entre organisations patronales et ouvrières de postposer le départ de la grève de huit jours, au mardi 28 février.

Nous étions plusieurs à utiliser les transports vicinaux et à rencontrer au moins là des ouvriers et des employés qui participaient au conflit. Plus celui-ci avançait, plus les rancœurs s'accumulaient. La déroute finale des grévistes et les mesures très sévères prises contre tous les meneurs par la fédération patronale créèrent chez nous un malaise.

L'intrusion de la politique au collège ne plaisait pas aux bons pères. Surtout lorsque le mouvement rexiste commença à se manifester en tant que mouvement politique. La Légion Nationale réussit également à implanter un noyau actif. L'un de ses membres alla même à une session de formation d'animateurs à COLOGNE. En réaction, les jeunes du parti catholique organisèrent une section. Ils groupaient les éléments les plus bourgeois, d'un milieu qui l'était pourtant très fort.

La tension entre les groupes fut la plus forte en 1938. L'arrivée en mai du P. WARNANT comme préfet de discipline contribua à calmer les esprits. Il avait confiance dans les jeunes et les poussait à réfléchir. Avec l'aide de nos professeurs, le P. BODAUX, en Poésie, et le P. STREIGNAERT, en Rhétorique, il nous fit passer du suivisme à la réflexion. Nous eûmes au niveau de notre classe des débats passionnants, en particulier sur ce qui se passait en Allemagne et en Autriche.

Ceux qui cherchaient un engagement moins marqué par la politique se tournèrent vers le scoutisme. La plupart exerçaient celui-ci dans des troupes extérieures au Collège. Ils étaient rattachés à des paroisses. Sur 27 élèves terminant le cycle secondaire en 1939, dix-sept occupaient un poste de chef scout en-dehors de l'école. Ils étaient ainsi en contact avec des couches sociales qui n'étaient pas représentées dans cette institution.

Cette tendance du scoutisme à se rendre indépendant des encadrements scolaires existait dans toute la Belgique. On sentait confusément que le mouvement allait devoir changer. Il s'y essayera après les hostilités. En attendant, il tentait de se libérer des autorités bien intentionnées qui voulaient lui dicter sa conduite. Le mouvement dans sa branche catholique avait été reconnu d'action catholique. Les membres souscrivaient à cette option. Mais ils en voyaient la concrétisation dans un renforcement des tendances au développement de la personnalité indépendante comme suggérée par BADEN POWELL et pas dans l'assimilation à des mouvements sectoriels qu'il transcendait. Il y avait des scouts surtout dans les milieux bourgeois. Cependant le scoutisme des paroisses, qui était notre vie, s'adressait de plus en plus à des jeunes des milieux populaires.

La réaction de la hiérarchie ecclésiastique ne manqua pas. Chez les pères jésuites à VERVIERS, la tension était devenue telle, qu'il fut interdit aux scouts, en 1938, d'apparaître en uniforme pendant les heures de cours. Cela ennuyait ceux de mes amis qui étaient actifs dans des paroisses et qui n'avaient pas toujours le temps de rentrer chez eux pour se changer. Cela ennuyait même les demi-pensionnaires membres de la troupe scoute du collège, qui furent obligés de cacher leur uniforme sous des tabliers gris.

Les scouts de ma classe proposèrent de réagir et de lancer une manifestation qui rendrait visible l'importance du mouvement dans le collège. Notre première idée fut de demander l'autorisation de réunir les scouts des classes supérieures pendant la récréation du matin, pour un chant collectif et un salut au drapeau, ainsi qu'une prière devant la Vierge, installée dans la cour du collège. Après des négociations laborieuses, où fut agitée la menace que la manifestation aurait lieu, permise ou non, les bons pères manifestèrent de la bonne volonté pour sauver la cohésion du collège.

Finalement, les 105 scouts du collège furent affectés à des patrouilles d'un jour, avec un encadrement d'assistants de troupe et chefs de meute. Le tout était placé sous la direction de mon ami JEAN de NYS, faisant office de chef d'unité. Je fus moi-même promu chargé des relations publiques c.à.d. d'interlocuteur du père recteur. En constatant la bonne préparation de la réunion, on commença par nous allouer 40 minutes au lieu de 20. Deux jours avant la date, on autorisa le port de l'uniforme et le jour même, la manifestation put être prolongée jusqu'à midi par un feu de camp improvisé. Il faut dire que mon ami Jean avait magistralement lancé celui-ci et que le Père Recteur comprit qu'il était plus sage de le laisser aller jusqu'au bout. Ceci lui permit d'ailleurs de dire quelques mots à la fin et de clore la manifestation par une prière.

C'est par la même voie que je retrouvai Paul DEMEZ. Celui-ci avait fait son service militaire au régiment de gardes-frontière, à MALMEDY et à EUPEN. Il avait senti le désarroi des jeunes, soumis à la propagande d'ordre nouveau : on ne leur offrait pas beaucoup dans le camp adverse. A LA CALAMINE, la J.O.C. avait une base solide. Il y existait aussi un mouvement de Patro's bien structuré. Dans les cantons mêmes il y avait un vide à combler.

Paul consulta un certain nombre d'amis. Il reçut l'appui complet du vicaire Joseph SCHMETS d'EUPEN. Les responsables de la Fédération Scoute se laissèrent convaincre et acceptèrent l'idée d'une zone (district) indépendante. Il lança le mouvement simultanément dans les trois cantons, suivant une stratégie d'ensemble, mais en adaptant chaque création au milieu particulier des trois villes concernées. Il tint compte aussi des mouvements qui s'étaient déjà créés spontanément et parvint à les utiliser dans la base de départ.

Pour chaque unité, il recruta un dirigeant dépendant directement de lui. Ce furent Willy LIENNE, à MALMEDY, Pierre GILLES à Saint VITH et mon ami Jean de NYS à EUPEN. Il désirait trouver, pour la coordination, un secrétaire de district, résidant dans la région et parfaitement bilingue. Il m'offrit de prendre ce poste. Ceci demandait que je perfectionne mon allemand. Suivant les conseils de ma mère, j'acceptai d'aller passer deux mois en Westphalie chez un lointain cousin, qui avait été maître d'école. Ce fut un véritable dressage linguistique. Je fus débarrassé des influences dialectales et améliorai considérablement mon vocabulaire et ma maîtrise de la grammaire. J'eus aussi l'occasion de rencontrer là-bas, dans mon mentor, un adversaire acharné du nazisme. Je l'accompagnai (une fois) pour porter aux prêtres une lettre pastorale qui devait leur être remise sous le manteau pour que la GESTAPO ne l'intercepte pas. Ce qu'il y avait d'amusant, c'est que le cousin était un athée notoire : mais il habitait à côté du secrétaire de l'évêché de MUNSTER.

L'implantation du scoutisme dans les cantons fut un succès. La Fédération, pour nous soutenir, organisa pendant l'été 1938 un grand rassemblement national sur les hauteurs d'EUPEN. L'impressionnant défilé des participants devait montrer à la population qu'il y avait aussi des jeunes dynamiques en Belgique. Lors de la visite du roi LÉOPOLD III à EUPEN, les scouts furent officiellement chargés du service d'ordre. Les trois unités au complet participèrent aussi à un défilé à BRUXELLES, devant la famille royale. En 1939 elles eurent un grand camp en commun, près de VIELSALM. Les parents vinrent en masse pour constater combien leurs enfants étaient épanouis.

Une telle percée provoqua des réactions. Des personnalités politiques voulurent s'annexer cette force nouvelle. L'unité de MALMEDY eut de la difficulté à sauvegarder son autonomie, face à des sponsors trop bienveillants et puissants. Le patronat de cette ville était marqué politiquement. Toute occasion convenait pour en découdre avec le parti adverse. Quant à nous, nous voulions nous attacher aux valeurs fondamentales et rester en dehors des luttes locales.

A EUPEN, il y eut aussi des difficultés. Les milieux du parti catholique eupenois auraient voulu un soutien plus explicite de la cause pro-belge. Leur journal le "GRENZ ECHO" était assez réservé. Je m'en expliquai après la guerre avec son directeur, Henri MICHEL. Il a bien voulu reconnaître que la ligne suivie avait du bon. Elle a en effet aidé beaucoup de jeunes à gagner une conviction personnelle solide, indépendante du cadre politique. D'ailleurs à EUPEN, on trouva finalement un compromis en donnant la présidence de l'unité scout à un membre de l'administration communale, Mr NEUMANN. Cet homme intègre se contenta du rôle de sponsor et n'interféra jamais dans la conduite du mouvement.

Mon rôle de liaison avec les scouts "de l'intérieur" était facilité par le passage de scouts d'origines diverses à la maison. La situation à proximité de la forêt et les possibilités d'accueil en avaient fait le point de chute de beaucoup. On y voyait en plus des routiers de VERVIERS, le clan de la Cognée de BRUXELLES, des scouts de LIEGE, sans compter tous les individuels en mal d'air pur. Je jouais souvent au guide dans les bois ou dans les Fagnes. J'acquis ainsi une bonne connaissance de toute la région entre EUPEN et MALMEDY. Elle me sera utile plus tard.

Le groupe qui avait nos faveurs était celui de la troupe scout et des louveteaux de HODIMONT, un quartier industriel de VERVIERS. Le chef en était un étudiant en médecine, José LAMBERT. Il était convaincu de la valeur pédagogique du scoutisme même en milieu ouvrier. Cela n'était pas admis partout. Il lui fallut des années pour amadouer le curé de la paroisse et aussi pour désarmer l'opposition de quelques notables. Quand José voulait se ressourcer, il venait passer un week-end chez nous, avec ses deux assistants.

Au fur et à mesure que l'on se rapprochait de 1940, la tension autour des jeunes augmentait. Les clivages devenaient plus prononcés. A VERVIERS cependant, les luttes sociales continuaient à empoisonner l'atmosphère. Monsieur André PELTZER s'en plaindra encore au recteur des jésuites

en 1943, reconnaissant enfin le mal profond qu'elles avaient fait. A LA CALAMINE, le flambeau de l'esprit libre était tenu par le PATRONAGE, animé lui-même par les premiers fondateurs de la J.O.C.

En face l'argent subversif coulait à flots. Quand un jeune manifestait trop de loyalisme à la Belgique, lui et ses parents subissaient des pressions, allant jusqu'à la perte d'emploi. Dans certains quartiers, il fallait reconduire les jeunes chez eux après les réunions, à EUPEN ou dans les faubourgs de MALMEDY. Cependant cette opposition fortifiait aussi les convictions. Nos jeunes des cantons n'étaient plus des suiveurs et ils le montreront pendant les mois d'annexion.

III. "1940" - L'année des options.

La lutte contre le nazisme allait prendre une autre dimension avec l'entrée des allemands en Belgique au matin du 10 mai 1940. Depuis des mois, la population regardait avec anxiété du côté de l'Allemagne et essayait d'interpréter les informations qui en venaient. Le régime nazi, sous des prétextes divers, interdisait de temps à autre le passage de la frontière à certaines catégories de frontaliers. Pendant des mois, les allemands sans ordre de mission, ne purent passer en territoire belge ni pour visiter des parents, ni même pour s'occuper de leurs affaires. Parfois on permettait le passage sur présentation d'un faire-part d'enterrement. A d'autres moments, les belges, sauf les ouvriers frontaliers et les étudiants, étaient interdits de passage.

Lorsqu'après une longue période, la frontière était ouverte aux allemands, on assistait à une véritable ruée pour chercher un approvisionnement dans des denrées qui depuis 1938 étaient déjà rares en Allemagne : chocolat, café, etc. L'argent allemand avait cours dans la région belge, mais à un taux très défavorable pour les rhénans; il se situait vers les six francs belges pour un mark contre environ douze au change officiel. Evidemment, en sens inverse, un tel cours permettait aux belges de passer une après-midi agréable dans les beaux cafés d'AIX-LA-CHAPELLE, à des conditions très favorables. Il faut noter que la Belgique ne mit jamais d'entraves à la circulation frontalière.

Quand l'état de guerre s'installa en Allemagne, la frontière fut souvent fermée à tout trafic, sauf celui des ouvriers frontaliers, peu nombreux à cette époque. Cependant après la victoire éclair en Pologne, une atmosphère curieuse se développa. L'armée restait prête à l'action. Il n'y eut pas plus de permissions pour les militaires allemands, pendant l'hiver 39/40 qu'il n'y en avait eu pendant toute l'année 1939. Le haut commandement forgeait une armée offensive, suivant les bons principes du temps de BISMARCK : tout faire pour que le soldat préfère la guerre à l'inaction. Le dessinateur caricaturiste WILHELM BUSCH avait exprimé ceci en montrant un soldat dans un uniforme trop étroit, qui courait à l'ennemi pour recevoir le coup d'épée qui lui permettrait de respirer.

La population civile vaquait à ses occupations comme en temps de paix. A AIX-LA-CHAPELLE, il y avait des concerts d'après-midi, au café VATERLAND, comme au beau temps de la ville d'eaux. Mais insensiblement le rationnement se resserrait. Les produits Ersatz devenaient plus nombreux, dans l'attente des mois heureux où le pillage des pays de l'Ouest et surtout de la France allait amener un moment de répit.

L'impression n'était pas très différente lorsque l'on repassait d'AIX-LA-CHAPELLE à VERVIERS. L'armée était mobilisée en BELGIQUE, sous le régime du pied de paix renforcé. Le souci des familles pour les jeunes sous les armes était semblable. L'autorité distribuait des masques à gaz. Certains habitants évacuaient vers l'intérieur les objets les plus précieux et même des meubles. TOURNAI avait été désignée aux Verviétois comme ville refuge. L'ironie du sort a voulu que Verviers n'a eu que peu de dégâts par suite des opérations militaires alors que tout le centre de TOURNAI sera brûlé.

L'ombre de 1914 planait sur les réflexions. Puisque les français tenaient bon sur la ligne MAGINOT, l'invasion de la Belgique se traduirait par une extension de la ligne de front vers le nord. Les optimistes la voyaient devant LIEGE, les pessimistes à hauteur de la Dyle. Les pauvres verviétois se demandaient quelle solution était la moins dommageable pour eux. Pour les nostalgiques de l'Allemagne impériale et pour les nazis des cantons, ce n'était pas de la crainte mais de l'espoir. On était assez renseigné pour savoir que les forts de la position de LIEGE ne pouvaient pas atteindre la région. Cette information était assez précise pour qu'au moment voulu on évacue les habitants résidant aux alentours de la gare de HERBESTHAL, sur le village de Lontzen, juste à côté. Les bons nazis eux avaient une telle confiance qu'ils envisageaient pour les allemands la répétition de la promenade militaire effectuée en Autriche ou en Tchécoslovaquie.

Le 3 septembre, jour de la déclaration de guerre à la Pologne, m'est resté fortement en mémoire. A la demande du vicaire Jean ARNOLDS d'EUPEN, mon ami Herbert SCHROEDER et moi avons accepté de le seconder dans une action de promotion du journal paroissial. Nous avons organisé de petites équipes qui devaient visiter chaque ménage de la ville haute. J'avais la responsabilité du quartier de GOSPERT, au centre de la ville, et je passai donc d'une maison à l'autre pendant toute la matinée. Partout le poste de radio était branché sur la séance du Reichstag et l'interminable discours du Führer. Tout le monde écoutait; personne ne risquait le moindre commentaire devant de jeunes inconnus, qui venaient leur parler, juste en ce moment, d'un journal religieux. Nous avons la désagréable impression que quelque chose du climat d'oppression régnant de l'autre côté de la frontière infiltrait déjà les milieux populaires. Nous acheminions ainsi doucement vers le dénouement qu'allait être l'invasion du 10 Mai.

Pour tous les habitants, de quelque bord qu'ils fussent, l'invasion était considérée depuis 1939 comme quelque chose de possible, si pas de probable. Cependant si d'un côté on avait une connaissance suffisante des allemands et de leurs préparatifs, d'autre part on n'avait aucune idée de ce qui allait réellement se passer. On savait seulement que la région risquait un jour ou l'autre d'être envahie.

Pendant les jours précédant le 10 mai, la tension augmenta. Des voyageurs et des frontaliers venant de l'autre côté signalaient du mouvement. C'était parfois quelque chose de ténu, comme le placement de plaques directionnelles militaires dans les zones frontières ou bien le dégagement de certaines voies d'accès utilisées seulement par des fraudeurs professionnels en temps normal.

Je me rappelle la nervosité régnant à VERVIERS le jeudi 9 mai. Les étudiants étrangers avaient des difficultés à s'intéresser aux cours. Des membres de la communauté juive avaient reçu des indications mystérieuses. Ils partiront tous le lendemain à la première heure.

Le dimanche 12 mai était le dimanche de la Pentecôte. Nous avons prévu une remise de drapeau à la nouvelle unité scout de MEMBACH, village patoisant limitrophe d'EUPEN. A l'Ecole des Textiles nous étions arrivés à la fin des cours. Le temps de la préparation aux examens commençait. Vu les festivités envisagées pour le dimanche, je voulais rentrer dans les cantons le jeudi soir plutôt que le vendredi. Cependant, vu l'inquiétude diffuse qui flottait dans l'air, je me résolus à aller aux renseignements avant de prendre le tramway pour EUPEN, vers six heures du soir.

A VERVIERS, le collège des jésuites a toujours été un point central pour savoir ce qui se passe. De plus, à l'époque, la liaison était étroite entre le collège et le journal catholique local : Le Courrier du Soir. C'est donc tout naturellement que je me dirigeai d'abord de ce côté. Je ne dus pas entrer. Le Père LAURENT, recteur du collège, devisait dans la rue avec des voisins et des passants. Il nous mit au courant des dernières informations de la journée. D'une part il avait quelques nouvelles au sujet de ce qui se préparait de l'autre côté de la frontière. Elles étaient contradictoires. Les troupes allemandes avaient reçu de l'argent devant servir dans les pays occupés : les Kredietkassenscheine. Des administrateurs pouvant exercer une autorité dans les mêmes territoires semblaient être arrivés à AIX-LA-CHAPELLE. Jamais encore les Allemands n'avaient été si loin dans les préparatifs. L'offensive devait donc avoir lieu dans les jours suivants.

Cependant ceci était contredit par d'autres informations, signalant que les unités qui normalement devaient constituer le fer de lance de l'attaque, étaient encore le 9 mai à midi de l'autre côté du Rhin. On pouvait conclure que l'invasion n'aurait lieu qu'après les fêtes. Peut-être pensions-nous dans notre subconscient que les allemands aussi voulaient avoir le congé de Pentecôte. Ce qui était une réflexion ridicule pour une armée qui depuis des mois ne connaissait plus de périodes de répit.

Finalement les informations du P. LAURENT étaient bonnes. Nous ne pouvions prévoir que les

troupes de choc n'allaient quitter les bords du Rhin qu'au moment même où nous étions en train de parler, et qu'elles poursuivraient leur route sans autrement s'arrêter à la frontière. Celle-ci fut débarrassée juste avant leur arrivée des obstacles de la ligne SIEGFRIED qui auraient pu gêner leur progression.

Cependant les nouvelles que le recteur nous donnait d'autre part étaient beaucoup plus graves. Elles se rapportaient à ce qui allait se passer après l'attaque allemande. Il était peu utile de parler encore de l'esprit général en Belgique, qui était orienté vers une défense au milieu de pays, en laissant pour un temps la position de LIEGE en avant poste.

Plus grave était ce que venait de dire un colonel français, très proche des jésuites qui venait de passer par là. Il était en mission de renseignement pour son pays. Il était persuadé que l'armée française serait incapable de résister à l'attaque violente attendue de la part des allemands. Il estimait que la drôle de guerre avait eu un effet néfaste sur les troupes de son pays. Les régiments d'Afrique semblaient les seuls à pouvoir résister aux premiers revers. Il avait ajouté : il faut espérer que les anglais ne s'engageront pas trop avant dans cette phase. Quand on lui dit que les verviétois avaient mis leurs meubles à l'abri à TOURNAI, il se mit à rire. Était-il particulièrement compétent ou simplement visionnaire ? Je ne le sais. Mais ses réflexions auront plus tard une influence sur les orientations à prendre par ceux qui les avaient entendues.

Vaguement réconforté quant au risque d'une invasion avant les fêtes, je décidai de rentrer chez moi, dans cette maison de KETTENIS, située près de la forêt et à 5 km à vol d'oiseau de la frontière. Je demandai cependant à ma mère de me réveiller le lendemain matin à l'heure habituelle c.à.d. 5 heures et demi. Après cela je m'endormis sans plus me faire de soucis.

Pendant ce temps les nouvelles alarmantes reçues par les autorités devenaient de plus en plus précises. Dans la deuxième partie de la nuit, le plan d'évacuation vers l'intérieur du pays de personnes susceptibles d'être confrontées à des difficultés en cas d'occupation nazie fut déclenché. Toutes ces personnes furent averties. Du moins c'est ce qui se passa à EUPEN, à MALMEDY et dans quelques autres localités. Le directeur du journal "GRENZ ECHO", les échevins d'EUPEN et quelques autres personnes très engagées du côté belge purent ainsi quitter la région avant l'arrivée des troupes allemandes. La plupart ne devaient y revenir qu'après la libération.

Mon frère était officier dans un régiment de la défense d'ANVERS. Il nous avait dit qu'en cas de difficultés nous serions avertis. Mais le village de KETTENIS ne devait pas figurer sur les listes. Personne ne s'en soucia. C'est ainsi que je fus bien surpris en regardant par la fenêtre ouvrant vers l'est, de voir dévaler sur la petite route longeant la forêt des motos side-car qu'après un moment d'hésitation je fus bien obligé d'identifier comme étant allemandes. Nous avions peu avant été alertés par les nombreux avions qui survolaient la région en grosses formations. Nous étions juste en-dessous du chemin de retour des avions. Par ailleurs un fermier, membre du parti nazi, et qui habitait notre hameau, nous enleva toutes nos illusions en criant: ah ! les voilà ! Il était manifestement au courant, car il avait été chercher ses vaches, pour la traite du matin, une heure avant l'heure habituelle. Par après, il avoua avoir été mis au courant le soir avant vers dix heures.

Nous avons allumé la radio (la TSF, comme on disait alors) pour avoir des nouvelles. Rien à BRUXELLES, rien chez les allemands, rien nulle part. Et les avions continuaient de passer. Enfin à sept heures il fut question d'une démarche de l'ambassadeur d'Allemagne auprès de monsieur SPAAK et d'une réponse de celui-ci. Mais pas d'information claire, pas de message simple et énergique. Sans doute que la crainte de la censure paralysait les journalistes.

Sur la petite route venant de RAEREN et de la frontière, le long du bois, les soldats allemands, par centaines, passaient comme à l'exercice. Ils étaient bien guidés par leurs amis locaux. Un peu avant

six heures nous avons entendu une immense clameur venant du centre d'EUPEN, à 3 Km de là. Les partisans de l'Allemagne clamaient leur joie. Cette manifestation avait été organisée par le parti nazi pour illustrer un reportage des actualités. Encore un signe que ses cadres sur place étaient au courant du plan d'invasion.

Cette heure de folie céda bientôt la place à une atmosphère beaucoup plus amorphe. Evidemment le défilé ininterrompu des troupes était impressionnant. Le circuit suivi était compliqué par l'activité du fort de TANCREMONT qui barrait la route de la Vesdre par ses tirs d'artillerie. En arrivant à EUPEN, l'armée d'invasion obliqua vers les Fagnes, pour aller ensuite vers la vallée de l'Amblève. D'autres troupes passaient beaucoup plus au Nord, le long de l'axe AIX-LA-CHAPELLE MAASTRICHT.

Les milieux nazis étaient en pleine excitation. On vit se déployer dans toute la ville d'EUPEN (mais très peu à la campagne) les drapeaux à croix gammée, préparés les derniers jours avant l'évènement. Il n'y eut pas de chasse aux sorcières, par suite de la fuite vers l'intérieur du pays de la plupart des victimes potentielles. Cela aussi la population loyale de la Belgique le ressentait douloureusement : "les grandes gueules du parti pro-belge les avaient laissés seuls face aux envahisseurs". Mais parmi ceux-ci ceux qui étaient restés reçurent avis de ne pas sortir. Pour l'hôtelier BOSTEN de la ville haute, ceci allait se traduire par quatre années en résidence forcée. Pendant toute la période d'annexion, il ne put plus sortir de sa maison.

A côté de la joie bruyante des partisans de l'ordre nouveau, une sourde inquiétude rongait beaucoup de gens. Dans la matinée j'assistai à une conversation entre un soldat et un jeune du pays. Le soldat était de la région des Sudètes, soi-disant libérée du joug thèque, deux ans plus tôt. Son commentaire : "réjouissez-vous si vous pensez avoir des raisons pour cela, mais vous pourrez vite déchanter. Chez nous c'était comme cela et, six mois plus tard, j'étais soldat".

Les nouvelles autorités procédèrent immédiatement à la dissolution de tous les mouvements religieux ou patriotiques, dont les scouts. Dès le début de la semaine, un membre du club de volà voile (organisation ouvertement nazie) et qui deviendra par après un fringant SS vint arrêter le chef de troupe, Herbert SCHROEDER, et menaça de la garder en otage, tant que tout le matériel des scouts ne lui aurait pas été livré. Les belles tentes, offertes par le baron Louis EMPAIN, via PRO JUVENTUTE, furent confisquées par les jeunesses hitlériennes. Elles ne s'en serviront d'ailleurs jamais.

Ce qui se passa dans les premiers jours du nouveau régime permit de mesurer plus exactement l'importance du parti pro-allemand dans les cantons. Aux dernières élections leur part avait frolé, en certains endroits, la barre des 50%. En réalité, pour arriver à ce chiffre, on lui avait attribué toutes les voix qui ne s'étaient pas portées sur des partis dits "pro-belges". C'était faire la partie belle aux opposants. Le comportement de la population après le 10 mai confirma cette opinion. Il y avait de multiples raisons pour ne pas voter en faveur des partis "de l'intérieur" (expression alsacienne). Ceux-ci ne s'intéressaient à leurs électeurs potentiels de l'Est qu'au moment des élections. Les candidats proposés n'avaient que peu d'envergure et les électeurs pouvaient douter de leur capacité d'obtenir quelque chose pour la région. Ils ne semblaient surtout pas en mesure d'intervenir contre la discrimination envers les "nouveaux belges" lorsque ceux-ci postulaient un emploi dans une administration autre que locale.

Cette discrimination était souvent amèrement ressentie. N'importe quel diplômé du secondaire entraînait à l'armée dans une compagnie "Ecole" où il était préparé à devenir officier de réserve. Les "rédimés" en étaient exclus, sauf quelques rares cas où des influences politiques avaient pu jouer. Au niveau des sous-officiers, c'était encore plus flagrant. L'une des désertions les plus connues de l'armée belge vers la compagnie BRANDEBOURG de l'armée allemande s'explique par le

désenchantement de l'intéressé, qui aurait pu être un brillant sous-officier et qui fut empêché d'exercer un commandement effectif. Ce n'est certainement pas le manque de courage qui l'a mené à changer de camp.

Toutes les observations faites avec d'autres amènent à penser que le pourcentage des partisans actifs du régime allemand ne dépassa jamais les 20% dans la plupart des localités. Il pouvait être plus fort dans des zones mi-industrielles, mi-agricoles comme LONTZEN près d'EUPEN ou BEVERCE, près de MALMEDY. Mais en face aussi, le pourcentage de ceux qui étaient prêts à entreprendre quelque chose pour que les cantons deviennent plus belges, était du même ordre. Le reste était flottant et agissait en fonction d'intérêts à court terme. Le parti pro-allemand fut durement touché par une lettre pastorale, diffusée le 9 mars 1939. Dans celle-ci, Mgr KERKHOFs mettait en garde contre le racisme et l'hyper nationalisme et précisait que, pour les catholiques, la priorité était celle du respect des valeurs personnelles. Tout mouvement qui mettrait en avant l'appartenance raciale ou populaire devait être combattu.

L'atmosphère des premiers mois, après l'arrivée des allemands à EUPEN, n'était pas à l'enthousiasme. Seuls ceux qui profitaient du nouveau régime pour obtenir des postes d'influence se réjouissaient ouvertement. Par ailleurs, le nouveau pouvoir qui se mit en place, avec une efficacité toute germanique, fit peu appel aux cadres locaux. Les communes rurales furent immédiatement fusionnées en entités plus grandes. A la tête de celles-ci on trouva surtout des bourgmestres fonctionnaires venus d'Allemagne. Les prêtres trop marqués par leur opposition aux nazis, avant la guerre, durent soit quitter la région, soit accepter des postes dans des cures rurales où on leur demandait de se faire oublier. Le doyen d'EUPEN fut remplacé par un curé allemand, Mr OFFERGELDT. Celui-ci, sans renier son patriotisme allemand, sut maintenir une attitude correcte, se concentrant sur sa tâche pastorale.

On voyait ainsi que tout dans cette annexion avait été préparé depuis des mois. Encore en mai, un décret provisoire du Führer annula toutes les dispositions du Traité de Versailles. La frontière ne fut cependant pas rétablie, là où le Traité de Vienne l'avait décidé. Neuf villages supplémentaires de l'ancien duché de LIMBOURG furent également annexés. Le prétexte avancé fut celui de leur caractère germanique, du fait de l'emploi courant du patois bas-allemand. D'après des sources crédibles, les raisons militaires intervinrent également: l'armée avait demandé l'intégration à l'Allemagne du saillant rocheux d'HENRI-CHAPELLE. Ceci entraîna l'annexion des autres villages.

Cette extension du territoire annexé aux 9 communes fut probablement une erreur politique. Les allemands cultivèrent par là, au sein même du cercle d'EUPEN, les ferments d'une opposition indestructible. Un village comme WELKENRAEDT, fort marqué par l'immigration d'un nombreux personnel attaché aux chemins de fer, n'avait plus rien d'une localité sous influence germanique, même si quelques habitants anciens utilisaient encore couramment le patois. GENMENICH qui avait été si fière de sa contribution à l'effort de guerre de la Belgique en 14/18 n'allait pas se laisser détourner de son patriotisme par des avantages aléatoires dus à la suppression de la frontière avec AIX-LA-CHAPELLE. Et la même réaction se retrouvait dans les autres villages. L'ambiguïté était d'ailleurs cultivée par les allemands eux-mêmes. Quand l'administration distribua de nouvelles cartes d'identité, les habitants, comme d'ailleurs les "anciens belges" des cantons, y trouvèrent à la ligne nationalité la mention sibylline : D. à W. En jargon juridique allemand : Deutscher auf Wiederruf. On n'a pas trouvé l'équivalent en français. "Allemand sauf révocation" ne donne pas la valeur réelle de cette expression qui pourrait signifier "résident permanent en Allemagne, pouvant peut-être un jour prétendre à naturalisation". Cette qualification eut surtout un grand avantage. C'est que les jeunes ne furent pas appelés au service militaire forcé.

Tout cela se faisait au moyen de décrets. Ceux-ci n'étaient pas publiés. Juridiquement, ils étaient

fondés sur les pouvoirs spéciaux obtenus par HITLER, le 4 mars 1933. Comme ils n'ont jamais été ratifiés, il fut facile aux alliés, en 1945, de considérer toute législation passée sous le régime nazi comme nulle et non-avenue, sauf re-confirmation. En attendant, le décret provisoire du Führer chargeait le ministre de l'intérieur des mesures d'application, en fixant la date du 1^{er} septembre 1944 comme date de référence de l'annexion.

Ce jour-là tous les chefs scouts et quelques uns des plus fidèles étaient réunis dans une pièce du grenier de la maison de NYS. CARL proposa de dresser un monument marquant notre résistance en composant une chanson, dont il allait lui-même écrire la musique. Ce chant devait constituer un renouvellement de la promesse.

Lass den Kopf nicht sinken
In der tiefsten Nacht :
Ferne Sterne winken,
Bleib Du auf der Wacht.
Halt der Heimat Treue
In dem Kampf der Zeit.
Einst ersteht uns neue,
Grosse Freiheitszeit.

Fahnen sind verborgen,
Keiner trägt die Tracht,
Bis am Siegesmorge,
Alles dann erwacht;
Bis dass Kechtschaft wieder,
Vor der Freiheit flieht,
Lachen unserer Lieder,
Durch die Heimat zieht.

Bis dass unsere Scharen
Siegesjubilnd gehen,
Und am grünen Walde,
Weisse Zelte stehen
In des feuers Licht,
Alle unsere Brüder
Neue Zeit anbricht.

Treue unserem König,
Treue unserem Gott,
Schwure wir zu halten,
Bis in unserem Tod.
Keine Macht kann brechen
Das gegebene Wort
Drum wir neu versprechen
Treue bis zum Tod.

Ne te laisse pas abattre
Au plus sombre de la nuit
De lointaines étoiles t'appellent
Reste en éveil.
Sois fidèle à ta région
Dans les luttes actuelles.
Un jour, à nouveau, nous retrouverons
Le temps béni de la Liberté.

Les drapeaux sont cachés,
Personne ne porte l'uniforme
Jusqu'au matin de la victoire
Où tout se réveillera.
Jusqu'à ce que la servitude
Fuira devant la Liberté
Et que nos chants joyeux
Parcourront les campagnes.

Jusqu'à ce qu'en groupes
Nous irons, chantant victoire
Le long de la verte forêt
Les tentes blanches se dresseront
A la lumière du feu :
Pour tous nos frères
Le début d'une nouvelle époque

Fidélité à notre Roi
Fidélité à notre Dieu
Nous l'avons jurée
Jusqu'à la mort.
Aucune force ne pourra rompre
L'engagement pris.
Voilà pourquoi nous promettons à
nouveau
Fidélité jusqu'à la mort.

Non seulement cette promesse fut tenue, par ceux qui participèrent aux réunions du mois de septembre, mais à cette vingtaine, quelques nouveaux vinrent s'ajouter au fil des années. Peu après cette séance mémorable, une autre réunion eut lieu, à ma propre maison. C'était la première de ces réunions clandestines qui demandaient que les jeunes se déplacent vers un lieu convenu. On discuta de ce qui était essentiel pour maintenir en vie ce scoutisme des catacombes. On conclut qu'il fallait surtout rayonner par l'exemple et surtout par le service. On rappela que la B.A. (Bonne Action) de chaque jour est un service charitable, unique, pratique, réel et volontaire et que c'est en l'exerçant que la vie scoutie serait maintenue dans la région.

Les rencontres clandestines des scouts allaient représenter toujours une aventure. Lorsqu'il s'agissait d'un petit groupe, constitué surtout d'éléments du noyau dur, on pouvait tenir la réunion dans une maison particulière. C'est ainsi que le grenier de la famille de NYS retentit sous des chants séditeux. Nous avons trouvé en particulier un chansonnier reprenant des textes populaires de la guerre de Trente Ans et parmi lesquels certains célébraient vigoureusement la liberté de pensée. On ne voyait pas pourquoi on nous aurait interdit de nous intéresser à des textes aussi "historiques".

Les réunions plus importantes avaient lieu dans les bois. Il fallait alors avertir les garçons un par un et indiquer à chacun un itinéraire différent pour arriver au lieu de rendez-vous. Il fallait aussi organiser sur place une surveillance préalable pour éviter de tomber sur des hommes du régime nazi. Le problème des gardes forestiers était particulier. Ils avaient été avertis que toute excursion en groupe de plus de deux jeunes était interdite en dehors des jeunesses hitlériennes. Même les sociétés de marcheurs, qui avaient pourtant été très noyautées par les germanophiles, ne pouvaient plus avoir d'activité. Il faut reconnaître à l'honneur des gardes forestiers qu'ils ne nous ont causé aucun ennui. Celui en charge de la région entre EUPEN et la Fagne nous rencontra plusieurs fois. Il se contentait de nous donner des conseils judicieux de discrétion.

Une fois sur place, il fallait courir le risque de réunir jusqu'à vingt garçons en un endroit. En général celui-ci était choisi à l'écart. Cependant pour les cérémonies de promesse, Jean de NYS insistait pour qu'elles aient lieu au bord d'un chemin public et même d'une route. "Sinon cela serait trop facile" prétendait-il.

Tout cela donne cinquante ans plus tard une impression de romantisme juvénile. Il y avait de cela. Mais le jeu allait devenir de plus en plus sérieux. De plus la région avait eu assez de contacts avec l'Allemagne pour savoir ce qu'il advenait aux opposants du régime, particulièrement à ceux qui prétendaient s'opposer à la nazification des jeunes. La plupart des anciens chefs de mouvements de jeunesse se trouvaient dans des camps d'internement. Je connaissais le cas d'un vicaire d'une paroisse de COLOGNE, arrêté en 1936, et qui était revenu chez lui six mois plus tard complètement brisé, moralement et physiquement. Fin 1938, deux chefs scouts de BERLIN avaient passé la frontière clandestinement et restèrent quelques jours chez nous pour se remettre avant de poursuivre leur route, qui les mena à BENI-BEL-ABBES à la Légion. Ils nous parlèrent longuement des vexations, puis arrestations, puis tortures au siège de la Gestapo et enfin le transfert de beaucoup de leurs camarades dans des camps de la mort lente.

C'est ainsi que dans cette atmosphère apparemment calme des premiers temps de l'occupation ou de l'annexion, les orientations d'avenir se choisissaient. La lutte idéologique allait continuer. Personne ne savait quelle forme elle allait prendre. Il fallait d'abord consolider les positions intérieures et éviter de faire bêtement le jeu de l'adversaire. C'est ainsi que se posa rapidement la question de l'entrée de nos plus jeunes membres dans la jeunesse nationale, la jeunesse hitlérienne. Il eût été impossible de s'y opposer à terme, c.à.d. après le 1^{er} septembre. Pour que les garçons gardent le soutien mutuel, il fut décidé qu'ils iraient s'inscrire en bloc dès juillet. Heureuse décision. En effet tant à EUPEN qu'à Saint VITH le mouvement des jeunes n'a jamais été un instrument d'endoctrinement mais est resté jusqu'à la fin un aimable club d'activités de loisirs. Ce

que reconnu en 1943 le responsable nazi qui avait accepté ces inscriptions : « il n'aurait jamais dû le faire, car la politique des jeunes fut un échec pour eux. »

La même atmosphère un peu surréaliste régnait d'ailleurs à VERVIERS et a été bien décrite par Jacques WYNANTS, dans son livre sur "VERVIERS 1940 " (Crédit Communal). Je pus me rendre pour la première fois à VERVIERS le mercredi 16 mai. J'avais emprunté le vélo d'un ami. Ce vélo ne portait pas de plaque fiscale. Je fus arrêté devant la gare par un brave agent qui voulait me dresser procès-verbal. Il semblait persuadé que les allemands ne viendraient pas en ville. D'ailleurs, le fort de TANCREMONT tirait de temps en temps dans la vallée. Ce n'était pas encore l'heure des choix mais celle où l'on essayait de comprendre.

IV Mises en place.

Dans le courant de l'été, les autorités allemandes mirent en place les structures d'organisation qui leur convenaient. On avait l'impression qu'ils avaient le temps devant eux et qu'ils évitaient les décisions hâtives qui auraient pu réveiller les peuples de l'engourdissement dans lequel ils avaient été plongés par les événements de mai et de juin. Chaque jour amenait l'annonce d'un succès allemand soigneusement médiatisé par la propagande. Pour celle-ci l'écroulement trop rapide de la France, conjugué avec le repli, hors de portée, des anglais, n'était pas une bonne affaire. Début juillet, il n'y avait plus rien à annoncer et il devenait difficile de maintenir les forces allemandes sous tension. Les soldats des régiments de combat n'avaient plus eu de congés collectifs depuis l'automne 1938. A toutes les demandes on leur répondait que cela se ferait après la prochaine étape.

L'armée qui avait successivement vaincu la Pologne, la Norvège et maintenant les pays de l'ouest réclamait un moment pour souffler. Un moment de se faire fêter dans les villes et les villages et aussi de distribuer les petits butins engrangés. Il semble que l'initiative soit partie des commandants de corps. Certains de ceux-ci commencèrent à donner des permissions qui d'après eux ne devaient pas perturber le service. Quel mal y avait-il à donner quelques jours de congé à des soldats arrivés du côté de BORDEAUX, alors que leur régiment allait quand même faire mouvement vers l'Allemagne, pour "remise à neuf". Bientôt il ne fut plus possible de faire des différences et un ordre du Haut Commandement permit de donner un tour de congé à tous les appelés.

Ayant déjà un peu d'entraînement dans le renseignement au profit de mon frère officier à l'armée belge et proche du deuxième bureau, je n'eus pas de difficulté à comprendre cette situation. Cela me permit d'entrer de plein pied dans une conversation décisive avec Paul DEMEZ. Celui-ci avait assisté en tant qu'officier de liaison à la déconfiture de l'armée CORAP. Plus tard il avait été en Bretagne et vécu quelques jours avec les anglais. Il avait assisté à leur retraite méthodique et pu voir l'efficacité de leur DCA.

Il me posa la question de savoir quand les allemands seraient en mesure d'attaquer l'Angleterre. Je lui dis que cela me paraissait techniquement et psychologiquement impossible avant le 15 septembre. Le redéploiement de l'armée ne pouvait être terminé avant cette date. "Alors - me dit-il - ils ont perdu la guerre; j'ai vu les anglais de près. Si eux aussi ont le temps de se réorganiser, ce sera trop tard pour les allemands "

Nous convînmes qu'il fallait apporter notre contribution à la défaite. La prudence était requise et aussi la patience car ce serait long. Il me parla de la reconstitution de la "Dame Blanche". Dès cette époque - juillet 40 - j'en fus. J'étais content de suivre l'exemple de mon parrain que j'avais tant admiré.

En dehors d'une seule personne - et évidemment du chef de secteur remplaçant Paul DEMEZ, après son arrestation - personne ne fut au courant de cette activité. Les consignes étaient très strictes à ce sujet. Celui qui savait était mon ancien professeur de rhétorique et aumônier des scouts-routiers du collège le Père Joseph STREIGNAERT. Lui aussi avait préparé mon orientation, en me racontant longuement lors d'un voyage culturel en 1936 comment son frère avait été dès 1914 un courrier de la Dame Blanche. Il était à ce moment petit pour son âge et circulait en culottes courtes. Les allemands ne soupçonnèrent jamais tout ce que transportait ce jeune gamin. Le P. STREIGNAERT me mit au courant de quelques nouveaux principes d'organisation du réseau. Pendant la guerre 14/18, de nombreux membres du clergé lui apportaient une contribution directe. Cette fois-ci, après en avoir parlé avec l'évêque de LIEGE, Walthère DEWER, décida que les prêtres ne devaient plus jouer de rôle direct. Le grand chrétien qu'il était voyait pour eux une mission plus importante. Pour chaque agent régulier engagé dans l'action, il devait y avoir quelque part un religieux ou une religieuse priant pour lui. Cette prière devait non seulement écarter les dangers, mais aussi

maintenir les membrés dans l'esprit chrétien d'une guerre menée avec décision, mais si possible sans haine. Il s'agissait par ailleurs de comprendre le rôle bien particulier des agents. Combien de fois ne nous aura-t-on pas expliqué que nous n'étions que les membres d'un « corps d'observation en Belgique » qui apportaient leur contribution sans mettre en cause leurs autres activités ? Nous ne devions jamais nous considérer comme des professionnels du renseignement. L'éducation permanente m'a paru être une des caractéristiques du réseau. Chacun devait connaître les qualités et les défauts psychologiques de ceux qui travaillaient avec lui. Je n'ai su qu'après la guerre que l'un de ceux qui me suivaient de près était le frère de mon ancien professeur.

Trouver un cadre d'activité ayant sa logique vis à vis de l'extérieur et particulièrement vis à vis des autorités d'occupation était primordial. J'avais commencé en 1939 des études d'Ingénieur des industries textiles à VERVIERS. Il était normal de vouloir les poursuivre. Mais il fallait pour cela obtenir les autorisations nécessaires. Nous eûmes heureusement la bonne idée d'entreprendre des démarches en ce sens dès que les administrations compétentes furent en place.

L'une des premières annonces faites par les nouvelles autorités fut celle de la nomination de bourgmestres. En même temps on procéda à la fusion d'un certain nombre de communes. KETTENIS était le siège du bourgmestre, mais la nouvelle entité englobait 3 autres communes. Une telle concentration appliquée partout dans le territoire annexé montre bien comment le travail avait été préparé. Dans des cas très rares les bourgmestres étaient des nazis locaux. Plus souvent il s'agissait de fonctionnaires de l'intérieur. Celui de KETTENIS s'appelait DR. ZIELINSKI. Il était originaire de la région de DANTZIG. Il avait répondu à un appel de volontaires pour occuper des postes dans des territoires à intégrer à l'Allemagne. Dans son esprit cela devait être merveilleux de pouvoir guider les premiers pas dans leur nouvelle patrie à ces enfants récupérés.

Il ne lui fallut pas un mois pour déchanter et pour constater qu'il occupait une fonction usurpée. D'enthousiasme, dans ces villages agricoles, il n'y en avait pas. Les membres du parti qu'on lui présentait ne méritaient aucune considération. Comme il était intelligent et qu'il ne désirait pas être envoyé dans une unité de combat, il s'arrangea du mieux qu'il put pour administrer les villages avec objectivité et en travaillant à éviter des incidents. Il établit tout de suite un modus vivendi avec le secrétaire communal, hérité de l'administration belge. Il ne lui demanda jamais d'accomplir quoi que ce soit en dehors du travail purement administratif. Ses difficultés lui venaient de ce qu'il n'avait pas seulement affaire, en tant que bourgmestre, à son chef hiérarchique, le commissaire d'arrondissement, mais aussi à toutes sortes d'autorités parallèles dont surtout le chef SS des organisations agricoles, le Dr. FLOSSDORF.

Dès que le bourgmestre fut installé, ma mère passa à l'attaque. Elle était une forte personnalité. Dans sa jeunesse, elle avait travaillé dans une maison de Haute Couture. C'était l'époque où AIX-LA-CHAPELLE était encore une ville d'eaux célèbre et où même des membres de la famille impériale se faisaient créer des robes. Plus tard, elle avait beaucoup voyagé. En 1925, elle était partie seule, en vacances, en Italie. Ce qui n'était guère courant pour les mères de famille à cette époque. Après la mort de son mari à 42 ans, elle avait mené sa barque en grandeur. Dans le village, elle était considérée comme un maître à penser. Vis à vis des fonctionnaires allemands, elle avait de plus l'avantage de s'exprimer dans une langue pure, sans accent. Ceci n'était pas le cas des habitants des cantons. La prononciation rhénane y avait été accentuée pendant les vingt années où l'allemand était devenu une langue de seconde zone.

Sa position n'était pas aisée. En effet, en ce mois de juin, nous étions sans nouvelles de mon frère aîné, prisonnier dans un OFLAG. Ma jeune sœur devait se trouver quelque part dans le midi de la France, avec des cousins de la région bruxelloise. L'ancienne filature de mon père, qui lui payait encore une rente, se trouvait tout à coup au-delà d'une frontière (même si ce n'était que de un mètre). Heureusement, elle ne savait pas que mon frère avait déjà fait l'objet d'odieux chantages. On

lui avait dit que sa mère et son frère avaient été fusillés. Mais comme on voyait que cela ne changeait pas sa détermination à rester avec ses soldats, on le laissa en paix et il suivit le sort commun des officiers.

Mon père avait eu l'intention, en 1906, d'entrer à l'Ecole Militaire. Il avait dû à cette époque apporter les preuves de sa nationalité. Nous disposions d'un long document établi par le gouvernement provincial de l'époque et qui en apportait la certification en énumérant toute la filiation depuis un ancêtre, ayant vécu à MONTZEN, du temps de l'ancien duché de LIMBOURG. Belge parce que fils de belge, qui ...etc.

C'est muni de ce document que ma mère se rendit, début juin, chez le Dr. ZIELINSKI. Elle exposa que notre famille était belge et voulait le rester, qu'elle demandait à l'administration de reconnaître ceci comme un fait et en conséquence de lui permettre à elle, et à son fils, de passer la nouvelle frontière belgo-allemande, chaque fois que cela serait nécessaire. Le bourgmestre répondit qu'il prenait note du vœu, mais qu'il ne voyait pas encore comment cela pourrait se réaliser. Pour le reste, il comprenait que tant qu'une parcelle d'espoir pouvait exister pour une persistance de l'Etat Belge, un belge devait rester fidèle à son pays. Cependant, il lui semblait que pour être toléré dans la région, il était nécessaire de ne pas faire obstacle à l'Etat Allemand et à ses organismes. Il s'enquit si ma mère ne pensait pas qu'à la longue, l'un des fils ne pourrait pas se sentir à l'aise dans le cadre de l'Etat Allemand. Ma mère lui répondit que cela ne lui semblait pas probable, mais qu'en dernier ressort ce serait à eux à décider.

Les limites du jeu étant ainsi fixées, j'eus moi-même un entretien avec le nouveau bourgmestre. Les raisonnements qu'il tint sont intéressants à rapporter comme témoignage des conceptions d'un fonctionnaire nommé par le pouvoir nazi. Il ne revint pas sur les conclusions de l'entretien avec ma mère, mais tenta de me persuader de poursuivre mes études à l'Institut Technique d'AIX-LA-CHAPELLE ou à l'université de COLOGNE. Finalement, il s'inclina devant mon obstination à vouloir terminer mes études dans le cadre où je les avais entamées, tout en faisant remarquer qu'un grade belge n'ouvrirait pas les mêmes possibilités qu'un grade allemand. Il conclut sans se compromettre en disant : "poursuivez vos études et après nous nous reverrons pour voir quelle est votre décision". Il refusa cependant d'intervenir pour que je puisse obtenir une carte de passage frontalier. Cela dépendait d'autres instances, ayant leurs propres critères de décision.

Entretemps, les examens de fin d'année avaient été remis au mois de septembre. Le 16 juillet j'introduisis une demande pour pouvoir déménager à VERVIERS. Après quelque temps, elle fut accordée, sous forme d'une carte de passage identique aux cartes frontalières mais avec la mention : bon pour un passage. Ma mère sortit à nouveau le grand jeu. Elle alla trouver l'employé subalterne du commissariat d'arrondissement et lui expliqua que ce document était une ridicule erreur. Il devait prévoir des passages répétés. A l'objection que cela semblait correspondre à la demande, elle répondit que son fils maitrisait très mal l'allemand et l'avait mal formulée. Finalement elle arriva triomphante avec le document convenable permettant des passages répétés. Malgré beaucoup d'autres péripéties, celui-ci fut ensuite régulièrement renouvelé.

Nous avons en peu de temps appris une des règles de survie dans un régime totalitaire : jouer les administrations les unes contre les autres. Et aussi celle-ci : avoir l'air d'être mieux au courant des textes que le fonctionnaire avec lequel on discute. L'un de mes condisciples à l'Ecole des Textiles était de MALMEDY. Il avait joué un jeu du même genre pour obtenir une autorisation de poursuivre ses études à VERVIERS. Vu la distance, on ne pouvait lui imposer le retour quotidien à la maison. Après des recherches, on lui appliqua un certain paragraphe d'une réglementation confidentielle, permettant de déroger à la règle du retour régulier. Je me servis à mon tour de ce paragraphe signalé comme si c'était ma lecture journalière, pour demander la possibilité du séjour hebdomadaire. Puis l'un renseigna l'autre pour obtenir l'autorisation douanière d'amener une

semaine de ravitaillement dans les bagages.

A LIEGE, on fut très heureux d'apprendre que j'avais décroché un statut permettant le passage régulier du territoire incorporé à l'Allemagne au territoire occupé. Je reçus bientôt via Paul DEMEZ les instructions pour construire un petit réseau. Le plus urgent était cependant à cette époque de rassembler des informations sur les préparatifs de la Bataille d'Angleterre. Je fis de mon mieux. La conséquence pour moi en fut un échec retentissant à la session d'examens. Cela était contraire aux règles. Aussi je me mis avec ardeur au travail pour redresser la situation. La seconde session suivait la première avec un décalage d'environ deux semaines. Le coup de semonce avait porté ses fruits. Je m'en sortis avec une honorable distinction.

On faisait pendant cet été beaucoup de choses qui paraissent insensées lorsqu'on y pense aujourd'hui. Personne n'avait d'idées quant à l'avenir et surtout quant au temps d'attente avant de nouveaux événements. On avait l'impression que depuis l'occupation de la Rhénanie, les choses avaient été si vite que l'on n'imaginait pas que le bras de fer allait durer quatre ans. C'est pourquoi les méthodes prudentes de Walthère DEWÉ semblaient étranges. Paul DEMEZ avait pris une initiative personnelle en éditant un petit journal clandestin, dont le premier numéro sortit le 1^{er} août. (La Belgique Libre, feuille indépendante et nationale). J'aidais à le distribuer des deux côtés de la frontière et plus tard j'y mis même un peu de prose. Quelques mois plus tard je reçus un avertissement sévère de LIEGE, où on était au courant de cette activité, par je ne sais quel canal ; il fallait cesser de mélanger les activités. Sinon c'était l'expulsion pure et simple du réseau, avec des menaces de sanctions plus graves, dont j'ai préféré ne jamais mériter l'exécution. L'expérience m'a montré que cette ascèse dans l'action était une bonne ligne de conduite. Et pourtant, il a fallu souvent une bonne dose de volonté pour y rester fidèle. Les excursions clandestines avec les scouts furent la seule exception.

En résumé, il fallait tout faire pour durer. Il ne fallait surtout pas avoir l'air de contester les nouvelles autorités; le comportement extérieur devait être celui d'une grande indifférence à la situation et aux événements. Un résistant allemand expérimenté donna de bons conseils: ne surtout pas apparaître comme ceci ou comme cela, mais au contraire dérouter les observateurs trop curieux en ayant des comportements aberrants, comme ceux de quelqu'un qui ne sait pas ce qu'il veut. Ne jamais montrer une opposition ferme, mais se permettre parfois des critiques. Se baser sur le statut de "belge reconnu et provisoirement toléré comme tel" pour avoir l'air "déboussolé". Heureusement, les nouveaux maîtres avaient plutôt du mépris pour les étudiants universitaires. Ils interdirent rapidement le port de la casquette blanche à visière noire, qui était celle des "Textiles". La mienne de plus les mettait en fureur; car depuis le "baptême" elle était parsemée de petites taches de toutes les couleurs.

A l'automne 1940, ma situation était clarifiée. Ma résidence à KETTENIS était confirmée. Il était admis que je termine les études à l'Ecole Supérieure des Textiles de VERVIERS. Ce qui devait aller jusqu'à l'été 1943. Ma carte frontalière permettait un passage quasi librement à la frontière entre zone annexée et zone occupée. Ce passage devait cependant se faire au poste de douane de DOLHAIN c.à.d. juste à côté de la Filature créée par mon père. Ma mère avait également une carte frontalière parce qu'elle devait se rendre régulièrement en territoire belge pour régler ses problèmes de retraite. En réalité, elle ne devait y aller que de dix mètres, mais cela suffisait pour obtenir une carte autorisant d'aller à 15 Km. L'un et l'autre si nous allions plus loin, à BRUXELLES p.ex., nous étions en défaut. Mais dans les deux premières années de la guerre le risque était quasi nul. Plus tard j'aurai à trouver une solution.

Par contre l'attribution d'une carte d'identité allemande D. à W. permettait de circuler assez librement en Allemagne, à condition d'avoir un motif plausible, p. ex. visite de parents. C'est comme cela que je pus me rendre jusqu'en 43 régulièrement à COLOGNE, qui devint ma base en Allemagne même. Après quelques mois, je reçus du service un opuscule donnant de bons conseils pour les agents secrets. Je me plongeais également dans les mémoires de BADEN POWELL. L'une

des conséquences en fut que je mettais du soin à m'habiller différemment quand j'allais dans la région de VERVIERS (l'étudiant) ou que je circulais en Allemagne (le voyageur).

V.- Le temps des isolés

Dans les régions proches des Fagnes on connaît bien le phénomène du retour de la vie après une catastrophe écologique, comme un incendie de forêt. Dans la lande noircie on voit apparaître de ci de là de petites touffes volontaires. Bientôt autour d'elles le reste de la végétation s'enhardit. Les taches vertes deviennent de plus en plus grandes. Après un certain laps de temps, les troncs noircis qui semblaient dominer le paysage sont de plus en plus isolés et souvent au premier printemps, ils sont submergés par la vie renaissante. C'est un peu comme cela que se passèrent les deux premières années de la guerre avant l'entrée des américains dans le jeu et avant la défaite allemande à STALINGRAD. La vitalité patriotique n'était pas annihilée : elle attendait pour se manifester que des éléments plus courageux ou plus motivés - parfois à cause d'expériences personnelles - indiquent que le temps de l'espérance n'était pas mort. D'où l'importance de certaines actions psychologiques comme les cérémonies patriotiques à l'occasion des funérailles de victimes de la guerre. D'où aussi le rôle important de la presse clandestine durant les premiers mois. Et de feuilles clandestines à VERVIERS, il n'en manquait pas. Il y avait une véritable aspiration de la population à retrouver des motifs de fierté. Le comportement du Roi LEOPOLD jugé comme très digne, soutenait le moral. D'ailleurs l'une des premières manifestations d'indépendance fut la distribution du mémorandum sur la reddition de l'armée belge, rédigé par Mr Albell-Edouard JANSSEN. (16 juin).

A ce propos une anecdote. Le P. LAURENT, recteur des jésuites, avait fait demander une contribution de 25 centimes lors de la distribution devant son église. L'officier allemand chargé de poursuivre les auteurs de cette "incartade" lui reprocha d'avoir non seulement distribué ce document mais en plus de l'avoir vendu. Le père jésuite en profita pour lui faire un cours de psychologie verviétoise en expliquant : « Si j'avais laissé distribuer ce document sans contrepartie, tout serait parti aux premières messes. En demandant une contribution financière, j'étais sûr que les fidèles n'en prendraient pas beaucoup plus de un par ménage ». Ce raisonnement sembla incompréhensible à l'allemand. Cependant il l'accepta, mais confisqua l'argent récolté pour collecte illicite sur la voie publique.

La plupart des témoins ayant vécu à Verviers sont d'accord pour dire que le jour important pour l'apparition plus généralisée du sentiment national fut le 11 novembre. Le 21 juillet avait donné lieu à une messe à la collégiale. Cependant beaucoup trouvaient que cette manifestation manquait de nerf. C'est ainsi que l'on discuta dès septembre, de ce que serait le 11 novembre.

Lors de la réouverture de l'Ecole supérieure des Textiles, le nombre d'étudiants présents avait diminué de plus de moitié par rapport au printemps. Presque tous les polonais, turcs, roumains ou iraniens étaient disparus dans la tourmente. Certains revenaient de France où ils avaient encore vu l'un ou l'autre avant qu'il ne disparaisse. En fait ne revinrent que ceux qui résidaient en Belgique ou y avaient des parents et l'un ou l'autre isolé ayant la nationalité d'un pays allié de l'Allemagne. Quelques uns qui se sentaient à la limite, mais étaient en dernière année tentèrent l'aventure pour terminer leurs études. Leur situation allait devenir de plus en plus difficile au fur et à mesure que les mesures anti-juives prenaient de la consistance. Allaient-ils arriver jusqu'aux examens ? Ils y parvinrent tout juste. Mais il fut très difficile d'expliquer aux professeurs qu'ils devaient les laisser passer coûte que coûte en première session. Ils étaient aveugles et ne voulaient pas croire à la réalité du danger. Je crois que c'est finalement le professeur ROBINET, qui était originaire de WELKENRAEDT, qui fut le plus sensible à nos arguments et qui entraîna les autres à se montrer larges dans les cotations pour les quelques cas où nous, les étudiants, leur avions signalé une situation risquée.

Parmi les professeurs, il y en avait d'ailleurs un dont la présence nous troublait. C'était Paul SIMON, qui allait plus tard devenir bourgmestre nommé par les allemands. Pour comprendre son rôle, il faut remonter à une quinzaine d'années avant la guerre. A cette époque le P. LEBBE, suivait de près des étudiants chinois inscrits à l'Ecole. Ceci l'avait amené à nouer des contacts avec l'abbé

BOLAND, vicaire de Sainte Julienne. L'expression est peut-être curieuse quand on parle d'un établissement d'enseignement dominé par les éléments antireligieux, mais Sainte Julienne était la paroisse de l'Ecole et A. BOLAND y avait des relations. Il s'occupa des chinois et les aida à s'organiser en un petit club. Celui-ci était nationaliste et par conséquent opposé aux japonais. Sous l'influence du P. LEBBE et de l'abbé BOLAND, toute cette partie de la ville s'intéressa à la Chine et ce fut elle qui donna les premiers volontaires prêtres, acceptant de se mettre totalement à la disposition des évêques chinois.

Tout ceci énervait les japonais. Ils décidèrent qu'il leur fallait un correspondant à VERVIERS, qui pourrait contrecarrer la propagande chinoise. Ils arrivèrent à Paul SIMON. Celui-ci parlait plusieurs langues et enseignait l'allemand et l'anglais à l'Ecole des Textiles. Avant l'entrée en guerre du Japon, il manifesta une certaine indépendance d'esprit. Il ne cachait pas cependant qu'il se croyait du côté des puissances qui domineraient le monde après la guerre. Parfois, pendant son cours, il lui arrivait d'exposer le point de vue japonais sur des allégations allemandes. Il semble que dans l'affaire des étudiants juifs, il nous ait soutenus. Probablement par sympathie personnelle pour l'un ou l'autre d'entre eux; mais aussi parce qu'il était assez intelligent pour comprendre qu'il valait mieux qu'ils ne soient plus là, en tant que source d'ennuis possibles.

Mais revenons au 1^{er} novembre. Jaques WYNANTS, dans son livre déjà cité, décrit bien l'énervement croissant dans les semaines qui le précédaient. Partout on avait envie de poser un geste qui ne soit pas trop risqué mais qui montrerait quand même à la population qu'il n'était plus temps d'être dupe de la "gentillesse" ni même de la "correction" des allemands ou des prussiens comme l'on disait dans les transports en commun. Les étudiants de l'Ecole ne restèrent pas insensibles. Le principe d'un jour de grève en cas d'interdiction du congé fut d'abord communément admis. Quand les allemands commencèrent à prendre la chose au sérieux et menacèrent de sanctions ceux qui manifesteraient d'une façon ou d'une autre, il y eut de nouvelles réflexions. Puis on annonça, à tort ou à raison, que l'enseignement libre capitulait et supprimait le congé. Cela suffit pour déterminer une majorité en faveur de la grève. Et celle-ci eut lieu. La seule précaution fut d'affecter au piquet de grève ceux qui couraient le plus de danger en cas de contrôle, en particulier quelques élèves juifs qui auraient pu dire qu'ils ne participaient pas au mouvement. On peut signaler déjà que cette grève fut reconduite en 1941 et en 1942. Je ne sais ce qui arriva en 1943. Cependant en 1942, il y eut un incident tragi-comique qui aurait pu avoir des conséquences graves. Il y avait parmi nous un étudiant particulièrement pleutre, fils d'industriel. Pour lui faire peur, quelques colocataires de sa maison communautaire montèrent un scénario de visite d'un feldgendarme, soi-disant pour contrôler s'il était malade, comme il l'avait affirmé à la direction. Le père prit très mal la chose et engagea le fils à déposer plainte au commissariat. Le commissaire était un ami de l'un des locataires. Il l'appela pour lui dire qu'il fallait absolument faire retirer cette plainte avant la prochaine visite du policier allemand venant pour un contrôle de routine qui se passait à la police.

J'étais entre-temps devenu président de l'association des étudiants et c'est sur moi que retomba la responsabilité de régler cette question. Après nous être assurés de la neutralité bienveillante du professeur, nous saisîmes l'occasion d'un laboratoire de teinture pour coincer ce collègue devenu dangereux, dans la réserve des matières colorantes. Nous l'entourâmes à trois. On lui mit une cordelière autour du cou et on menaça de l'exécuter s'il ne retirait pas sa plainte. Nous lui dîmes qu'il n'avait aucune chance d'échapper et que si plus tard, lui ou son père révélait quelque chose, nous avions assez de relations avec la Résistance pour que les sanctions soient terribles. Il finit par céder. On l'accompagna jusque devant le commissariat. Le commissaire compléta l'opération en lui faisant une leçon de prudence. Au fond il ne se rendait pas compte. Par après il eut un comportement très acceptable.

Pour revenir à la journée du 11 novembre 1940, elle eut une importance primordiale. La ville n'était plus éclatée; elle avait retrouvé une unité. Pour moi qui passais de longs temps sur la plateforme des

tramways, c'était très perceptible. Il y avait bien quelques personnages dangereux en circulation, mais des codes très simples permettaient d'avertir les amis du danger. On évitait aussi certains mots qui auraient fait dresser l'oreille. Ainsi sur la ligne de la frontière, on employait l'expression wallonne "NEAU" pour signifier "EUPEN".

Un autre élément devait concourir à développer l'unité : ce fut la faim. La région de VERVIERS est loin des centres de production de céréales. Pour le premier hiver de l'occupation les circuits du marché parallèle n'étaient pas organisés. Même l'approvisionnement officiel fut déficient certaines semaines. Comme base d'alimentation, il fallait se rabattre sur la pomme de terre. La région souffrit terriblement d'une erreur de l'administration allemande, qui prétendait bloquer le prix des pommes de terre au niveau d'avant l'invasion. Les objurgations du Secrétaire Général à l'Agriculture ne servirent à rien. Le prix était fixé à 65 centimes le kilo et "on" n'admettait pas de discussion. Dans une région d'élevage, la conséquence en fut que les producteurs préféraient donner les pommes de terre aux animaux et vendre au marché libre les navets. On vit réapparaître les "rutabagas" de 14/18. On sortait de table avec l'estomac aussi vide qu'à l'entrée. Il n'est pas étonnant que dès la mi-novembre les queues s'allongeaient devant les soupes populaires. Cette période a beaucoup marqué mes camarades étudiants. Il leur arrivait souvent, en rentrant le soir, de buter sur des corps inanimés couchés sur le trottoir. La population aurait pu s'en prendre aux mauvaises décisions prises par des compatriotes. Ce ne fut pas le cas, en grande partie parce que chacun savait qu'à quelques kilomètres, de l'autre côté de la nouvelle frontière, les restrictions étaient à peine perceptibles. Il y eut d'ailleurs un grand esprit de solidarité dans les cantons de Est, surtout dans les villages les plus proches. Le commerce noir s'y établit rapidement et à des prix abordables.

Les nombreuses feuilles clandestines trouvèrent ainsi un terrain favorable à la diffusion de textes encourageants. A ce sujet, un petit témoignage personnel. Dans un article du numéro de décembre de "La Belgique Libre", Paul DOMEZ et moi avons analysé les événements d'Egypte et mis en évidence la décision de WINSTON CHURCHILL d'envoyer sur ce front sa seule division blindée, complètement équipée. Nous montrions qu'en empêchant la jonction des forces de l'axe avec celles encore en Abyssinie et avec les japonais, il avait définitivement enfermé Hitler dans l'espace européen. C'est fou le nombre de personnes qui dans la semaine suivante m'ont fait des leçons sur l'importance de la décision de CHURCHILL, pour la victoire finale.

Près de cinquante ans après la période du début de l'occupation, les complexités de la situation sont difficiles à communiquer. Parfois l'insistance est mise totalement sur l'aspect "oppression", parfois on laisse entendre, que tout compte fait on pouvait s'exprimer à peu près librement. Dans une ville, relativement petite, comme VERVIERS, les quelques fervents de l'ordre nouveau étaient facilement identifiés par leur faconde ou même parfois par le port d'insignes révélateurs ou d'uniformes.

En l'absence de témoins suspects, les choses se disaient assez librement. En présence d'allemands, il convenait d'éviter certains mots qui les titillaient comme : boches ou nazis. Alors on recourait à d'autres mots moins sensibles. On disait les "doryphores" ou les "protecteurs". Mais dans l'ensemble la parole était assez libre; c'est le désir de parler qui souvent semblait éteint.

La jeune génération d'avant guerre avait pourtant été marquée par un courant de pensée, que JACQUES RIVIERE avait exprimé par le titre de l'un de ses ouvrages : «Le devoir d'imprévoyance »! Il s'agissait du devoir d'agir à contre-courant de la prudence apparente, lorsque des convictions profondes sont en jeu. Sans le "Devoir d'imprévoyance", il n'y aurait pas eu de "Résistance". Celle-ci vient d'un choix culturel vis à vis de forces extérieures d'oppression, en fonction de valeurs considérées comme inconciliables.

Elle comprend quatre étapes essentielles :

- l'option pour des valeurs de référence auxquelles on veut rester fidèle

- la perception de l'oppression, sous l'égide d'un système de contre-valeurs, qu'il faut discerner
- la décision de résister, soit d'initiative soit parce que l'on y est acculé
- le passage à l'acte de la résistance proprement dite.

Toute valeur culturelle est collective et de même la "Résistance" ne peut être que collective. Des personnes isolées ou même des groupes isolés ne font pas une "Résistance" mais une opposition ou une dissidence.

Ces notions permettent de comprendre que la plupart des habitants du pays ne pouvaient pas être résistants de la première heure. Il fallait d'abord consolider les valeurs, ensuite dénoncer et faire reconnaître la nature de l'oppression, faire mûrir la décision de résister et enfin trouver l'intégration dans un mouvement collectif. Quelques rares personnes ont eu le privilège de créer de tels mouvements.

L'essentiel en 1940 et 1941 était d'amener le plus de concitoyens possibles à passer par les deux premières étapes. La troisième demandait déjà une qualité de foi dans le succès possible, qui pour beaucoup ne sera acquise qu'après la déroute allemande à STALINGRAD. J'avais à l'époque un contact régulier avec un homme qui représentait de façon typique ceux qui avaient parcouru les premières étapes déjà dès les premiers jours. C'était le commandant LONHIENNE, ancien volontaire de 14/18, qui mourra en 1941. Il insistait dans nos conversations sur l'importance de la parole à cette époque : elle ne doit pas être provocante, mais coupante. Elle doit couper les ailes à tous les bobards et à toute la fausse information diffusée par les allemands et leur séides.

Les dirigeants nazis avaient pour eux quelques années d'exercice du pouvoir et l'expérience du traitement d'une opposition pour l'empêcher de devenir "Résistance". Ils excellaient dans un discours qui brouillait les valeurs, qui niait les contradictions. Ils étaient devenus maîtres dans les manœuvres d'isolement des opposants pour empêcher toute concertation. Il suffit de voir avec quelle habileté ils ont disséminés leurs adversaires dans des postes d'administration dans les zones occupées d'Europe. Ils faisaient ainsi coup double : ils isolaient les opposants et s'en servaient pour amadouer les populations occupées en mettant en avant " les bons allemands".

C'est ce qui a donné toute son importance à la presse clandestine au début de la guerre. Après la déroute des esprits, plus encore que des armées, il y avait chez la plupart un immense besoin de se retrouver. Face au silence de la plupart des élites traditionnelles, ce fut le mérite de la presse clandestine de les y avoir aidés. J'ai fait à l'époque un certain nombre d'expériences pour essayer de vérifier la lecture de ces journaux. Non seulement ils avaient une dynamique de diffusion incroyable, mais en plus ils étaient lus avec beaucoup d'attention.

Quand mon ami, dont question plus haut, est mort, on dit que ses dernières paroles furent pour dire : je les vois, ils arrivent, nous sommes libérés. Il mélangeait ses souvenirs d'Entrées Joyeuses après 14/18 avec ses espérances. Par son témoignage, il a donné à plusieurs le goût de parler.

VI.- Le dur chemin.

Il y avait déjà à la fin de 1940 de sérieuses raisons d'espérer qu'un jour la situation se retournerait au profit de l'Angleterre et de ses alliés. Le débarquement n'avait pas pu être effectué; les pertes en avions de la bataille d'Angleterre devenaient de plus en plus lourdes. L'extension vers l'Afrique était bloquée. Cependant il fallait voir aussi que l'économie allemande tournait à plein régime et que les bombardements anglais n'occasionnaient pas de dégâts profonds. Cette force qui s'accumulait devait trouver un exutoire. Est-ce que les anglais résisteraient à ce deuxième assaut ? Ou bien est-ce que le régime nazi n'allait pas d'abord essayer d'acquérir le contrôle des plaines fertiles d'Europe Centrale et du Sud de la Russie ?

Nous n'étions pas les seuls à nous poser ces questions. Dès décembre la demande de renseignements porta de plus en plus sur les mouvements de troupes vers l'Est et sur ce qui se passait en Pologne. Et effectivement, on voyait plus de mouvements vers l'Est que vers le front de l'Atlantique. Mais quels étaient les chiffres ? La quête de ces renseignements devait amener le coup le plus dur pour notre réseau. Un sous-agent qui ramenait des renseignements sur les mouvements à la gare de WELKENRAEDT fut arrêté à la frontière, à son retour de VERVIERS, alors qu'elle ne s'était pas débarrassée de notes à ce sujet. Elle arriva à les brûler dans le poêle du poste, mais fut surprise et soumise à des interrogatoires musclés. Elle fit de son mieux pour envoyer les allemands sur des pistes détournées et pour avertir du danger. Et en fait elle réussit. Cependant la GESTAPO ne lâcha pas prise. Elle remonta d'un échelon à l'autre et finalement elle arrêta Paul DEMEZ.

Nous nous étions vus peu avant et il m'avait expliqué la situation. Je lui avais conseillé de se mettre à l'abri, mais c'est juste avant qu'il ne le fasse que les allemands l'appréhendèrent à VERVIERS alors que son domicile était à LIEGE. Je pense même avoir rencontré en le quittant l'équipe chargée de l'arrestation qui cherchait à le localiser exactement. Pour lui, ce fut le début d'une période d'interrogatoires incessants à AIX-LA-CHAPELLE et à LIEGE. Il y eut un procès à LIEGE; une condamnation à mort assortie de peines plus légères. Un jeu compliqué d'influences qui amenèrent ses geôliers à le mettre au secret plutôt que de l'exécuter. Cette détention en cellule isolée se prolongea jusqu'à la libération. Il fut sauvé par la prière et son entraînement de coureur des bois à vivre seul.

Que le nombre d'arrestations ait été limité est dû à l'habileté de Paul DEMEZ. Chacun savait ce qu'il devait dire en cas d'interrogatoire et lui-même résista à tous les pièges de ses interrogateurs. Il fut même félicité par l'un de ceux-ci après quelques mois pour ne s'être jamais contredit. Bel éloge de professionnel à professionnel. En effet, Paul avait justifié la plupart de ses activités un peu curieuses par ses fonctions d'officier de la police judiciaire. Mais il y eut aussi des circonstances heureuses mêlées à l'inexpérience des enquêteurs francophones. Il convient de mentionner également des initiatives salvatrices de personnes qui étaient parfois en dehors du coup.

En fait je ne fus mis au courant de l'arrestation de mon chef de groupe que quelques jours plus tard. En attendant, j'avais continué à glisser dans la boîte aux lettres de ses beaux-parents des feuilles remplies de renseignements. Cela montrait une belle inconscience. Heureusement que la servante de la maison saisissait tous les documents au fur et à mesure et les mettait au feu.

Lors d'une fouille au domicile verviétois de Paul, il y avait sur une table un dictionnaire militaire que j'avais ramené d'Allemagne et qui donnait les insignes distinctifs de toutes les unités et les codes employés pour les désigner. Dans ce livre se trouvaient de plus deux papiers écrits de ma main. Heureusement, le livre était posé face vers la table et les enquêteurs ne s'en sont pas occupés. Tout cela pour montrer que, à l'époque, nous n'étions pas très professionnels.

Cependant, cette épreuve par laquelle nous passions montrait que le temps de l'amateurisme était

passé. La situation devenant plus tendue, les allemands oubliaient de plus en plus d'être "gentils". Ils devenaient terriblement professionnels. A VERVIERS, on entra dans une période de tension, caractérisée par l'exécution de tous ceux qui se présentaient pour accepter une charge de bourgmestre de la part des allemands. Il en fut ainsi du brave médecin qui écrivait les certificats médicaux pour les étudiants accrochés aux examens. Les sanctions sous forme de couvre-feu à 19 h ou 20h se multipliaient.

Celui qui m'annonça l'arrestation de Paul DEMEZ allait être mon chef de secteur jusqu'à la fin. Il s'agissait de l'ami José LAMBERT, auquel ses fonctions de médecin légiste donnaient des facilités de circulation et de contacts. Il était dans la lignée des pères tranquilles, immortalisés par NOEL NOEL. Pour justifier nos contacts réguliers, nous avons inventé une maladie de cœur demandant un suivi permanent. Il a participé à tout ce qui s'est fait à VERVIERS dans les mouvements de résistance. Grâce à lui, j'étais au courant de ce qui se faisait ailleurs dans la région. Il a servi d'intermédiaire entre des mouvements qui ne sympathisaient pas et joué un grand rôle pour promouvoir l'unité des actions contre l'ennemi commun.

Un tel rôle demandait un arbitrage continu entre le principe de priorité absolue de l'action clandestine pour le service entretemps dénommé CLEVELAND et les obligations découlant d'une position relativement publique dans le monde local. On ne pouvait pas continuellement se défilier quand un concours était demandé pour une action à fondement patriotique. Heureusement que, plus les mois passaient, plus nombreux étaient ceux qui voulaient entreprendre quelque chose. Ce recrutement permanent ouvrait la porte aux spécialisations. Malgré tout, lors de certains refus pour des activités qui auraient mis en péril l'essentiel, il n'était pas agréable de se voir traité de froussard ou même parfois de partisan de l'ennemi.

Les premiers mois de 1941 furent dominés pour nous par les précautions à prendre suite à l'arrestation du chef de secteur. Les interrogatoires de celui-ci se succédèrent pendant des mois. Toutes les personnes qui avaient été régulièrement en rapport avec lui étaient surveillées. Parfois l'interrogatoire se concentrait sur certains. C'est ainsi que mon tour vint au mois de mai. Pour Walthère DEWE, la situation était simple : il ne fallait rien changer à mon mode de vie pour ne pas donner prise à des soupçons. Cependant, tout était prêt pour m'embarquer vers l'Angleterre si le danger était devenu réel. Comment fus-je averti ? Par un mot de Paul DEMEZ transmis par des complices du réseau à la prison d'AIX-LA-CHAPELLE et annonçant que les prochains interrogatoires pourraient porter sur ces relations avec l'évangéliste. Or LUC était l'un de mes noms de code.

C'est aussi le moment où se situent deux incidents dont la relation exacte avec les soupçons éventuels de la police allemande n'a jamais été élucidée. Pour le premier il s'agit d'une espèce de confrontation surprise. Le parcours entre VERVIERS et EUPEN était interrompu à la frontière par un changement de véhicule. Les tramways verviétois allaient jusqu'à la limite de DOLHAIN; les tramways d'AIX-LA-CHAPELLE prenaient le relais de l'autre côté à la limite de BAELEN. Entre deux, une petite distance à parcourir à pied, avec passage devant le poste de contrôle douanier et policier. De temps à autre une personne était invitée à entrer dans la maison servant de bureau, pour être fouillée.

Ce jour-là j'étais passé sans encombre au poste de contrôle. Au moment de monter dans le tramway allemand et de m'installer comme d'habitude sur la plateforme avant, je suis invité à m'asseoir à l'intérieur, parce que la plateforme était occupée par des policiers. J'étais à peine assis que deux policiers font sortir de l'immeuble bureau, l'un de nos amis arrêtés et le font asseoir juste en face de moi. Il était menottes au poing. Cependant son arrestation était une erreur. Ses réactions pouvaient être dangereuses du fait qu'il n'était pas préparé à cette situation. Heureusement, il était tellement abasourdi de ce qui lui arrivait que je crois, il ne me reconnut pas. Nous ne nous étions vus que très

occasionnellement pendant les années précédentes. Moi, j'étais pétrifié.

Le deuxième incident est lié au professeur Paul SIMON, le futur bourgmestre de VERVIERS. C'était par une belle journée de ce mois de mai 1941. J'avais décidé de me donner une après-midi à la campagne et donc de retourner dans mon village. La dernière heure de cours était un cours de langue. Comme toujours nous parlions avec ce professeur de choses et d'autres. Subitement il amena la conversation sur les problèmes que pouvait poser le passage de la frontière. Il me demanda si je n'étais pas l'objet d'une surveillance spéciale et en particulier s'il m'arrivait d'être fouillé. Je lui dis que cela n'arrivait que rarement et que jusque là ce n'avait jamais été bien méchant. Puis il parla d'autre chose.

Cette conversation m'intrigua et je la pris comme un avertissement. Je décidai de repasser par mon logement et de me débarrasser de tout ce qui aurait pu être compromettant. Et je fis bien. Au passage de frontière, je fus appelé à l'intérieur et soumis à la fouille la plus sérieuse de ma vie. Chemise enlevée, porte-plume réservoir démonté, peigne passé dans les cheveux, souliers tordus dans tous les sens. Ils étaient deux et la séance dura plus d'une demi-heure. J'essayai de prendre mon air le plus détaché. Mais en dedans, je me demandais si ce n'était pas le jour où allaient se terminer mes aventures. Finalement, ils me laissèrent continuer. Cependant l'un des deux resta méfiant à mon égard et il fut prêt d'avoir sa revanche deux ans plus tard. Quant à Paul SIMON, je me demande encore aujourd'hui s'il était celui qui avait attiré l'attention de la police allemande sur moi ou bien s'il avait voulu m'avertir d'une surveillance accrue dont il avait eu connaissance.

On peut comprendre par ces deux anecdotes que le passage régulier par un poste de contrôle douanier présentait des exigences spéciales. Il ne fallait surtout pas tomber dans une régularité de comportement qui aurait mis en évidence n'importe quel écart. Il était préférable de susciter des rapports contradictoires. Même après que j'aie enlevé de haute lutte l'autorisation de rester six jours d'affilée à VERVIERS, je m'ingéniais à couper la semaine de façon irrégulière. D'après certains rapports, je devais apparaître comme un pilier de cabaret, dont on pouvait se demander quand il étudiait, tellement il passait d'heures à la terrasse des cafés. D'autres fois, on pouvait me prendre pour un mystique qui allait à l'église plus souvent qu'à son tour. J'appris à ne jamais parler de ce que je faisais ailleurs avec mes interlocuteurs du moment. J'étais président des étudiants à l'Ecole, on me prenait pour un employé appliqué dans les trams, j'étais tour à tour marginal ou bon buveur de bière dans la partie annexée. Je dois avoir réussi dans ce brouillage. Un jour j'ai vu prendre mon dossier à la GESTAPO : il était quatre fois plus gros que les dossiers voisins.

La plupart des résistants étaient au début de la guerre des amateurs qui devaient découvrir par l'expérience les règles de la vie clandestine. Quelques survivants du principal réseau de 14/18, la DAME BLANCHE, ou de la LIBRE BELGIQUE clandestine de la même époque donnaient des conseils utiles. Cependant les temps avaient changé, le progrès technique changeait les conditions du combat. De plus on ne se trouvait plus en face seulement d'une armée d'occupation, mais aussi d'une police secrète, la GESTAPO, qui employait des moyens d'action autrement redoutables. Heureusement que dans l'euphorie de leurs succès de l'année 40, les allemands commencèrent par privilégier leur volonté de ne pas se montrer désagréable. Mais dès la fin de 1940 et tout le long de l'année 41, le durcissement s'accrut. Plus tard dans l'année, après le début de la campagne de Russie, il ne fut question de mettre des gants.

PAUL DEMEZ avait encore eu droit à des interrogatoires réguliers et même à un procès en Cour Militaire de LIEGE. Condamné à mort, il fut d'ailleurs confiné en cellule de Haute Sécurité jusqu'à la fin de la guerre. Il devait dans la logique allemande purger une peine de prison, pour port d'arme illicite, avant d'être exécuté. Mes amis arrêtés plus tard dans l'année 41 furent expédiés presque en droite ligne dans des camps de concentration après des simulacres de jugement. Parmi eux deux amis d'origine eupenoise.

La première est enterrée à la pelouse d'honneur du village de KETTENIS, près d'EUPEN. Elle s'appelait Maria KREUELS. Sa famille d'origine hollandaise habitait une villa à la limite de la commune vers HERBESTHAL. C'était un lieu de rendez-vous pour de nombreux jeunes de la région. Maria était aussi agnostique en politique qu'en religion. Elle n'était pas chez elle le 10 mai et n'était jamais revenue à la maison de ses parents et de sa sœur. A BRUXELLES, elle avait mis sa connaissance des langues et sa facilité à nouer des contacts au service des amis. Comme elle l'avait dit à mon frère, peu avant son arrestation, elle ne se souciait pas beaucoup de l'endroit où passait une frontière. Cependant, elle détestait l'arrogance des nazis et était prête à se mettre du côté de ceux qui œuvraient pour la liberté de chacun à décider de son destin. Elle fut arrêtée lors du démantèlement du réseau "Les amis de CHARLES". En captivité, elle soutint héroïquement le moral de ses compagnes. Elle mourut à BRUXELLES, peu après sa libération du camp de concentration. Son organisme était trop affaibli pour reprendre des forces.

L'autre était un ami du collège des jésuites: Robert WEISSHAUPT. Ses parents, qui appartenaient au milieu des artisans, avaient voulu donner à leur fils une éducation soignée. Ils avaient trouvé de l'appui et une aide pécuniaire auprès du parti pro-allemand. Grâce à cela, Robert avait pu entreprendre des études secondaires en Allemagne. Cependant son père était un catholique convaincu, pilier du mouvement des ouvriers catholiques : le Gesellenverein. Celui-ci était toujours rattaché à l'Allemagne, alors qu'il était pratiquement interdit dans ce pays depuis 1934. Sous le prétexte d'organiser des compétitions de jeux de quilles, il permettait à d'anciens membres de la région rhénane de venir s'aérer et de se libérer pour quelques heures des contraintes du régime nazi.

L'évêché de LIEGE avait cependant repris la direction spirituelle du mouvement et avait confié celle-ci au vicaire SCHMETS. Le doyen KEUFGENS suivait les activités de près. Tous deux montrèrent au père de Robert l'incompatibilité entre des études en Allemagne dans des institutions officielles et l'obtention d'une formation chrétienne. Les parents prirent alors une décision héroïque, qui allait les mettre en difficulté avec beaucoup de leurs amis : ils retirèrent leur fils de l'enseignement en Allemagne, pour le placer en 3e latine au collège de VERVIERS. Ils expliquèrent ce geste par la volonté de pouvoir maintenir leur fils unique près de ses parents, arguant que pour cela il devait avoir un diplôme belge.

Au collège, Robert fut beaucoup aidé. Son professeur le Père KOCH était connu pour ses activités de résistance pendant la guerre de 14/18. Mais il maîtrisait parfaitement l'allemand. Il apporta à son nouvel élève toute l'aide voulue pour faciliter son intégration. Celle-ci réussit si bien qu'en rhétorique Robert fut chargé de jouer le rôle de l'invité principal lors de la fête du collège. En fait, il fut un très convaincant NEGUS.

A la fin du cycle secondaire, il passa à l'armée. Les fonctionnaires belges lui manifestèrent deux fois leur méfiance. D'abord en lui disant qu'il avait échoué de très peu à un examen de recrutement pour la police judiciaire (et ceci malgré l'appui de Paul DEMEZ, qui était dans le sérail) et ensuite en lui interdisant l'accès au statut d'élève officier de réserve, pour un point. C'est ainsi qu'en 1940, il était sous-officier d'artillerie. Il fut grièvement blessé en Hesbaye et évacué sur CHARTRES. Il eut la chance d'y tomber sur un chirurgien de qualité, sans quoi il aurait perdu l'usage d'au moins une jambe.

Après de longues semaines, il revint près de ses parents. Mais il ne voulut pas rester en territoire annexé, pour ne pas être embrigadé dans les forces allemandes. Après de longues discussions, il obtint l'autorisation de partir à BRUXELLES, à condition d'y trouver un emploi dans une société allemande. Il en trouva un chez PERSIL, où il fut bombardé vendeur de détergents. Il trouva immédiatement le contact avec des réseaux de renseignements et finit par se lier aux "Amis de Charles". Dès qu'il le put, il quitta son emploi pour une entreprise belge qui était prête à l'aider à se

noyer dans la masse. Malheureusement, il fut rapidement arrêté et déporté dans divers camps, dont DACHAU. Il survécut à l'épreuve. Il est probable que le souvenir de sa jeune femme et de son enfant, restés à BRUXELLES, l'a beaucoup aidé.

L'année 1941 reste dans mes impressions comme ayant été la plus triste de la guerre. Un certain nombre de mes amis avaient été arrêtés, les jeunes eupenois avaient été enrôlés de force à l'armée et tout cela dans un climat général, où les allemands étaient victorieux partout. Il fallut attendre la fin octobre pour se rendre compte que le reflux était amorcé par le blocage de l'armée des envahisseurs devant MOSCOU. Un mois plus tard, c'était l'entrée en guerre des américains. Pendant l'été 41, même le ciel était triste. J'ai noté qu'à VERVIERS, il a plu tous les jours entre le 25 juillet et le 4 septembre. Il n'y eut comme exception que le jour du 15 août. Mais ce jour là, toute la ville était punie par un couvre-feu à 20 heures, parce qu'un collaborateur notoire avait été exécuté, probablement par un membre des partisans armés.

Devant la nervosité croissante des allemands et l'emprise plus forte de la GESTAPO sur tous les services de contrôle, il devenait nécessaire d'assurer mes arrières. Il n'y avait aucune garantie à ce que les occupants me maintiennent ce régime de faveur, me permettant de poursuivre des études en bénéficiant des facilités du trafic frontalier. Certains éléments des services de sécurité à la frontière ne le voyaient pas d'un bon œil.

L'ancien bourgmestre de LA CALAMINE, Pierre KOFFERSCHLAEGER, suggéra une solution astucieuse. Il était réfugié au pays de HERVE. Ma mère l'avait rencontré chez des amis communs. Il lui expliqua qu'une excellente solution pour moi serait de me préparer une autre identité, sous mon nom habituel et avec les mêmes antécédents jusqu'à l'invasion allemande. Cette identité à la fois identique et nouvelle devait se situer dans un circuit administratif différent. Pour y arriver, il convenait d'utiliser les facilités de l' "inscription d'office". Cette procédure datant d'avant la guerre permettait à certaines communes d'inscrire au registre de la population une personne qui était dans l'impossibilité d'aller chercher les documents de base dans sa commune d'origine. A l'époque, le dossier de changement de domicile ne transitait pas par le ministère de l'Intérieur, mais pouvait être remis à une personne qui déménageait pour qu'elle aille le porter elle-même dans la nouvelle commune. J'avais vu utiliser cette technique pour deux chefs scouts allemands, réfugiés politiques.

L'une des communes qui avait le droit de recevoir des inscriptions d'office était la commune de HEUSY, dans la banlieue de VERVIERS. Elle l'exerçait de temps à autre pour des réfugiés des cantons de l'Est. L'un de mes amis, juif hongrois, y avait des accointances. Il m'y accompagna et certifia que je venais de passer la frontière en fraude. On m'inscrivit. Un mois plus tard, je demandai un changement de domicile pour Verviers, à l'adresse de mon logement. Le tour était joué. J'avais des papiers d'identité de résident en Belgique et je pouvais percevoir des timbres de ravitaillement que ma logeuse allait collecter tous les mois.

A partir de ce jour, j'eus de plus grandes facilités pour circuler en Belgique occupée. Dès que j'arrivais à VERVIERS, je cachais mes papiers de la zone annexée. Je ne les reprenais que pour passer la frontière. Le système a bien fonctionné, jusqu'à l'été 43, où des deux côtés on me poursuivit pour me mettre au travail que les uns appelaient obligé et les autres obligatoire. Comme cela correspondait à la fin de mes études, je pus me soustraire à l'un, en disparaissant de la circulation et à l'autre en trouvant à BRUXELLES un emploi dans une entreprise considérée comme prioritaire. Mais on verra cela plus tard.

En attendant je poursuivais le plus consciencieusement possible mes études d'ingénieur textile. Les camarades m'avaient élu président de l'association des étudiants. Cela ne plaisait pas trop aux responsables du réseau. Mais il me parut difficile de refuser. D'ailleurs, les activités de l'association étaient réduites. Elles consistaient surtout à éditer les cours, sur base de notes prises par les élèves.

Il y eut quelques conflits avec la direction de l'école, au sujet de problèmes de chauffage. Les étudiants étaient persuadés qu'une partie du contingent de charbon servait à des personnes privées.

Les contacts avec les autres associations universitaires étaient rares, sauf de temps en temps avec LIEGE. Il n'y eut d'activité de poids que lors de l'appel au travail obligatoire de certains jeunes étudiants. On voulait une position commune de toutes les associations. Il y eut une réunion secrète à LIEGE, dans un sous-sol. Je m'y rendis avec un ami. Le résultat ne fut pas extraordinaire. On conseillait en fait à ces étudiants de se soustraire à cette obligation " dans toute la mesure du possible". Pendant ma période de présidence, nous eûmes un cas à VERVIERS ; je parvins à obtenir une dispense d'appel pour l'intéressé en plaidant qu'il s'agissait du fils unique d'un père qui attendait impatientement sa qualification pour lui céder le relais à la direction de ses affaires. L'argument qui enleva l'adhésion du fonctionnaire allemand fut que le père était un héros aviateur de la guerre 14/18. En nous reconduisant, il me demanda pourquoi c'était le président des étudiants et non le directeur qui avait appuyé la démarche. Je lui répondis que, chez nous, les jeunes savaient prendre leurs responsabilités, sans avoir besoin d'être encadrés.

Un domaine où il m'était nécessaire, comme à plusieurs de mes compagnons coupés de leur famille, d'assumer des responsabilités spéciales était celui de la couverture des frais d'étude. Il n'y avait pas de petits métiers réservés aux étudiants. Il ne restait pratiquement que le commerce. Nous devenions tous des spécialistes du commerce noir. Souvent il s'agissait plus d'un service rendu à des amis, moyennant une petite marge bénéficiaire. Parfois et heureusement il y avait des opérations d'envergure. J'ai ainsi participé à la découverte à VERVIERS et à sa livraison à ANVERS d'un stock important de tissus d'habillement. Grâce à cette opération, deux de mes amis juifs purent assurer leur subsistance et je pus moi aussi couvrir tous mes frais en zone occupée. N'empêche que je frémis encore rétrospectivement en pensant à ma traversée de la ville, avec en poche le montant de la transaction, qui dépassait les dix millions valeur 1990.

Toutes ces activités (les études, le renseignement, les déplacements nombreux, les opérations de commerce, la présidence de l'association des étudiants) ne me donnaient que peu l'occasion de distractions. Pendant toutes ces années, je dormis rarement plus de cinq heures par nuit. Aussi de toutes les privations de la guerre, la plus difficile à supporter fut l'absence de café.

Pourtant, au mois de septembre 1942, je parvins à m'organiser pour faire un stage-ouvrier d'un bon mois aux ateliers "HOUGET", constructeur de machines textiles à VERVIERS. Mr HOUGET Adrien était cet ami de mes parents qui était intervenu pour que la route de l'armée ne soit pas barrée à mon frère. Il me reçut très aimablement et contrôla très adroitement mes positions patriotiques. Tranquillisé à ce sujet, il m'introduisit lui-même auprès du chef d'atelier. Grâce à cela, je fus admis en confiance. Dans cette usine il ne pouvait être question de collaboration. Il y eut même un jour une grève sur le tas, à l'initiative du syndicat communiste. Je participai à l'assemblée générale et put constater comment un meneur bien formé peut arriver à obtenir un vote de majorité, qui n'était pas acquis avant la réunion. La grève devait protester contre des mesures de l'autorité locale. Signe de ces temps particuliers, certains des ouvriers les plus anciens ne donnèrent leur accord qu'après avoir eu la certitude que le patron n'était pas hostile au mouvement.

Le stage fut intéressant pour moi parce que la direction avait décidé de faire monter les machines complètement avant de les expédier. On procédait donc à tous les ajustements que les monteurs effectuaient normalement sur place, généralement à l'étranger. Ceci augmentait le temps d'occupation des ouvriers et retardait la livraison des métiers aux clients. Mon mentor, monsieur BORN, en profitait pour me donner de nombreuses explications sur le matériel et les équipements concurrents.

Peu après la fin de mon stage, la quiétude des ateliers fut brutalement détruite par l'annonce que

l'autorité allemande décrétait la suspension de la fabrication des machines textiles et l'envoi d'une grande partie des ouvriers ainsi libérés, dans des usines en Allemagne. Le dossier de chaque ouvrier avait été préparé par la Werbestelle et les moyens de pression sur les familles mis au point. Ils durent donc pour la plupart s'incliner et partir. Beaucoup étaient affectés à l'usine RHEIMETALL à BERLIN. Une foule éplorée accompagna les partants à la gare de VERVIERS. Mon ami, monsieur BORN, considéré comme trop âgé, était presque aussi malade que ses compagnons qui embarquaient. Mais il n'y avait rien à faire. Les maquis, à la veille de l'hiver 42/43 n'étaient pas prêts à accueillir des réfractaires nombreux et déjà âgés. Quelques mois plus tard, ils seront à même de recevoir de nombreux jeunes, réfractaires au travail obligatoire (classe d'âge de 1920). En attendant il fallait serrer les poings au milieu des soldats allemands, à l'extérieur et dans la gare de VERVIERS.

VII. De l'autre côté de la Gileppe.

La mise en place des structures d'encadrement de la région annexée fut effectuée en souplesse mais avec beaucoup d'efficacité. Les moindres détails avaient été préparés. En même temps que la nomination des bourgmestres, on passa à la fondation de multiples organisations plus ou moins contrôlées par le parti national-socialiste. Pour chaque activité de la vie, il y avait une organisation dont les initiales commençaient par les lettres N.S. Les salariés étaient inscrits au "syndicat" D.A.F.: Deutsche Arbeitsfront.; les femmes à la N.S. Frauenschaft. Tout le monde à la N.S.V., une espèce de secours social, où le montant des cotisations était d'ailleurs fixé d'autorité par le pouvoir local. C'était un impôt proportionnel déguisé. Il y avait encore la protection civile, les activités motorisées et bien sur les mouvements de jeunesse.

En même temps, ce qui restait des structures anciennes était démantelé. Une des bêtes noires du nouveau régime était le Collège Episcopal d'EUPEN, appelé là -bas : le Collège Patronné. Il fut saisi tout de suite et les professeurs mis à la porte (beaucoup de professeurs prêtres logeaient dans le bâtiment). L'évêque de LIEGE, Mgr KERKHOF, assisté de son vicaire général, le chanoine MALMENDIER, agit avec habileté. La surveillance des activités ecclésiastiques fut officiellement confiée par le Vatican à l'évêque d' AIX-LA-CHAPELLE. Celui-ci entretenait avec LIEGE des relations d'amitié. En 1937, tout avait été préparé, afin de tenir à LIEGE, la montre septennale des reliques d'AIX-LA-CHAPELLE, si le pouvoir nazi était intervenu pour l'interdire.

Le nombre de prêtres qui durent quitter leur poste fut limité à ceux qui avaient le plus ouvertement soutenu la cause de la Belgique. Parmi eux, bien sûr, le doyen KEUFGENS d'EUPEN qui fut remplacé par un curé allemand, l'abbé OFFERGELD, dont l'attitude fut plus que correcte pendant toute la guerre. Les vicaires d'Eupen et les professeurs du collège furent envoyés dans des paroisses, en particulier dans les villages patoisants du pays de HERVE. C'est ainsi que l'abbé Joseph SCHMETZ devint curé de PLOMBIERES, l'abbé Jean ARNOLDS, vicaire de MONTZEN et l'abbé Joseph HILLIGSMANN vicaire ff de curé à WELKENRAEDT. Mais on laissa en place le curé de KETTENIS l'abbé SCHYNTS qui avait été le premier prêtre belge à être nommé dans les cantons et qui était connu comme un patriote chauvin.

Cependant, la haine des nazis vis-à-vis du Collège Patronné allait avoir des conséquences directes et graves pour beaucoup de jeunes. La rhétorique sortante n'avait évidemment pas pu terminer ses études à temps pour avoir droit aux diplômes. A l'Athénée de MALMEDY, l'état allemand accorda, sans formalités le diplôme d' "ABITUR" (le baccalauréat allemand) à tous les inscrits. A EUPEN, cette délivrance fut rendue dépendante d'une entrée des jeunes gens au service du travail (REICHS ARBEITSDIENST). Les allemands insistaient avec force que le R.A.D. n'était pas une formation militaire.

La plupart des jeunes firent opposition. Ils ne tardèrent pas cependant à s'apercevoir que ceci les mettait en dehors de toute possibilité d'études ultérieures ou d'emploi. Comme ils restaient inoccupés, on les menaça bientôt de les envoyer au service du travail obligatoire dans les marais polonais, parmi les soldats des marais "les Moorsoldaten" immortalisés par une chanson de Harry BELLAFONTE. C'est alors qu'ils se rendirent en groupe à MONTJOIE où un major PIRNAY dirigeait le bureau de recrutement. Celui-ci leur donna sa parole d'honneur qu'un engagement au service du travail ne signifiait pas un engagement à l'armée.

Confiants en cette parole, la plupart des jeunes gens se plièrent à la nécessité. Deux d'entre eux, dont la famille était suffisamment indépendante et qui avaient des points de chute possible en Belgique, choisirent le départ. Mon ami Jean de NYS, qui était le chef de l'unité scout de EUPEN, et qui étudiait déjà à NAMUR, ne voulut pas se désolidariser de ses adjoints et suivit la même route qu'eux. Son frère Carl par contre retourna à Saint Dié, poursuivre ses études de théologie. Plus tard,

en tant qu'aumônier scout, il allait amener ses jeunes à camper dans les VOSGES, au-delà de la frontière fixée par les allemands, pour faire flotter le drapeau français sur un morceau d'Alsace.

Après trois mois de service du travail, les jeunes furent démobilisés. Ils reçurent leurs diplômes et purent soit s'inscrire à l'université, soit trouver du travail. Mais un mois plus tard ils reçurent un avis de se présenter au bureau de recrutement de l'armée. Ils protestèrent véhémentement jusqu'à BERLIN. Ils allèrent trouver le major PIRNAY, qui les défia de lui apporter une preuve écrite qu'il leur aurait promis de ne pas être mobilisés. Entre temps, les pressions indirectes sur les familles se faisaient de plus en plus lourdes. Ensuite, ce furent les menaces directes. Ils étaient pris dans le filet. Et c'est ainsi que les plus farouchement antinazis de nos jeunes furent les premiers à devenir des "malgré nous". Ceci malgré les protestations énergiques des jeunes et de leurs parents. Le juge DE NYS s'adressa même à Rudolf HESS et au consul des USA à Cologne. Rien n'y fit.

Ils devaient être suivis quelques mois plus tard par tous les jeunes de la classe née en 1915, et ensuite les classes d'âge suivantes. Le premier appel sous les armes tombait un mois d'hiver où une neige épaisse recouvrait les hauts plateaux. Un certain nombre de ceux qui avaient espéré pouvoir risquer l'évasion vers la Belgique durent y renoncer parce que les chemins étaient bloqués et la surveillance de la frontière facilitée à cause de la neige. Parmi ceux qui réussirent il y eut le fils de nos amis LEMAIRE à OVIFAT. Sa route le mena jusqu'en Angleterre.

La famille LEMAIRE a joué un rôle important dans le scoutisme clandestin. Nos randonnées nous conduisaient d'EUPEN à travers la Fagne jusqu'à OVIFAT, où nous passions la nuit dans le fenil de la famille. Nous annoncions notre passage par une carte postale, signée "les voiajeux". Tout le monde avait bien compris qu'il ne fallait pas employer le mot "scouts". Les règlements allemands étaient très stricts : toute activité, même une excursion ou une promenade dans les bois, était interdite en dehors du cadre des jeunesses nationales. Et cela même pour des groupes de 3 personnes. Les scouts clandestins profitaient en général des congés de Jean de NYS, pour se retrouver en Fagne. L'endroit habituel était celui dénommé VENN KREUZ non loin de RAEREN. Les garçons convoqués venaient deux par deux par des chemins différents. Il y a eu jusqu'à 20 participants à ces rencontres. Notre grande joie fut d'accueillir plusieurs promesses scoutistes de nouveaux membres. La dernière cérémonie de promesse, suivant le cérémonial officiel de la Fédération des Scouts Catholiques FSC eut lieu en mai 1944. A cette époque les activités étaient dirigées par l'assistant de troupe Alphonse DURNHOLZ.

OVIFAT était également l'endroit où je rencontrais un aumônier scout bien connu. Il s'agissait du Père GERALDO, missionnaire franciscain au Brésil. C'était un artiste, peintre, musicien et conteur. Presque tous les scouts belges le connaissaient par les articles qu'il publiait dans la revue de la fédération sous le pseudonyme de "PUMA". En brésilien c'était « bianco puma ». La guerre l'avait surpris en Belgique et en attendant des jours meilleurs, il jouait un rôle d'auxiliaire dans les paroisses. Il fut pour de longs mois vicaire de dimanche à OVIFAT. C'était un aristocrate allemand, de grande classe, dont toute la famille était dans l'armée ou dans les ordres. Cela m'était un plaisir particulier d'assister dans la maison des LEMAIRE, où il logeait, aux empoignades entre deux mondes : celui du noble westphalien et celui du maçon wallon. L'un essayait de faire admettre la religion dont il était le représentant, l'autre avec beaucoup de verve défendait la liberté de penser et d'agir. Tous deux étaient unis dans l'amour du respect de la personne humaine.

Avec la mobilisation de plus en plus de jeunes dans l'armée allemande, il y avait à la fois une emprise plus facile des "planqués" du parti sur la région et à la fois la montée d'un ressentiment populaire qui paralysait leurs tentatives de nazification. Le groupement N.S. des paysans entre autres ne parvint jamais à jouer son rôle. La seule chose que put faire son chef le SS FLOSSDORF, ce fut de préparer des listes noires de personnes à déporter lorsque l'armée allemande sera en retraite. Sinon les vieilles organisations, en particulier celle des jeunes agriculteurs catholiques,

continuèrent à fonctionner, dans les faits si pas dans les formes. Un bel exemple d'activité souterraine fut l'affaire des tambours d'écrémeuse.

Depuis avant la guerre la collecte de lait dans l'arrondissement d'EUPEN, au sens large, était organisée par la laiterie de WALHORN. Les allemands avaient d'ailleurs tellement bien saisi la position politique de la laiterie, qu'ils s'empressèrent d'assigner son directeur à résidence dans le château d'ASTENET. Il allait y passer toute la guerre, pratiquement coupé du monde extérieur. Pour en revenir au lait, celui-ci était collecté sous forme de crème. En conséquence tous les fermiers avaient une écrémeuse. Il ne faut pas être grand expert pour comprendre que ceci permettait, en temps de pénurie, de fabriquer du beurre au noir. Ce qui se fit d'ailleurs. Comme les rations dans les territoires annexés étaient suffisantes au début de la guerre, tout ce beurre prenait la direction de VERVIERS et du pays de HERVE. Cet approvisionnement jouait un rôle non négligeable pour le maintien du moral à VERVIERS. En même temps c'était un témoignage de solidarité des deux côtés de la frontière artificiellement installée depuis la Gileppe jusqu'aux hauteurs de SIPPENAEKEN.

Cet état de chose ne plaisait pas au Dr FLOSSDORF. Il décida d'y mettre bon ordre et il décréta que les livraisons devaient se faire en lait non écrémé. Pour être certain d'être obéi, il fit saisir tous les tambours d'écrémeuse. C'était une catastrophe. C'est surtout à VERVIERS que l'on m'en fit sentir l'importance. Que fallait-il faire ? Ma mère avait des contacts avec les jeunes agriculteurs. Elle me servit d'introduction. Il y eut de nombreuses petites réunions. J'étais tenu au courant par l'un des meneurs Joseph HEEREN. La première idée fut de saboter la collecte; mais cela était presque impossible. La seconde idée fut d'en démontrer l'absurdité. Je fus envoyé auprès du directeur "prisonnier". Il me reçut grâce à une recommandation de l'abbé ARNOLDS, vicaire à MONTZEN, un ami commun.

Il me confirma que la capacité de traitement de la laiterie serait dépassée si les fermiers envoyaient la totalité de leur production et certainement s'ils l'allongeaient avec un peu d'eau. Ce qui fut fait. Les conducteurs des camions ramassant les bidons étaient complices et jouèrent bien leur rôle. En arrivant ils se hâtaient de déverser le lait dans l'entonnoir d'arrivée, même et surtout si celui-ci débordait. Il fut ensuite facile d'alerter l'autorité agricole supérieure à AIX-LA-CHAPELLE, pour faire constater le gaspillage et amener à la conclusion que les mesures prises étaient ridicules. Il y eut une séance violente entre le SS et le représentant du ministère de l'agriculture. Mais les tambours furent rendus aux fermiers et l'alimentation en noir de la région de VERVIERS put continuer. Bien sur avant d'arriver en ville, le beurre était devenu cher, parce que chaque intermédiaire s'adjugeait une part du prix. Mais enfin, il y en avait.

Un encouragement un peu spécial aux résistants des cantons annexés fut l'œuvre de Walthère DEWE. Dans le courant de 1941, certains de ses adjoints émirent des doutes sur le fait que les renseignements remis étaient bien reçus à LONDRES. Il proposa de convenir d'un message, qui serait diffusé après peu de jours par la radio de LONDRES. Ce qui fut fait et splendidement réalisé, au jour et à l'heure convenue. J'avais eu le temps d'avertir un certain nombre de mes amis et informateurs et ils entendirent, avec joie, la BBC annoncer que : "Le petit chaperon rouge remercie ses bons amis d'EUPEN et MAMEDY et leur souhaite bon courage et confiance". Le message fut diffusé cinq fois. C'était la première fois que la radio de LONDRES faisait allusion au sort des annexés. Je me suis rendu particulièrement compte de l'importance psychologique de ce message quand des amis de Saint VITH, m'ont demandé pourquoi leur localité n'avait pas été nommée. Pourtant, chez eux aussi l'esprit d'opposition, appuyé sur les frères du Grand Duché était vivace. Son caractère religieux était particulièrement marqué.

Tout doucement d'ailleurs, à l'intérieur de la Belgique, on commençait à se poser des questions au sujet du sort actuel et futur des cantons rédimés. Pendant l'été 1942, je fus approché pour entreprendre un rapport exhaustif sur le présent et l'avenir de la région. Ce rapport était "sponsorisé"

par des autorités nationales et aussi par le service "CLEVELAND". Je fis le tour de tous les villages. J'interrogeai tous les responsables que je pouvais toucher. A certains, je disais de quoi il s'agissait. Pour d'autres, je me contentais d'amener la conversation sur le sujet et d'écouter. Je ne pouvais pas dire au bourgmestre allemand, Dr ZIELINSKI, que la conversation à bâtons rompus que nous avions, à l'occasion de la délivrance d'un papier administratif, allait servir à rédiger un rapport pour le gouvernement belge en exil. Je poursuivis l'enquête auprès de personnes réfugiées en Belgique tels que le doyen KEUFGENS à LIEGE, Mr NEUMANN à BRUXELLES et Pierre KOFFERSCLAEGER. Je pus même avoir indirectement l'avis de l'évêque de LIEGE.

En résumé, ce rapport concluait que la population se répartissait en trois groupes. Deux groupes extrêmes, l'un fortement attaché à l'Allemagne, quel que soit son régime, l'autre se pensant belge c.à.d. ayant vis-à-vis des problèmes du citoyen des conceptions qui correspondaient à la mentalité belge ou ancienne limbourgeoise. Au centre, une grande masse relativement indifférente, une vraie population frontalière qui accordait plus d'importance au développement régional qu'à l'appartenance politique. Les partis extrêmes attiraient à eux, suivant les circonstances, une partie de plus ou moins grande importance de la masse flottante. Ainsi, le parti pro-allemand avait pu, sur une base d'environ 15 % de la population, grouper autour de lui près de 50% des électeurs de 1939 en exploitant le nouveau prestige de l'Allemagne et toutes les rancœurs accumulées par suite du manque d'accueil en Belgique. Ce problème des rancœurs ayant été spécialement influent dans la région wallonisante de MALMEDY.

En 1942, cette influence avait déjà subi un recul sérieux. D'ailleurs, certains de ses protagonistes actifs étaient partis à l'armée allemande ou dans des organisations para militaires. De la gloire allemande, il ne restait que le désenchantement alimenté par ce que racontaient les permissionnaires du front de l'EST. En face, le groupe pro-belge avait été décapité par les départs de 1940. De près de 20%, il était retombé à la moitié. Mais ces 10% étaient des convaincus et surtout des adversaires décidés de l'idéologie nationaliste. Ils recevaient de plus l'appui de la population des villages patoisants qui eux étaient fidèles à près de 100%. On pouvait tenir à GEMMENICH le discours le plus antiallemand, sans crainte d'être dénoncé. La tendance favorable à une réintégration à la Belgique gagnait tous les jours du terrain. En fait, la masse s'était elle-même scindée en une petite partie qui voyait encore un avantage au régime allemand. Une partie plus grande qui admettait comme acquis le retour à la Belgique et une vraie masse flottante d'environ 1/3 qui attendait.

Cependant, concluaient tous ceux qui avaient ou avaient eu des responsabilités dans la région, les sacrifices de ceux qui restèrent fidèles méritent que la réintégration sans problèmes soit envisagée. Il faudrait cependant veiller à épurer le pays des éléments trop marqués et incorrigibles. Cela c'était en 1942. Après cela, il y eut de vrais martyrs comme Jean ARNOLDS, décapité à BERLIN, ou les quatre-vingt personnes emmenées comme otages par les allemands lors de leur départ et dont seulement quelques-uns sont revenus. Mais il y eut aussi, à l'arrivée des américains, la fuite éperdue de tous ceux qui avaient vendu leur âme aux nazis : près de 10% de la population. Ce qui fait qu'à la libération, les problèmes trouvèrent leur solution sans difficultés majeures.

VII. Hommes et femmes des cantons, dans la tourmente.

De VAALS en Hollande ou de GEMMENICH en Belgique, on arrive par une petite route en lacets au lieu où se rencontrent les frontières de trois pays. Les deux déjà cités plus l'Allemagne. Ce lieu qui est à 321m le point le plus haut des Pays-Bas, porte le nom de "Les Trois Bornes". Dans ma mémoire, il reste cependant le "VIERLANDE PUNT", le point de rencontre de quatre pays. En effet, jusqu'en 1919, le Territoire de MORENET NEUTRE s'étendait également jusque là. Il faut monter sur la tour BAUDOUIIN pour observer les régions des environs, si semblables par certains aspects, si dissemblables par d'autres, en particulier la langue : allemand, hollandais, français et patois.

Cette rencontre de quatre sous-cultures est unique. Elle explique en grande partie l'esprit de résistance au fanatisme que l'on trouve dans chacune des quatre régions. Le village de LA CALAMINE, qui exprime le mieux cette complexité, mérite d'être traité d'une façon spéciale dans ce recueil de souvenirs. Par les relations familiales que l'auteur y avait gardées, il a pu observer de près en même temps que la renaissance d'anciennes divisions, l'émergence d'un esprit patriotique admirable.

En 1919, il y avait dans le territoire neutre 35% de nationaux belges et 42% de nationaux prussiens. De ceux-ci un bon quart avaient choisi de partir en Allemagne lors de l'intégration du village à la Belgique. Il faut noter aussi que la petite population de NEU-MORENET, au Sud de la route de LIEGE à AIX-LA-CHAPELLE, comportait surtout des Prussiens qui ne voulaient pas habiter dans le territoire neutre. C'est de ce milieu que sortit en 1940 un volontaire pour diriger la commune pendant la période d'annexion (40-44).

Cependant, la masse de la population avait manifesté plusieurs fois pendant le temps du régime neutre sa préférence pour un rattachement à la Belgique. La présence de la Vieille Montagne et le maintien de la juridiction de l'évêché de LIEGE n'y furent pas étrangers. La population s'est toujours sentie unie aux autres villages de l'ancien ban de MONTZEN.

D'autre part, LA CALAMINE fut une agglomération industrielle, où l'élément ouvrier, jusqu'en 1940, était dominant. Face à un pouvoir industriel omniprésent, les essais d'organisation ouvrière furent précoces. Le voisinage d'EUPEN eut son influence, du fait que c'est dans cette ville que fut établi en 1896 le premier syndicat allemand des ouvriers du textile, à coloration chrétienne. Et à LA CALAMINE, on assista en 1901 à la création d'une section syndicale, comprenant 10% des ouvriers de la VIEILLE MONTAGNE.

Un tel milieu était prédisposé à recevoir l'enseignement de Joseph CARDIJN, le fondateur de la J.O.C. Le village donna les premiers contingents régionaux à ce mouvement et aussi ses premiers dirigeants. C'est en octobre 1925 que fut constituée la première section comprenant 30 membres. Laurent FRYNS sera son premier président suivi en 1930 par Pierre KOFFERSCHLAEGER. La section féminine avait suivi en 1930. Ces deux mouvements eurent leur influence sur le développement local du syndicalisme chrétien et ensuite d'un groupe politique correspondant. Dès 1939, le poste de bourgmestre fut attribué à Pierre KOFFERSCHLAEGER, à l'âge de 29 ans.

Il n'est pas étonnant que tous les chefs du mouvement aient été en butte à des difficultés dès les premiers jours de l'occupation suivie très vite de l'annexion. Certains durent émigrer, d'autres furent soumis à stricte surveillance. Pierre KOFFERSCHLAEGER, quoique exilé en zone occupée, fut finalement arrêté et déporté de fin 1942 à 1945 dans divers camps de concentration : il gardait trop de contacts avec ses anciens.

Le président en cours de la J.O.C., Pierre ZIMMER, qui était ouvrier mineur, fut transféré de LIEGE dans une mine allemande pour être mieux surveillé. Les anciens jocistes essayaient cependant par divers moyens de se retrouver, par exemple en participant à la chorale paroissiale. Là aussi l'occupant frappa. Sous prétexte d'aide à des prisonniers français en cavale, le curé et les deux vicaires furent arrêtés le 26 septembre 1942. Le curé n'aura qu'une peine de prison de courte durée, puis sera exilé en Westphalie. Les deux vicaires attendront la libération en prison ou dans un camp. Leur successeur échappera de peu à l'arrestation quelques mois plus tard.

Il faut dire que les tensions étaient parfois fortes dans ce village. A l'arrivée des allemands, quelques nostalgiques du passé, souvent anciens combattants de l'armée prussienne ou fils d'anciens combattants, s'illusionnèrent sur les bienfaits du régime nouveau et jouèrent à fond la collaboration. Il n'y en eut pas beaucoup, mais cela suffit pour empoisonner l'atmosphère pendant les années d'annexion. Une telle atmosphère ne se retrouvait pas ailleurs, sauf dans quelques localités du canton de MALMEDY.

L'esprit de résistance fut incarné merveilleusement par quelqu'un de très modeste : Philippe HILLIGSMANN. Il était fils d'ouvrier. Avant guerre, il avait surtout été chômeur. Il arrondissait ses revenus en rendant service, en fraudant et en jouant de l'accordéon dans les bals populaires.

Pendant la guerre, il continua à circuler partout en remontant le moral des défailants. Dans les bals, il jouait des succès français, la marche de Sambre et Meuse et quelques marches de régiments belges. Il aimait la résistance truculente. Il avait l'esprit d'un ketje de BRUXELLES. Il applaudissait son frère Hubert, futur échevin, quand celui-ci racontait qu'avec un ami, à la gare de MONTZEN, ils avaient foré de petits trous dans des wagons citernes de vin de Bordeaux, en transit vers l'Allemagne. Il a largement mérité le poste de garde-champêtre qui lui fut attribué, presque par acclamation, après la guerre.

Si cet esprit de résistance ne put jamais s'organiser dans un mouvement cohérent, il faut quand même apprécier des chiffres tels que les suivants : 96 réfractaires au service pour les allemands cherchèrent refuge en territoire occupé. 38 habitants eurent droit en plus au statut de prisonnier politique. Sur 120 ouvriers de la mine, originaires du village, seulement 4 acceptèrent de prêter un jour de travail hebdomadaire gratuit pour soutenir l'effort de guerre du Reich. C'est à bon droit qu'après la guerre, Laurent FRYNS, qui avait passé toute cette période sur place à soutenir ses amis, fut accepté par toutes les autorités comme le porte parole écouté des forces saines de la région.

Par l'exemple de LA CALAMINE, on a déjà pu constater le rôle éminent joué par le clergé. L'évêque de LIEGE avait demandé à tous les prêtres qui n'étaient pas totalement persona ingrata pour les allemands, de rester sur place quitte à accepter des mutations. Théoriquement, les liens étaient rompus avec LIEGE et l'évêque d'AIX-LA-CHAPELLE administrait le territoire. Celui-ci ne s'est jamais considéré que comme le vicaire général de l'évêque de LIEGE. Les liens d'amitié entre les deux évêchés permettaient de trouver les voies de la communication.

Si le doyen d'EUPEN, Mr KEUFGENS, et le directeur du collège épiscopal, Mr SCHOONBROODT, furent mutés à LIEGE, il n'en fut pas de même pour les anciens professeurs et les vicaires très engagés dans le combat idéologique. Ils remplirent les postes devenus vacants par suite des départs obligés. Par là, ils étaient désignés presque officiellement comme chefs de file de l'opposition aux nazis. En général, ils remplirent ce rôle avec beaucoup d'habileté, sans provocations inutiles. Il est dommage qu'un trop grand nombre soient tombés victimes de leur bon cœur en aidant des évadés. Plusieurs lignes d'évasion passaient par les cantons. Certaines étaient bien organisées, en particulier celles qui apportaient de l'aide aux aviateurs anglais. Il n'en était pas de même pour les routes suivies par les prisonniers français, popularisés par les films de FERNANDEL et d'AZNAVOUR. Ils arrivaient dans les villages frontières sans idée sur les moyens de passage. Ils

s'adressaient à des habitants ayant l'air sympathiques. Ceux-ci les dirigeaient vers des prêtres locaux, qui à leur tour les remettaient à une filière organisée. Il arriva ainsi à Jean de NYS de profiter de l'uniforme allemand qui lui avait été imposé pour conduire à la frontière des prisonniers récupérés chez KREUELS à KETTENIS.

Cette aide apportée de bon cœur à des hommes en détresse a malheureusement fourni trop souvent aux allemands l'occasion d'intervenir et de se débarrasser d'adversaires encombrants. C'est ainsi qu'ils ont pu mettre la main sur celui que je considère comme le symbole le plus pur de la résistance au nazisme combiné avec des convictions patriotiques profondes. Non seulement lui mais aussi son père, type de l'ancien combattant de 14/18 et sa mère morte de chagrin peu après la libération.

Il s'agit du vicaire Jean ARNOLDS, anciennement à EUPEN et aumônier muté après l'annexion au village de MONTZEN. Il avait commencé le combat idéologique avant la guerre, quand il était vicaire à EUPEN. Il le faisait naturellement avec foi mais aussi avec intelligence. Il consacrait le plus clair de ses efforts à la jeunesse et même aux petits. Il plaida pour adopter comme journal paroissial de langue allemande celui du diocèse d'AIX-LA-CHAPELLE, avec une page indépendante pour EUPEN. A ceux qui lui reprochaient de faire le jeu des allemands, il répondait qu'il était plus important de faire comprendre aux gens que l'Allemagne, ce n'était pas que le parti nazi. Il estimait d'autre part qu'en agissant ainsi, il aidait la résistance idéologique en Allemagne : du fait de cette édition belge, le journal devenait intouchable.

Les pronazis ne se méprenaient pas sur son influence et, avant la guerre, il était l'objet de leurs attaques les plus virulentes et parfois les plus abjectes. Il est heureux que Jean ARNOLDS ait toujours trouvé un appui sans faille auprès de son doyen. Celui-ci l'admirait profondément. Il l'appelait son Jean TARCISIUS. Cependant, dès l'arrivée des nouvelles autorités, son maintien à EUPEN fut impossible. Sa famille était originaire de WELKENRAEDT. Il aurait pu se replier en Belgique occupée. Il pouvait aussi demander de rester, puisque originaire de l'un des villages arbitrairement annexé. Pour lui, il n'y eut pas d'hésitation à avoir : il voulait rester le plus près possible de ses anciens paroissiens. Il accepta donc le poste de vicaire à MONTZEN, sous les ordres d'un doyen caractérisé par son esprit de "prudence".

Il garda des contacts réguliers avec les amis d'avant. Beaucoup venaient le voir pour trouver du réconfort. Certains osèrent le braver en lui rendant visite en uniforme nazi. Il se contentait de dire : tiens, toi aussi... Son activité était débordante. Il s'est surtout rendu célèbre par l'aide apportée aux prisonniers français évadés. Les premiers étaient venus chez lui par hasard. Ensuite, cela s'était su et des messages étaient partis vers les camps pour signaler ce point d'accueil. Ce fut d'ailleurs un agent provocateur, se présentant comme prisonnier évadé, qui causa sa perte, en juin 1943. Il fut arrêté, ainsi que son père, et exécuté par décapitation le 28 août 1944. Son père était tellement épuisé par ses souffrances qu'il ne put être rapatrié à la fin de la guerre. Il mourut à FRANCFORT sur Main, le 29 octobre 1945. La plaque commémorative à l'église de WELKENRAEDT porte en plus de ces deux noms, celui de l'abbé RENARDY, curé à MEMBACH, mort au camp de BERGEN-BELSEN en mars 1945.

Jean ARNOLDS fut pour moi un correspondant précieux. Il avait une telle connaissance des milieux eupenois que ses conseils sur les risques possibles et les précautions nécessaires étaient de la plus grande utilité. C'est lui qui l'un des premiers eut l'idée du chemin à suivre pour gagner la bataille des écrémeuses et c'est lui encore qui prépara le terrain pour un entretien avec le directeur de la laiterie.

Il y a un problème où il rendit un service inestimable. Il a déjà été signalé combien, dans le régime nazi, les citoyens étaient démunis devant l'administration, du fait du secret entourant le texte des décrets ayant force légale. Il en était ainsi pour le décret réglant les conditions d'annexion des

cantons de l'Est et en particulier la conception des autorités allemandes concernant le statut de nationalité des habitants. Ce statut avait des conséquences sur les obligations pouvant être imposées: service militaire, service du travail, travail obligatoire ou simple contrôle d'activité. Or, après un an d'efforts, personne n'était parvenu à mettre la main sur ce document, dont on supposait seulement qu'il était daté du 1^{er} septembre 1940. Le secrétaire communal de KETTENIS m'avait confirmé qu'il ne le possédait pas: cela faisait partie de la documentation confidentielle du bourgmestre.

Un jour, en revenant chez moi, ma mère me dit: « Jean ARNOLDS a téléphoné; il voudrait que tu passes le voir, car il a trouvé un document intéressant pour la généalogie SCHILLINGS. Il m'a dit de ne pas m'inquiéter, si tu rendais tard, car tu voudrais sûrement copier le document, et il était assez long ». Je pris donc mon vélo et je couvris la vingtaine de kilomètres me séparant de MONTZEN. Je me doutais bien qu'il y avait autre chose qu'une recherche généalogique. A mon arrivée, je dus d'abord participer au repas familial et attendre que les parents se retirent. Ce n'est qu'à ce moment qu'il sortit triomphalement le texte complet du décret recherché. Il avait rendu service à un fonctionnaire allemand important et celui-ci en contrepartie lui avait passé, pour la soirée, le texte en question. Il devait être remis en place pour le lendemain matin à huit heures. C'était un document imprimé de plusieurs pages.

Nous prîmes sa machine à écrire et jusqu'après minuit nous avons copié, en plusieurs exemplaires, les passages les plus importants. Le surlendemain, les extraits étaient à LIEGE. Mais ce n'était qu'une solution partielle. Les textes législatifs allemands étaient remplis de remarques, d'exceptions et autres variantes. Il nous fallait le texte complet. Jean ARNOLDS eut une idée de génie. Il s'adressa à l'organisme imprimant les publications officielles et y commanda cent exemplaires du document. Et il les reçut. Nous pûmes ainsi les distribuer largement.

Non loin de MONTZEN résidait un autre personnage haut en couleurs du clan patriotique : l'abbé Joseph SCHMETS, curé de PLOMBIERES. Il avait été non seulement premier vicaire à EUPEN, mais aussi aumônier fondateur du mouvement scout dans les cantons. Quelques années avant la guerre, il avait eu le bras arraché dans un accrochage d'automobiles. Il en souffrait énormément. Souvent, pour calmer sa douleur, il ne lui restait que la boisson. Comme de plus il était jovial et très liant, ses adversaires en profitèrent pour raconter à son sujet des histoires à effrayer les milieux bien pensants. Cependant il était un très bon prêtre, particulièrement efficace en milieu ouvrier. Il entraînait en contact avec les gens par des clubs comme le club des joueurs de quilles. Lui aussi fut exilé hors d'EUPEN. Ce milieu difficile de PLOMBIERES finalement lui plaisait. C'était probablement le village le plus déchristianisé de la région. Il imputait souvent cette situation à des problèmes linguistiques. L'habitat était dominé par les maisons ouvrières, dont les occupants se mettaient de plus en plus au français. Le journal le plus lu avant la guerre était probablement "La Dernière Heure". Pendant ce temps, le prêtre continuait à prêcher en allemand et comme s'il s'adressait à des agriculteurs.

Quand il est arrivé, il aurait bien voulu passer au français. Mais alors ce sont les allemands qui le lui ont interdit. Lui aussi était de bon conseil. Nos séances de discussion étaient très agréables, parce qu'elles se passaient toujours autour d'une bonne bouteille de vin. Avec l'admonestation rituelle: "n'aie pas peur de boire, c'est encore une qu'ils n'auront pas". Cependant, il me fallut souvent rassembler toutes mes énergies pour remonter à vélo et parcourir la longue route pour rentrer chez moi.

Peu avant la libération, Joseph SCHMETS fut arrêté et déporté comme otage. Le groupe d'environ quatre vingt personnes que les allemands installèrent dans un bâtiment de la foire de COLOGNE fut décimé par une épidémie de typhus. Notre ami eut le douloureux privilège d'aider tous ses compagnons, hommes et femmes, à mourir. Il fut pratiquement le seul qui en réchappa. En m'en

parlant après la guerre, il me dit: "vois-tu, c'est l'alcool qui m'a conservé..."

A EUPEN, l'amitié et l'admiration me poussent à parler de celui qui fut mon correspondant le plus direct et le seul qui ait eu une certaine connaissance des autres contacts actifs. Il s'agit de Robert HECK. Il était boucher sur la place où se tient le marché hebdomadaire. Il était notre fournisseur de viande et nous ramenait souvent les légumes achetés au marché et que ma mère avait déposés chez lui. Les contacts naturels étaient donc nombreux et personne n'a jamais soupçonné qu'ils pouvaient porter sur autre chose que les relations de fournisseur à client. Personne, sauf sa femme, qui servait de temps à autre d'intermédiaire, pour convenir d'une rencontre.

Il connaissait un nombre incalculable de personnes et savait ce qu'il pouvait et ne pouvait pas dire à chacun. Etant né en 1915, il fut l'un des premiers à être forcé de revêtir l'uniforme de la Wehrmacht. Depuis ce jour, il observait tout, voyait tout et rapportait tout. Pourtant, cette situation lui pesait. En 1943, il réussit une dernière action d'éclat. Son régiment était au repos dans une ville industrielle du centre de l'Allemagne. Cette ville était régulièrement bombardée. Mais les bombes ne tombaient jamais là où étaient les objectifs. Par contre, il en tombait beaucoup dans le quartier où il était. Il décida de clarifier la situation. Il observa de jour, il circula de nuit sous les bombes. Finalement, il découvrit le camouflage à grande échelle, grâce auquel les allemands donnaient l'impression que les lignes de chemin de fer et la gare, qui servaient de repère aux bombardiers, étaient à une autre place.

Nous transmîmes le repérage corrigé et, quelques jours plus tard, les bombes tombaient en plein sur les objectifs recherchés. Juste après ces événements, il aurait dû repartir sur le front russe. Pour que cela ne se produise pas, il s'arrangea pour faire coïncider sa jambe, entre deux camions reculant l'un contre l'autre. Il ne perdit pas la jambe, mais resta handicapé jusqu'à la fin de ses jours.

Dans le cadre d'une mission de pénétration en Allemagne, je lui rendis visite à l'hôpital de la région de HANNOVRE, où il était soigné. C'est lui qui d'abord m'avertit d'un danger inattendu: il y avait eu une grande évasion d'un camp de prisonniers et l'on allait installer des barrages partout. Je parvins à entrer dans la gare du lieu, juste avant que des barbelés en barrent totalement l'accès. Mais après ? Tout à coup je vis mon ami Robert arriver sur des béquilles: un convoi de blessés devait arriver de l'EST. L'hôpital avait été vidé de tous les semi-valides. Il pouvait prendre le convoi militaire jusqu'à DUSSELDORF. Il ne fit ni une ni deux; me prit sous sa protection et m'installa, petit civil, dans le train de permissionnaires. Restait le passage du Rhin. Heureusement, les anglais bombardèrent DUSSELDORF et notre train alla au-delà du fleuve jusqu'à NEUSS, où Robert dut rester. J'avais un train au quai pour AIX-LA-CHAPELLE, également en plein désordre à cause des bombardements. Grâce à quoi j'échappai à tous les contrôles.

La situation la plus difficile pour les résistants était quand même celle qui prévalait dans la ville d'EUPEN. Il y avait non seulement la frange de population favorable au nouveau régime, mais en plus une grande concentration d'autorités diverses, y compris le bureau des frontières pour la GESTAPO. C'est surtout dans le milieu des classes moyennes que les oppositions étaient les plus virulentes. Aussi fallait-il faire très attention dans les magasins et dans les cafés. Comment faire pour rencontrer pendant les quelques heures où j'étais sur place les nombreux informateurs que je voulais interroger? En fait, je jouais le poivrot. Le dimanche je descendais en ville pour la messe de 9H.30. En sortant de là, je prenais mon premier verre. Ce que les allemands appellent le "Frühschoppen" (la choppe du matin). De ce café, j'allais à un autre pour passer par hasard au centre au moment où les gens allaient à la messe de grande affluence à 11 heures. Puis la tournée recommençait et cela jusqu'au début de l'après-midi. Les 3 Km à pied n'étaient pas de trop pour que je sois présentable en rentrant. Cependant, tout le long de cette route, j'avais vu mes amis, chacun à une place différente, sans qu'aucun d'entre eux ne connaisse les autres.

De plus, il y avait le cercle restreint des chefs scouts, pour lesquels d'autres rendez-vous étaient

possibles. Les plus importants se passaient avec l'ancien chef de troupe Herbert SCHROEDER. C'était un "chaperon rouge d'élite". Il ne se contentait pas d'observer; il collectait autour de lui tous les renseignements valables. En même temps il poursuivait sa lutte idéologique. Dans les steppes de Russie, il arrivait à grouper autour de lui des opposants au régime. Il identifia les scouts allemands clandestins de son régiment et reçut leurs publications. En contre partie, il les fit bénéficier de son expérience. Nous avons reçu de LONDRES de petits fascicules, sous couverture très « grande Allemagne », qui étaient le guide du parfait simulateur. Grâce à lui, Herbert et certains de ses amis ont pu éviter de participer à des opérations suicide sur le front de l'EST. Il fut presque toute la guerre dans des régiments dits "d'élite" engagés dans les actions les plus dures. Cela lui valut d'obtenir la croix de guerre allemande. Mais comment faire quand pour les mêmes périodes on a aussi mérité des citations et des médailles d'égale valeur en Belgique ?

Il ne fut pas le seul à manœuvrer ainsi contre les apparences. Que dire de Willy NOMMER, qui était devenu radio-décodeur au bureau même de l'amiral CANARIS et qui parvenait par une ligne du service ZERO à avertir les alliés que la route d'un convoi quittant NORFOLK était connue; ce qui permit de le dérouter. Ou encore Martin SCHLEMBACH, qui travaillait avec la résistance française au mur de l'Atlantique; il revint d'ailleurs à EUPEN en uniforme anglais. Ces quelques exemples pour montrer que les cantons de l'EST apportèrent largement leur part à l'esprit et à la réalité de la résistance.

Il fallait parfois montrer un esprit astucieux pour arriver à des fonctions qui permettaient de savoir certaines choses, sans cependant abdiquer sa personnalité. Willy MOMMER en citait un bon exemple. En tant qu'ancien scout et aidé par ses aptitudes musicales, il s'était fait remarquer comme télégraphiste. Il passa à des échelons de plus en plus importants jusqu'à celui de l'équipe de transmission d'une division. Son général le présenta à un examen de sélection pour des opérateurs de corps d'armée. L'examen technique fut enlevé par lui haut la main. Il était complété par un examen de maturité. Devant un aréopage important de hauts gradés, on lui posa la question si l'Allemagne pouvait perdre la guerre. Il était très perplexe sur la réponse à donner, ne voulant pas dire des choses contraires à ses opinions. Il s'en tira par une pirouette en répondant : "Bien sûr que l'Allemagne peut perdre la guerre". Silence gêné autour de la table. Après avoir savouré son effet, il poursuivit : " Mais elle peut aussi la gagner". Il poursuivit en disant que la réponse dépendait de l'esprit de patriotisme et de sacrifice de tous les allemands, que l'on pouvait évidemment supposer que sous la conduite enthousiasmante du Führer, les conditions de la victoire étaient réunies.

Non seulement il réussit son examen, mais il fut remarqué par le délégué de l'amiral CANARIS. Celui-ci évitait soigneusement de recruter de jeunes nazis pour le service télégraphique de l'Abwehr, c.à.d. des services secrets allemands. Il fit engager notre ami au saint des saints du service central à Berlin.

Cette situation aurait pu lui être fatale à la fin de la guerre; il risquait d'être parmi les derniers sacrifiés du front de BERLIN. Il parvint, avec l'un de ses amis, aussi peu décidé que lui à y laisser sa peau, à se faire donner un ordre de mission pour rejoindre le réduit bavarois et assurer les liaisons de celui-ci avec le gouvernement. Dès qu'ils furent en Bavière, ils balancèrent leurs équipements dans un lac et attendirent les alliés dans un refuge de montagne.

Du côté des femmes, l'action fut plus discrète. On est dans une région encore assez traditionaliste. Elles n'avaient pas tellement l'habitude de se mettre sur le devant de la scène. Cependant, elles jouèrent leur rôle. Pourtant, le parti nazi, dès avant la guerre, avait essayé de s'attirer les sympathies des filles en leur faisant valoir une prise de liberté vis à vis du monde traditionnel. En face, il n'y avait pas pour elles, comme pour les garçons, de mouvement de jeunes bien structuré et dynamique. Il y eut en conséquence beaucoup de flottement dans la jeune génération. Il faudra attendre 1942 pour que le désenchantement vienne. Il fut accéléré lorsque tombèrent les mesures de mise au

travail obligé dans des secteurs industriels.

Il y avait quand même des meneuses pour maintenir l'opposition. Dans le village de KETTENIS, la représentante active était Bertha de LAMBOY. Elle n'avait pas attendu les allemands pour être sans complexes. Dans nos contacts, ce n'est pas moi qui devais la pousser. Son enthousiasme représentait même parfois un danger. La famille de LAMBOY est une vieille famille limbourgeoise, qui détenait dans le village des positions clé: commerce de gros, magasin d'alimentation, scierie-menuiserie. Elle était de ce fait assez surveillée. Mais Bertha n'en avait cure, elle ne rêvait que d'en découdre. Je l'inscrivis à l'Armée Secrète et elle allait abattre un boulot considérable à la libération, pour aider à la remise en place de la vie politique normale.

Beaucoup de femmes plus âgées allaient chercher du réconfort chez les pères franciscains allemands du GARNSTOCK. Il y avait là un couvent installé en territoire belge, à l'époque des mesures antireligieuses de BISMARCK. On y préparait des futurs missionnaires pour le Brésil. Peu après leur arrivée, les autorités allemandes mirent pratiquement fin à cette activité en mobilisant tous les jeunes postulants. Quelques pères restèrent et s'occupèrent de pastorale régionale. Parmi eux, il y avait le P. GERALDO, dont on a déjà parlé. C'est lui le premier qui m'a parlé de la conjuration des officiers. C'était en février 1943 : "ils veulent tuer le Führer". Son frère en était. Mais ce qui l'impressionnait le plus, c'était que son père, vieux général remobilisé pour un commandement à l'intérieur, ait été d'accord. GERALDO finira aussi par être mobilisé, envoyé en Russie, et ne revenir que longtemps après la fin des hostilités, pour retourner à son cher Brésil. Celui que j'appellerais le sapeur pompier de l'esprit de résistance à l'idéologie nazie était le P. PRUDENCE. Il méritait le nom d'une vertu qui est un guide d'action dans l'efficacité. Dans les récits d'opposition à l'hitlérisme, il ne faut pas oublier certains citoyens allemands vivant dans les cantons.

Les jeunes des cantons enrôlés à l'armée allemande n'étaient pas affectés aux mêmes unités. Au contraire, il était rare qu'il y en eut plusieurs dans un même régiment. De ce fait, les cantons étaient une caisse de résonance pour ce qui se passait sur tous les fronts. La majorité des jeunes cependant était sur le front russe. Le journaliste TOUSSAINT, dans un livre en langue allemande, donne le chiffre de 8.700 mobilisés. Près de 40% ne sont pas revenus, soit 3.400. Il faut ajouter à cela un grand nombre de blessés. Les jeunes des villages patoisants échappèrent à la conscription militaire; ils furent cependant requis pour des services de travail obligatoire.

Dans l'administration nazie, le bureau de l'emploi (Arbeitsamt) jouait un rôle primordial. On l'a vu d'ailleurs en Belgique occupée, avec son pendant: la Werbestelle. Dans le régime nazi, l'office du travail n'avait pas en charge que les demandeurs d'emploi, mais la totalité des habitants, nationaux et étrangers. Ses listes étaient alimentées par les administrations communales et complétées par des renseignements venant de l'armée ou d'associations du parti. Il travaillait aussi en relation étroite avec la police et surtout la GÉSTAPO. Il devait veiller à ce que chaque habitant, homme ou femme, remplisse dans la société une fonction qui convenait à l'effort de guerre. Il était seul maître des dispenses du service obligatoire. Cependant, parfois, il était obligé de s'incliner devant une autorité d'un rang supérieur mais d'une autre administration. Ainsi le ministère de l'éducation pouvait estimer qu'un professeur devait rester en place.

Celui qui ne figurait plus sur les listes du bureau de l'emploi était un paria. On peut citer le cas d'une fermière des environs d'AIX-LA-CHAPELLE, qui avait osé manifester son mécontentement que son fils soit obligé de risquer sa vie pour HITLER. Elle fut d'abord envoyée pour six mois dans un camp. Elle n'a jamais raconté à sa famille ce qu'elle y avait subi. Après son retour, elle put constater que sa ferme avait été allouée à un membre du parti et qu'elle-même était rayée de toutes les listes. Malgré sa plus grande bonne volonté, elle ne put trouver une occupation. De même, elle n'avait pas droit aux rations de ravitaillement, elle a dû vivre jusqu'à la fin de la guerre de la charité de ses proches.

Il y eut des mesures pareilles dans les cantons. Au début, les personnes concernées pouvaient encore passer en Belgique occupée et essayer d'y trouver un emploi. Plus tard, le contrôle strict s'ajouta à l'exclusion de la société. Il ne restait plus que d'espérer pouvoir tenir jusqu'à la libération. De nombreuses jeunes filles appartenant à des milieux d'opposition furent affectées à des travaux en usine, alors que leurs compagnes plus dociles poursuivaient leurs études ou bien occupaient des fonctions dans les mouvements nazis ou dans l'administration.

Il est malheureux que toute cette résistance, tant au nazisme qu'à l'annexion, n'ait pas été mieux publicisée après la guerre. Il y a probablement plusieurs raisons. L'une des principales fut certainement l'obligation de discrétion existant au moment de la libération. Des milliers de ressortissants des cantons se trouvaient dans les territoires occupés par les forces allemandes: militaires "malgré nous", mobilisés du travail obligatoire et aussi un certain nombre d'otages, enlevés juste avant la libération. Il était probable que le régime nazi avait laissé des espions dans la région. Jusqu'en février, le front resta de ce côté-ci du Rhin; le canton de Saint VITH et une partie du canton de MALMEDY furent submergés par l'offensive von RUNDSTEDT.

D'autre part, cette résistance n'entrait pas dans les canons définis en Belgique. Il fallut du temps pour simplement faire admettre qu'elle ait existé. Lorsque plus tard un certain nombre de personnes recevront des certificats de résistance ou des médailles, y compris des ordres de chevalerie, ceci se fera dans la discrétion. Cette histoire ésotérique n'intéressait pas les belges de l'intérieur. Le fils de nos amis LEMAIRE à OVIFAT, qui avait fait les quatre cents coups avant 1942 et qui finalement était parti et avait abouti en Angleterre, sera tellement écoeuré du peu de considération gagnée qu'après son retour il a préféré s'expatrier.

Même les essais de faire connaître un pur héros comme l'était l'abbé ARNOLDS, aidé de ses parents, n'eurent que peu d'échos. Son biographe, en 1975, ne se rendait pas compte lui-même de tout le travail accompli par son héros. Heureusement que la ville d'EUPEN a accepté de commémorer son souvenir, en donnant son nom à une rue d'un nouveau quartier. Avec le tombeau de MARIA KREUELS à la place d'honneur du cimetière de KETTENIS ce sont deux témoignages publics du courage de beaucoup face à l'annexion.



IX. L'étau se resserre. Missions diverses.

Mais revenons à l'hiver 1941. Paul DEMEZ avait été arrêté par les allemands. Je subis quelques semaines de forte tension. Personne ne savait jusqu'où la GESTAPO allait poursuivre ses investigations. Le mois le plus dangereux nous sembla être le mois de mai. J'étais prêt à être évacué vers l'Angleterre à tout moment. Puis l'orage passa sans se déchaîner. Paul avait merveilleusement bloqué toutes les évolutions possibles des interrogatoires vers des pistes dangereuses pour moi et d'autres de ses amis.

Tout doucement, nous pûmes arriver à mieux structurer les activités. Avec le temps, le "métier" entraîna dans la peau. Les règles de priorité données par Walthère DEWE purent être appliquées. L'efficacité des informateurs s'améliorait et des contacts courts suffisaient pour glaner des renseignements valables. A côté du renseignement militaire, mon intérêt glissa de plus en plus vers l'information psychologique et sur l'analyse de l'évolution des mentalités en Allemagne. Il fallut donc me rendre plus régulièrement sur place.

Une sœur de ma mère avait épousé avant 1914 un ingénieur allemand, venu à la VIEILLE MONTAGNE. C'était un bâtisseur de barrages. Ma tante a passé une grande partie de sa vie à l'étranger. Lors de l'avènement du nazisme, le ménage était en Espagne pour participer à la construction du grand barrage sur le DOURO. Ce qu'ils trouvèrent en revenant à COLOGNE, qui était leur port d'attache, les horrifia. L'ingénieur chercha à repartir et malgré son âge, il accepta une nouvelle mission en Turquie. Il avait secrètement espéré que lors de l'arrivée de l'inévitable - la guerre - il serait au loin. Malheureusement, ce ne fut pas le cas. Le contrat fut bien signé, mais les autorités politiques intervinrent pour que ce réfractaire au nazisme ne soit plus envoyé en dehors du pays. Pour moi, ce fut une aubaine. En effet, de 1938 à 1943, je pus considérer leur appartement de COLOGNE comme un point de chute toujours disponible. Avant la guerre, j'y amenais d'ailleurs régulièrement des journaux clandestins que mon oncle faisait circuler.

Ma tante avait une grande culture. Elle a tenu jusqu'à sa mort une correspondance en quatre langues. Elle avait des contacts avec le milieu dit des "West-Europäer" (les européens d'occident). Il s'agissait d'opposants au nazisme, plutôt fédéralistes; en fait une résurgence du "séparatisme rhénan". Ils acceptaient que les provinces ne puissent pas subsister sérieusement en dehors d'une fédération allemande. Ils espéraient cependant pouvoir décider librement pour des matières comme l'enseignement. Les dévastations subies en commun avec le reste de l'Allemagne mettront fin à toute idée d'autonomie. A l'époque, ils constituaient une source intéressante de renseignements sur la résistance en Allemagne. Ils étaient surtout des intellectuels. Mais leur profession les mettait en rapport avec toutes les couches de la population. Ils avaient également des relations dans tout le pays.

Ma tante avait l'intuition, basée souvent sur quelques questions en apparence anodines, de découvrir quand un interlocuteur appartenait à cette mouvance. C'est ainsi qu'un jour, dans un train, nous fîmes la connaissance du prélat Otto MUELLER, l'un des conjurés du 20 juillet. Il nous commenta le manque de réaction du peuple devant le nazisme. Il montra comment, à partir de 1941, la raison commençait à reprendre le dessus et que certains commençaient à se poser des questions. Peu d'auteurs ont signalé qu'en marge du nazisme, une vie intellectuelle indépendante a été maintenue dans les universités et dans certains milieux religieux laïcs. Le parti avait réduit le nombre de publications philosophiques et religieuses. Celles qui restaient allaient d'autant plus à l'essentiel. A partir de 1941, il ne servait plus à rien d'en découdre avec le nazisme, en tant que philosophie: il était dépassé. Il fallait jeter les bases du renouveau pour après la défaite inéluctable.

On sentait que l'Allemagne nouvelle ne serait pas la continuation ou la reprise de celle de 1933. Personne n'en voulait plus. Le régime hitlérien avait tué ce qui restait des structures féodales dans le

pays. En 1918, les mouvements de gauche avaient cru y parvenir en forçant le KAISER à partir. Ils ne purent organiser la paix. Les castes dirigeantes reprirent le dessus et rejetèrent la honte de la défaite sur ceux qui avaient donné "le coup de poignard dans le dos". Aujourd'hui encore, beaucoup d'allemands pensent que l'armée de 1918 n'a pas été battue. Dans toutes les discussions pendant la guerre l'idée d'une capitulation qui ne serait pas la conséquence d'une défaite était rejetée. Au contraire, la façon dont l'Allemagne avait été traitée à VERSAILLES convainquait chacun qu'il fallait aller jusqu'au bout.

La conjuration du 20 juillet fut un essai d'en terminer par une décision prise en Allemagne, mais supportée cette fois-ci par les éléments les plus dynamiques des classes dirigeantes traditionnelles. Mais ici c'est le soutien populaire qui faisait défaut. Les conjurés n'avaient pas compris que la situation avait changé depuis 1933. HITLER avait représenté pour le petit peuple allemand l'espoir que le citoyen ordinaire allait enfin avoir quelque chose à dire. Quelles qu'aient été les déviations introduites par le régime, ce passage d'un état où régnaient les privilèges à celui de l'égalité des droits du citoyen ne pouvait plus être mis en question. Il constitue encore aujourd'hui la base de la démocratie allemande. Mais avant d'en arriver là, il fallait évacuer tous les errements du nazisme. Ce qui n'aurait probablement pas été possible sans le passage par la défaite. Le peuple entier allait devoir assumer celle-ci. Il n'était plus disposé à confier son sort à une caste ou même un parti.

Du côté anglais, des réflexions proches étaient faites sur le sort de l'Allemagne. Je le compris lorsqu'à la demande expresse de Walthère DEWE. Je fus chargé d'une mission, sortant du cadre de ce qui était demandé au « Corps d'Observation ». Il se faisait par ailleurs que l'agent régulier à COLOGNE n'était plus disponible, probablement tué ou blessé dans un bombardement. On me demandait de le remplacer au pied levé, pour un rapport d'un caractère particulier.

Comme l'explique bien LIDELL HART, le "Bomber Command" était partisan de pousser les bombardements des villes aussi loin que possible, pour créer un état de fatigue insurmontable dans la population; ceci affectait plus le rendement des usines que les destructions directes. D'autant que celles-ci se traduisaient souvent par un déplacement de la production dans des zones plus à l'intérieur de l'Europe. Cependant, ces bombardements intensifs pouvaient développer un esprit révolutionnaire dans les villes touchées. Ce que l'on demandait, c'était d'aller à COLOGNE, où à la fin de la semaine on allait commencer une série de cinq jours de bombardements. Le rapport devait préciser les réactions de la population et des dirigeants pendant ces cinq jours. La question posée était de savoir pendant combien de jours il était possible de poursuivre un bombardement sans arriver à une situation révolutionnaire.

Cela demandait une explication. Elle fut donnée à Walthère DEWE par un collaborateur direct de WINSTON CHURCHILL qui était venu lui rendre visite. Le premier ministre était persuadé que ce fut une erreur de FOCH d'accepter l'armistice alors que l'armée allemande était encore en-dehors de ses frontières. Il ne voulait pas recommencer l'expérience et, cette fois-ci, il fallait "que les chars alliés roulent jusqu'à BERLIN". Ce n'est que sur cette base que l'on pourrait construire l'EUROPE nouvelle. Je fis ce que l'on m'avait demandé. Assez curieusement, à la libération, je reçus la visite du "permanent des services anglais" à EUPEN. Il avait vécu sous le couvert d'un employé des câbleries. Il me remercia de l'avoir remplacé: il était en effet la première réserve, mais à l'époque des faits, il était au fond de son lit avec une maladie de longue durée. Avant de rentrer au pays pour un repos bien mérité, il avait tenu à me saluer. Il était accompagné de l'officier de liaison anglais auprès du 1^{er} corps d'armée américain. Ce qui me plut moins, c'est qu'il me dit que pendant toute la guerre, il m'avait surveillé. Mais, dit-il: "vous avez été correct".

L'observation des bombardements sur les villes allemandes était d'ailleurs instructive à plus d'un titre. Elle permettait de mesurer l'habileté des dirigeants nazis dans des situations difficiles. En général, le parti n'intervenait pas dans les heures ou dans la journée suivant un bombardement

intensif. Les gens pouvaient même librement exhaler leurs rancœurs. Puis l'étau se resserrait peu à peu. Après trois jours, celui qui osait encore critiquer le pouvoir était envoyé en rééducation dans un camp ou mobilisé dans des secteurs difficiles. Une autre habileté diabolique consistait à mettre des opposants au travail pour réparer les dégâts.

Ainsi, après les grandes destructions subies par AIX-LA-CHAPELLE en mai 1943, le gouvernement donna les pleins pouvoirs pour la reconstruction à un officier de réserve, industriel connu mais surtout opposant notoire au régime en place. L'un de mes amis français, présent à DRESDE lors du fameux bombardement, a pu constater que prisonniers, déportés et habitants de toutes tendances coopéraient sans restriction pour dégager les victimes. Cependant, dès que les autorités procédèrent à l'évacuation des sans abri, les prisonniers furent réintégrés dans leurs camps, sans autre forme de procès.

Les bombardements occasionnaient de grandes pertes en vies humaines. Il y avait deux stratégies. Dans le cas d'entreprises de construction mécanique pouvant être facilement déplacées au loin, il convenait plus de les paralyser que de les détruire. D'où le bombardement des voies d'accès et des quartiers voisins. Par contre, dans le cas d'entreprises très spécialisées avec un équipement très sophistiqué, la destruction directe s'imposait. Ceci fut le cas dans une expérience personnelle. Il n'existait que deux ou trois entreprises fabricant des câblages étanches pour sous-marins. L'une était dans un faubourg de COLOGNE. J'en fis le repérage. J'avais le cœur un peu serré en voyant les nombreux enfants jouant alentour. Je préconisai une approche qui permettait d'attaquer directement l'usine, après la mise à feu d'une entreprise de matériaux inflammables voisine. Plus tard, je pus constater que la RAF avait suivi à la lettre le plan d'attaque.

Les ravages en pertes humaines étaient d'ailleurs souvent moindres à proximité des objectifs stratégiques connus. Les habitants s'y précipitaient dans les abris à la première alerte. Les grandes pertes furent subies là où la population vivait dans une fausse sécurité et généralement lors du premier bombardement d'une cité. Ainsi, à AIX-LA-CHAPELLE, les habitants pensaient que la ville, en tant que centre sanitaire, ne serait pas bombardée. Mais les autorités ne signalèrent pas que ce centre avait été déplacé à BAD PYRMONT. Et il y eut beaucoup de morts en mai 1943. De même, les habitants de WUPPERTAL se croyaient à l'abri du fait de la localisation de l'agglomération dans une vallée étroite. Ne parlons pas de DRESDE où tous les grands dignitaires du parti avaient cru trouver un abri sûr pour leur famille.

Evidemment, plus le nombre de déplacements augmentait, plus il devenait difficile de les justifier. Parfois, je pouvais demander à l'un ou l'autre de mes agents de se charger d'une mission. C'est surtout Robert HECK qui accepta d'aller vérifier certaines choses sur place, sous prétexte de visiter des amis. Je sentais cependant augmenter la méfiance des services allemands. J'appliquai à fond la technique de changement d'apparence. Le manuel du parfait simulateur m'enseigna même à boiter consciencieusement grâce à un blocage d'un nerf de la jambe. Le Dr MARAITE d'EUPEN me fournit un certificat médical disant que j'étais en traitement chez lui pour dépression nerveuse. Cela aurait permis d'expliquer une oisiveté apparente, mais pas les déplacements.

Or, avec la multiplication des défaites, la nervosité augmentait. Les contrôles d'identité étaient de plus en plus nombreux. En 1943, chaque passage en douane était enregistré. Les entrées et sorties de la gare d'AIX-LA-CHAPELLE devenaient difficiles sans subir une vérification. Un jour, un officier de police, entre COLOGNE et AIX, m'intima l'ordre de l'attendre sur le quai de la gare à l'arrivée. J'attendis un petit instant et profitai de ce qu'il était occupé avec un cas qui apparemment le tracassait plus pour disparaître dans les passages souterrains et sortir de la gare.

C'est le même policier des frontières qui avait eu l'air déçu de ce que je me tire des fouilles et confrontations après l'arrestation de Paul DEMEZ, qui attachait le grelot. Un jour d'avril 1943, il

m'arrêta pour me dire qu'il demandait l'annulation de mon laissez-passer frontalier. Il réclamait un examen par toutes les autorités compétentes. Je devais me rendre d'abord au commissariat d'arrondissement et leur communiquer moi-même cette demande. Ensuite ce fut le cirque.

Je n'ai pas suivi le dossier à toutes ses étapes. Ayant pu y jeter un coup d'œil à la fin, grâce à une absence providentielle d'un employé, je ne comptais pas moins de 14 cachets. C'est un bel exemple de l'organisation complexe du régime nazi. Il avait superposé aux anciennes structures administratives celles créées par le parti. Ensuite était venue la GESTAPO. La guerre ainsi que le statut spécial des cantons y ajoutaient l'armée et le contre espionnage.

Je fus d'abord appelé par le bourgmestre : il était mon autorité de tutelle. Je lui expliquai que début juillet auraient lieu mes derniers examens pour l'obtention du grade d'ingénieur textile et qu'il n'était de l'intérêt de personne d'interrompre ce processus. Il était d'ailleurs au courant et en profita pour reposer la question des projets d'avenir. Il se dit autorisé à m'offrir une place d'ingénieur dans l'industrie, citant même le chiffre de traitement à espérer soit environ 8.000 frs belges par mois. C'était quatre fois plus que ce que je pouvais espérer de mieux en Belgique. Ma défense fut de dire qu'on en reparlerait après les examens. Je voulais d'ailleurs avoir l'avis de mes dirigeants. Je vais en parler plus loin.

Le deuxième poste de passage important fut l'office de l'emploi. Heureusement, Bertha de LAMBOY, qui y travaillait, fut en mesure de me donner de bons conseils quant à l'orientation à donner aux discussions, en fonction des personnes rencontrées. N'empêche que leur verdict fut sans appel: vous avez autorisation d'aller jusqu'aux examens de juillet; mais début août, on vous convoque et on décide.

Un autre passage délicat fut celui par le centre GESTAPO. Au fond, ils avaient tous les éléments pour décider. Mais ils voulaient me voir dans leurs bureaux avant de décider. L'entretien fut très feutré. C'est alors aussi que je vis le fonctionnaire prendre mon dossier et que je remarquai qu'il était autrement volumineux que les dossiers voisins. Il le compulsa, en hochant de temps à autre la tête ou en lançant une exclamation. Pendant ce temps, il me surveillait du coin de l'oeil. Il me congédia sans prendre position.

Quelques jours plus tard, je fus appelé au commissariat d'arrondissement. Le fonctionnaire était perplexe. Je jouais sur les oppositions entre autorités pour lui expliquer qu'il ferait bien de prendre une décision raisonnable. Ce qu'il fit en prolongeant mon papier jusque fin juillet.

Lorsque je présentai le document de passage renouvelé au fonctionnaire du poste frontalier, je dus me dominer pour ne pas avoir un sourire narquois. Je me contentai de lui dire: "Voyez, il semble que personne n'ai trouvé à redire à ce que je poursuis jusqu'à l'été". Il eut un haut le cœur et grommela par devers lui : "S'ils sont idiots, tant pis pour eux", puis, s'adressant à moi: "Bon, allez, mais je garde mes réserves".

C'était un avertissement on ne peut plus clair: je devais prendre mes dispositions pour l'été. Il fallait évidemment d'abord réussir mes examens en première session. Il y avait un mémoire de fin d'études, qui demandait quelques heures de dactylographie. Suivant le mauvais travers de mon indépendance d'esprit, j'avais choisi un sujet qui était en contradiction avec les objectifs de l'Ecole. Celle-ci était supportée par des lainiers, pour créer des cadres pour l'industrie lainière. Mon travail consistait en un projet d'usine pour de la fibre artificielle, que l'on appelait alors « fibranne ». Ce travail allait me servir plus tard, mais il ne plaisait pas trop au jury. Il daigna quand même me donner la côte 7 sur 10.

En supposant le diplôme acquis, que fallait-il faire ? La réponse du réseau fut ambiguë: "on

préférerait que j'accepte les propositions allemandes, car ceci permettrait sans doute d'avoir un excellent poste d'observation en Allemagne; mais c'était à mes risques et périls et il ne fallait pas espérer de soutien plus tard pour me tirer d'ennui". Comme j'insistai pour plus de clarté, je m'aperçus qu'il y avait divergence au sommet. Ceux qui m'étaient les plus proches, et probablement Walthère DEWE, étaient contre. Par contre CLARENCE était pour. C'était déjà un aspect particulier de la querelle du serment qui allait empoisonner le groupe liégeois. CLARENCE réclamait un serment de tous ses agents et il nous semblait que ce serment liait plus à l'Angleterre qu'à la Belgique. J'avais montré que j'étais prêt à aller loin dans ce sens; mais il me semblait qu'ici il y avait une limite à ne pas franchir.

Pour avoir un autre avis, je me rendis à BRUXELLES, auprès de l'ancien attaché militaire à BERLIN, le colonel GOETHALS. Il était adjoint à l'OTAD, au général KEYAERTS. Incidemment, c'était le patron de mon frère, qui après avoir été libéré des camps s'était installé à BRUXELLES et qui appartenait au Groupe Mobile de l'Armée Secrète.

La réaction de GOETHALS fut brutale: « C'est non! Et ceci est un ordre au nom des autorités belges » « Votre famille est un porte-drapeau dans la région des frontières; il serait inadmissible que le scandale arrive par l'un de ses membres ». « Aucun renseignement ne pourrait contrebalancer le mal occasionné ». De plus, en tant que bon connaisseur de l'Allemagne, il ne me donnait pas une chance sur 10 de réussite. Finalement, cet avis me fut confirmé, sous une forme ou une autre, par d'autres personnes ayant une autorité morale indiscutable.

Il s'agissait maintenant d'organiser mon départ en minimisant les dégâts pour les autres membres de la famille, en particulier ma mère et ma sœur plus jeune. Celle-ci avait été convoquée quelques mois auparavant à l'office de l'emploi et on voulait l'inscrire comme ouvrière aux câbleries. Heureusement, un médecin d'une branche allemande de la famille à ARNSBERG en Westphalie accepta de l'inscrire comme secrétaire médicale à son cabinet. Elle fut ainsi mise à l'abri. Mais ironie du sort, ceci eut comme conséquence qu'elle participa plus à la vie en Allemagne qu'en Belgique. Cependant, elle restait surveillée et s'en rendit compte un jour où elle avait laissé la lumière dans sa chambre et la fenêtre ouverte, alors que des bombardiers s'approchaient.

Pendant cette année 1943, le système de contrôle à la frontière prévoyait l'enregistrement de chaque passage dans un cahier de suivi hebdomadaire. La police voyait donc tout de suite si quelqu'un n'était pas revenu. Il y avait quelques exemples de retardataires que la GESTAPO avait été pêcher à VERVIERS ou à LIEGE et mis en prison. Pour éviter ce danger, il fallait donc quitter le territoire allemand comme un vulgaire fugitif. Le recours à un passeur était nécessaire. Ce rôle fut tenu par la fille d'un de nos agents : Mademoiselle WUILMAIN. Elle trouvait cette opération étrange, mais faisait confiance à son père. Celui-ci exécutait ce que le réseau lui demandait avec le sens de discipline d'un ancien légionnaire.

Mon passeur et moi partîmes ainsi bras dessus bras dessous d'EUPEN vers la Gileppe où elle connaissait un passage. C'est le long de la route qu'elle me dit: " Je ne demande aucune récompense, mais promettez moi de toujours vous souvenir que vous, fils de patron, avez été sauvé par une fille d'ouvriers". C'est un peu plus tard que notre expédition manqua de mal tourner. La Gileppe faisait la frontière. Pour y arriver on traversait un bosquet de quelques arbres et beaucoup de framboisiers. Nous étions à 20m du ruisseau, elle allait me dire au revoir, lorsque surgit devant nous un douanier allemand. Nous le vîmes avant qu'il ne nous vît et prîmes la pose de deux amoureux sur le point de se séparer. Il arriva cependant droit sur nous et comme manifestement c'est moi qui voulait passer la frontière, il me demanda mes papiers. Je les lui tendis et il parut perplexe. Je lui dis que j'avais de la famille de l'autre côté et que je voulais aller les voir et aider aux moissons. Il n'avait manifestement aucune envie de se fatiguer. Il nous expliqua qu'il était un supplétif loin de chez lui; qu'il avait cueilli des framboises et se reposait quand nous avions quasi marché sur sa tête. Finalement il nous

dit d'aller nous faire foutre; que lui allait poursuivre la quête des framboises. Puis, s'adressant à moi: "De l'autre côté elles sont encore meilleures, mais moi je ne peux pas y aller!"

En attendant, il fallait vivre. Le petit traitement accordé par FABELTA était bien maigre, pour quelqu'un qui devait s'installer et vivre seul. Je réussis à nouveau à l'arrondir par quelques opérations de commerce noir. Ma spécialité étant à nouveau le tissu, j'eus la chance de négocier la cession d'un stock de tissu de bleu de travail entre une entreprise courtraienne et le service social des chemins de fer belges. Ceux-ci payaient en charbon que mes amis et moi parvinrent à céder à une blanchisserie importante de l'agglomération bruxelloise. Pour conclure cette affaire, je dus évidemment me rendre à COURTRAI. En revenant d'un faubourg de cette ville vers la gare, je fus arrêté à la grand 'place par deux habitants qui avaient reconnu que je n'étais pas de la ville. Ils me signalèrent que la rue principale vers la gare était barrée par les allemands, pour un sévère contrôle des identités et des motifs de déplacement. Ils m'indiquèrent un chemin détourné pour arriver à la gare et me conseillèrent de ne m'y présenter qu'au dernier moment. Sans eux, mon plaisir à faire cette opération aurait tourné au vinaigre.

Assez curieusement, j'avais trouvé un logement à BRUXELLES dans la maison d'une famille de nationalité anglaise. Le mari de madame HIRONS était un jockey connu. Lors de l' invasion allemande, elle fut coincée en Belgique avec sa fille, qui était devenue secrétaire de direction de Roger de STAERCKE, à ce moment également à FABELTA. Mes anglais étaient d'un patriotisme farouche. Le dimanche, elles prenaient le tram jusqu'à WATERLOO pour méditer sur le terrain où WELLINGTON avait été victorieux. La mère découvrit vite que ma situation n'était pas des plus régulières. Je fis un arrangement avec elle, de ne garder aucun document compromettant dans sa maison. Tout ce qui aurait pu nuire fut caché jusqu'à la libération par mon chef et collègue à l'usine d'ANDERLECHT, Paul WALTER. C'était un alsacien d'origine, en qui je pouvais avoir toute confiance. Ces quelques mois à BRUXELLES m'ont montré d'ailleurs plusieurs fois combien on pouvait avoir confiance dans les gens ordinaires. Sans leur complicité implicite la vie aurait été impossible.

X. Images de libération.

Vers le milieu de l'été 1944, je fus muté à l'usine d'OBOURG près de MONS, pour remplacer mon collègue Pierre RICHELLE, officier de l'Armée Secrète, qui avait dû prendre le maquis. Je me trouvais comme jeune ingénieur à la tête d'un service important. Je constatai bien vite que les ouvrières des ateliers sous mes ordres avaient reçu des rapports favorables de leurs amis du Front de l'Indépendance à BRUXELLES et qu'elles faisaient tout ce qu'elles pouvaient pour me faciliter la tâche, au grand ébahissement de mon supérieur direct qui les considérait comme des fortes têtes.

En arrivant, j'avais annoncé la couleur au directeur de l'entreprise, Mr Pierre VAN GEHUCHTEN : "je ne resterai chez vous que jusqu'à la libération; à ce moment, je serai obligé d'abandonner mon poste pour exécuter une mission promise"... L'été nous sembla long. Dans les régions de MONS à CHARLEROI, la violence était quotidienne. Les rexistes, avant de partir, réglèrent des comptes. PARIS se libéra le 25 août. On avait l'impression que les armées alliées fonçaient vers le Rhin, sans se soucier de la Belgique. Nous ne pouvions pas savoir que les anglais, après avoir forcé le passage de la Seine, allaient rejoindre BRUXELLES en deux folles journées.

Mon logement à OBOURG surplombait la rue principale. Fin août, elle fut utilisée de plus en plus par les allemands en retraite. Celle-ci se faisait en étalant les départs sur des itinéraires nombreux. On peut y trouver une première raison de la sous-estimation des forces rapatriées en Allemagne et que l'on allait retrouver à l'offensive des Ardennes. Lorsque je regardai par ma fenêtre au matin du 1^{er} septembre, je fus frappé du changement dans le passage des troupes. Manifestement, ces files de camions et de véhicules blindés appartenaient à des unités combattantes. Mieux que les communiqués militaires, ceci indiquait que le front se rapprochait.

J'allai immédiatement trouver mon directeur pour lui signaler que le moment était venu où je devais partir. Il m'approuva, ayant lui des moyens d'information dans toute la région. Il me munit d'un viatique pecunier et eut l'idée de me mettre sur la route avec un ingénieur habitant au Nord de NAMUR. Celui-ci voulait être près de sa vieille maman dans les moments difficiles. C'est ainsi que nous partîmes à deux, après avoir chargé nos vélos de suffisamment de ravitaillement pour ne pas devoir en chercher en route. Je passai la nuit du 1 au 2 septembre chez mon collègue à SAINT DENIS BOVESSE. Puis je poursuivis seul vers VERVIERS.

La traversée de la Belgique d'Ouest en Est pendant ces jours troublés était en soi une aventure. Le plus grand danger venait de soldats allemands en retraite qui convoitaient mon vélo. Dans les régions rurales, on rencontrait des groupes de résistants qui pouvaient se poser des questions. A ENGIS, je pus bénéficier du dernier bac fluvial pour traverser la MEUSE. Auparavant, j'avais slalomé entre les véhicules de la deuxième PANZER, celle qui allait être le fer de lance de l'offensive des Ardennes. Avec mon expérience, j'aurais pu réunir un tableau très complet des effectifs et de l'armement. Comme la plupart, je ne pensais qu'à la libération et ne notai rien. Plus tard, quand José LAMBERT vint m'interroger, je ne pus donner que des informations vagues et l'impression que cette division ainsi qu'une autre rencontrée plus loin faisaient retraite en très bon ordre.

Le soir du 2 septembre se situe un évènement strictement personnel, qui m'a marqué. Après être passé par ESNEUX, qui s'était libérée toute seule, j'arrivai vers six heures du soir à BANNEUX. Je m'arrêtai à la petite chapelle en plein air et me recueillis un moment sur le banc de prière. C'est alors qu'une Volkswagen s'arrêta; un officier allemand en descendit et vint s'agenouiller à côté de moi. En dehors d'un membre de la famille DEL MARMOL, qui surveillait les lieux en voisin, nous étions seuls. Je me dis que si nous nous étions rencontrés à quelques centaines de mètres de là, je l'aurais envoyé, avec plaisir, au fossé et lui, s'il avait connu ma mission, aurait dû m'arrêter. Et nous étions là l'un à côté de l'autre, réunis par une valeur supérieure. Je m'étais probablement arrêté parce que

j'étais fatigué; lui cherchait peut-être un réconfort à sa peur. Mais l'un et l'autre nous posions un acte qui montrait qu'un jour les relations entre les hommes, en Europe, pourraient redevenir confiantes. Ce fut une lueur dans la nuit. Après cela, il y eut encore des mois très sombres et violents. Ce n'est que quelques années plus tard que je pus en retrouver l'esprit.

J'arrivai tard à VERVIERS. Ma logeuse, comme toujours, m'accueillit sans poser trop de questions. Je sentais cependant qu'elle espérait que je n'allais pas prolonger mon séjour. Elle est un bel exemple de ce que la résistance active n'aurait pas pu exister sans la complicité de milliers de personnes, prêtes à assumer des risques, quand cela leur était demandé.

Le Lendemain matin, je rencontrai José LAMBERT. Il avait tout prévu. Je devais être à EUPEN tout de suite après les américains. Là, j'aurais des instructions. Comme il n'était pas sûr que le déplacement de VERVIERS soit possible, il fallait me rapprocher au plus près. Le vicaire de DOLHAIN, Joseph DELWAIDE, lui-même ancien assistant de José, m'attendait et allait m'héberger jusqu'à l'arrivée des libérateurs. C'est ainsi que j'arrivai à DOLHAIN, au soir du 4 septembre. Je m'y rendis par un chemin détourné qui passait par les hauteurs de LIMBOURG. Pendant que je descendais de là, des blindés lourds allemands y montaient pour prendre position. Il s'agissait d'une partie de la division VLASSOV, des russes blancs qui n'avaient plus rien à perdre. Ils se battirent avec courage pendant plusieurs jours et bloquèrent un temps la progression des américains. Finalement, l'intervention massive de l'aviation et les prouesses de quelques pièces antichars permirent de les déloger. Après une première fausse sortie, ils quittèrent définitivement les lieux dans l'après midi du 11 septembre. Nous vîmes arriver la première jeep américaine, dont les occupants étaient d'ailleurs des bretons.

Je repris mon vélo pour la dernière partie du parcours. D'abord, tout semblait calme. Mais un groupe blindé américain occupait les hauteurs du GARNSTOCK, à peu près au poste frontière d'avant 1914. De là, ils contrôlaient une vaste zone. D'autres se trouvaient au stade d'EUPEN c.à.d. sur la colline d'en face. Sur la ville régnait un pesant silence. Tous les habitants étaient dans les caves. La gare avait été bombardée dans l'après-midi. Personne ne savait où était le front. C'est tout ce que je pus apprendre de la mère de mon ami Jean de NYS, que j'avais sortie de son abri à force de tambouriner sur sa porte. Je décidai de tenter ma chance et de parcourir les trois kilomètres jusqu'à la maison de ma mère. Ce fut un cauchemar. Une colonne allemande fuyant par là avait été prise sous le feu dévastateur des américains installés près du stade d'EUPEN. Dans la nuit, je roulais entre des camions en feu. Je dus escalader des poteaux électriques renversés et me dépêtrer parmi les fils gisant à terre. Finalement j'arrivai chez moi, je sonnai et j'entendis, avec joie, la voix de ma mère disant: "Cà, c'est un de mes fils".

Ici se situe un entretien qui mérite d'être rapporté. Les autorités nous avaient, au début de la guerre, imposé un locataire pour une maison de campagne voisine de chez nous. Il s'agissait d'un officier de la Kommandatür de VERVIERS. Il était l'un de ces opposants tranquilles qui étaient heureux d'être mobilisés dans un poste administratif. Lors de la retraite des troupes allemandes, il décida de se cacher dans cette maison isolée et d'attendre l'arrivée des américains. Il ne voyait aucune raison de continuer à se battre. J'allai le voir pour discuter des modalités de sa reddition.

Il raconta qu'il avait accompagné un officier supérieur à un briefing tenu, dans le Nord de la France, par le maréchal MODEL, après qu'il eut été nommé responsable du front occidental. MODEL aurait expliqué que le Führer lui aurait donné la liberté de choisir la ligne de résistance la plus appropriée entre une ligne avancée dans le Nord de la France, une ligne intermédiaire, allant de Gand vers Luxembourg ou la retraite derrière la ligne Siegfried. La première idée aurait été de choisir la ligne médiane, coupant la Belgique en deux. Cette position était confortée par le faible rôle joué par la résistance en Normandie. Cependant, le soulèvement efficace réalisé par les Forces de l'Intérieur en Bretagne aurait fait craindre des événements pareils en Belgique, avec l'entrée en jeu des maquis des Ardennes et de Hesbaye. Von FALKENHAUSEN les avait plutôt considérés comme des abcès

de fixation, permettant l'élimination vers des zones bien délimitées d'éléments à risques. Mais MODEL préférait ne pas se trouver en butte à des forces incontrôlables qui auraient gêné ses mouvements. C'est pourquoi il aurait opté pour la retraite plus près du Rhin en gardant des positions permettant une contre-offensive.

Je passai une nuit calme, sans me rendre compte que les éléments allemands d'arrière garde étaient à moins de quatre kilomètres. D'ailleurs, en me levant, je rencontrai des blindés américains se préparant à livrer bataille. Détail amusant: ils venaient de Louisiane et parlaient "cajun".

Je me rendis à EUPEN. Le génie américain avait déjà déblayé la route. Devant l'hôtel de ville d'EUPEN, je rencontrai le lieutenant A.S. Edouard WIESEN, un transporteur de WELKENRAEDT. Il me dit avoir reçu pouvoir de nommer trois lieutenants à la direction du groupe 61. Il décida d'attribuer ce titre, d'abord à lui-même en tant que commandant de place ff en attendant l'arrivée d'un officier de l'armée régulière, ensuite à Jean XHAFFLAIRE, fils d'un notaire à EUPEN, et à moi-même. Etant moins âgé que les deux autres, je me contentai d'une étoile et fus inscrit dans les registres comme sous-lieutenant. J'étais chargé spécialement du travail d'information et de contre information.

Nous partageâmes avec les américains un immeuble près de l'hôtel de ville. Celui-ci fut immédiatement pris en charge par deux anciens échevins d'EUPEN, Mr BARTHOLOME et Mr SCHLEMBACH, que la libération avait réellement "libéré" d'années en résidence surveillée dans sa maison. Le premier geste accompli, tant par les échevins que par nous-mêmes, fut de hisser un drapeau belge sur l'hôtel de ville et sur le bâtiment abritant les "CIVIL AFFAIRS" dont nous faisions partie.

Dès le premier contact avec l'officier américain chargé de l'administration locale, Edouard WIESEN fut accepté comme le représentant des forces belges et il reçut délégation de régler ou proposer le règlement de toutes les affaires locales. Nous fûmes heureux de trouver une douzaine de jeunes scouts, sortis de la clandestinité : ils servirent d'estafettes et d'informateurs. Le commandement américain nous fit tout de suite savoir que nous étions dans la zone de combats et qu'il attachait une importance extrême à l'ordre public. Il demanda de lui signaler toute présence ennemie ou susceptible d'aider l'ennemi. Grâce aux informations réunies, en particulier par nos jeunes, le bilan fut vite fait: tout ce qui était allemand ou qui était compromis avec les allemands avait quitté la région. A titre d'exemple, on peut signaler que pour le collège installé par les nazis dans le bâtiment du GARNSTOCK, tous les élèves étaient partis le 2 septembre (surtout des filles), les professeurs les ayant suivis le 3 et 4 septembre. Les quelques domestiques partirent ensuite, non sans avoir pillé les réserves.

Par ailleurs, l'atmosphère dans la ville restait assez lourde. Le premier jour, seul le pâtissier SCHMITS pas loin de l'hôtel de ville avait sorti un drapeau belge. Il aurait dû être déporté avec les otages, mais était parvenu à se cacher. C'est lui qui excusa ses concitoyens, en faisant remarquer que la ligne de front n'était qu'à une dizaine de kilomètres et que presque toutes les familles avaient un époux ou un fils coincé dans l'armée allemande. Il n'était pas dit que les informateurs nazis aient tous quitté la ville. Nous avons appris quelques jours plus tard que le chef même de la GESTAPO d'EUPEN avait préféré la chaleur d'une maison de la ville au rapatriement. Il s'agissait d'ailleurs d'un officier de police dont beaucoup louaient la correction. N'empêche qu'on voulut l'arrêter. Ceci posait une question de principe. Pour nous, il devait rendre des comptes aux autorités belges; pour les américains, c'était un officier SS qui leur revenait. Pendant que cela se discutait l'intéressé fut averti et eut le temps de disparaître. Personne ne le revit, plus jamais.

Le lendemain de notre arrivée, la situation sur le front se gâta. Des unités américaines étaient parvenues le 11 septembre à percer la ligne SIEGFRIED et à aller jusqu'aux portes de DUREN. Mais elles rebroussèrent chemin, par crainte de manquer d'essence, et pour plusieurs semaines le

front resta stabilisé pratiquement sur la frontière de 1939 c.à.d. à la ligne SIEGFRIED. La longue bataille pour la conquête d'AIX-LA-CHAPELLE allait se prolonger jusque loin en octobre.

Cette situation présentait paradoxalement un avantage politique vis-à-vis des américains. Il nous avait semblé que les instructions qu'ils avaient reçues prévoyaient, à tout le moins, une position de principe favorable aux thèses belges. L'acharnement de la WEHRMACHT à défendre des positions là où se trouvait l'ancienne frontière était un argument pragmatique qui confortait les vues que nous exprimions. La collaboration effective reçue de la part de certains éléments de la population les confirmait.

A l'inverse, nous eûmes quelques problèmes avec nos amis de l'Armée Secrète. Le premier et deuxième jour, on assista au passage de plusieurs officiers venus nous expliquer ce qu'il fallait faire. Une compagnie complète vint prendre position avec l'intention de nettoyer la région. Cela n'arrangeait nullement les américains qui avaient horreur de voir des gens circuler librement à l'arrière du front. Le 11, les allemands tenaient encore les hauteurs d'HENRI-CHAPELLE. Le seul accès ouvert vers EUPEN était via la GILEPPE et MEMBACH ou par la route de DOLHAIN.

Nos amis voulaient absolument procéder à des arrestations, dans ce qu'ils croyaient être un nid de "boches". Nous dûmes leur expliquer longuement la situation et leur faire comprendre qu'il y avait des soucis plus urgents. Le 12, ils amenèrent deux jeunes femmes en disant qu'elles avaient été signalées comme dangereuses. Je connaissais l'une et l'autre. Je convins finalement avec mon collègue du groupe d'intervention, que cela pourrait servir de démonstration si on les laissait mijoter un peu. Mais avant le couvre-feu, on les renvoya chez elles. Finalement, tout ce problème de la répression fut laissé pour plus tard, en principe, pour après la prise d'AIX-LA-CHAPELLE. A ce moment, le substitut du procureur de Roi était en place et les choses se firent dans l'ordre. Il n'eut d'ailleurs pas la tâche facile, car rien n'avait été prévu pour traiter les cas des personnes ayant vécu en zone annexée et auxquelles les allemands avaient collé les obligations liées à la citoyenneté allemande.

Les premiers jours, le commandement de la place devait vraiment s'occuper de tout. Il y avait des circuits de transport à organiser, des réquisitions à faire, des passages à contrôler, des armes à collecter, des autorisations diverses à accorder. Il y eut aussi quelques dénonciations, surtout de lampistes. En général, on constituait un début de dossier pour le remettre plus tard à l'auditorat militaire. Les américains réclamaient aussi des services sur le plan du maintien de l'ordre ou de l'information régionale. La liaison entre le commandement américain, entre-temps devenu quartier général de corps d'armée, et nous était confié aux deux officiers de liaison anglais et français. Comme nous disait un colonel américain: "cela les occupe et ils viennent moins mettre leur nez dans nos affaires". Je garde un bon souvenir du commandant PINON, officier français qui avait opté pour la religion musulmane. Malgré tout, il appréciait un bon verre de vin, à condition qu'il lui soit offert.

Nous avions d'ailleurs les meilleures relations avec le C.I.C. américain installé dans l'ancienne maison de famille des XHAFLAIRE. Il était dirigé par un homme pour qui le renseignement était devenu une seconde nature. Il allait le montrer plus tard en étant un des seuls à prévoir l'offensive von RUNDSTEDT de telle sorte que la branche Nord de celle-ci ne put jamais prendre de la vitesse. Lors du débarquement en Normandie, il avait le grade de lieutenant. Peu de mois après, je l'ai connu colonel. Il n'avait pas de réticences à collaborer avec nous ni avec d'autres comme le commandant PINON. Ensemble avec celui-ci, en interrogeant des transfuges alsaciens, ils parvinrent à localiser une rampe de lancement de V2, dans les Vosges, en avant des troupes de PATTON. Celui-ci organisa un coup de main qui pour la première fois permit aux américains de se saisir d'une installation intacte. Ce fait fut célébré dans le journal de l'armée " STARS and STRIPES".

Nous faisons de notre mieux pour réintroduire la légalité belge dans notre région. Nous étions fort livrés à nous-mêmes au début. Les deux échevins, aidés de deux fonctionnaires, MM LEUER et BERNARD, firent de même de leur côté. Le premier jour, nous avons eu le passage du capitaine LEBE de l'Armée Secrète qui avait confirmé notre mission. Il fit publier une mesure importante qui fut celle de l'estampillage de tous les Marks en circulation, dans les 48 heures. Il partit d'ailleurs d'EUPEN pour MALMEDY et SAINT-VITH pour appliquer la même mesure. Mon collègue Jean XHAFLAIRE se chargea d'en contrôler l'exécution à EUPEN. Dans les villages, le travail incombait aux secrétaires communaux. A LA CALAMINE, Jean FRYNS procéda à cette opération du 16 au 18 septembre. Le groupe de l'Armée Secrète, commandé par M. JORIS, ne resta que peu de temps à EUPEN. Ses hommes faisaient double emploi avec les américains qui avaient pris directement le contrôle de toutes les voies de communication. D'une part, nous étions en zone de front de combat, et d'autre part, nous avions la présence du commandement de corps d'armée.

Après une bonne semaine, nous eûmes la visite officielle de Mr DESOER, pour l'armée Secrète, et du commissaire d'arrondissement HOEN. A partir de ce moment, la liaison avec le pouvoir central était rétablie.

Le 28 septembre, nous eûmes la visite de Laurent FRYNS. Il venait de LA CALAMINE à vélo. Il s'était déjà rendu plusieurs fois à VERVIERS, depuis la libération. Pour venir à EUPEN, il avait dû attendre une accalmie dans la bataille pour AIX-LA-CHAPELLE. Il voulait essayer de récupérer pour les syndicats chrétiens des locaux dont ils avaient été spoliés par les nazis. Nous lui apportâmes notre aide. Quelques petits esprits, qui avaient passé la guerre à l'intérieur du pays, voulurent lui contester ce droit. Ils durent finalement s'incliner devant les nombreux appuis que Laurent FRYNS avait, tant à VERVIERS que chez nous.

Il y avait des moments d'émotion, lorsque l'une ou l'autre personne sortait de l'ombre et venait raconter ses souffrances d'exil ou de clandestinité. Le sommet fut atteint quand Mr BAGUETTE de RAEREN vint nous voir directement après sa libération du fort de BREENDONCK. Il nous raconta les sévices endurés, en attendant qu'on lui trouve un moyen de transport pour rentrer dans son village. Son frère aussi nous rapporta comment il avait été pris avec les otages au moment du départ des nazis. Ils avaient été traînés à travers COLOGNE comme des malfaiteurs et des passants avaient vomi leur haine à leur égard. Pourtant, il profita d'un arrêt du sinistre cortège pour s'enfuir en fonçant dans la foule à un endroit où les spectateurs avaient l'air d'avoir un peu de compassion. Il avait ensuite fait à pied, à travers champs et bois, les quatre-vingt kilomètres qui le séparaient de chez lui.

Pour moi personnellement, un grand moment fut celui où je vis arriver à travers la foule de ceux qui demandaient des laissez-passer mon frère dont j'étais évidemment sans nouvelles. Il avait repris son uniforme et était redevenu le lieutenant Paul SCHILLINGS. Rattaché au groupe mobile de l'Armée Secrète, il avait participé à la libération du territoire de WAVRE jusqu'aux Fagnes. Il m'annonça malheureusement la mort de WILLY LIENNE, qui avait été le chef scout de MALMEDY. Ses parents ne le revirent pas, car il mourut à peu de distance de sa région natale. Mon frère m'annonça aussi qu'il allait probablement être affecté à la place d'EUPEN.

Au fur et à mesure que les jours passaient, on voyait se remettre en place des structures administratives normalisées. Edouard WIESEN allait bientôt être remplacé par un officier d'active, le major LEYNEN. Les édiles communaux reprenaient leur poste y compris le bourgmestre-fonctionnaire MR ZIMMERMAN. Il y eut un peu de flottement à son sujet, mais finalement, le principe de continuité prévalut. EUPEN avait, jusqu'en 1940, un bourgmestre nommé par le ministère de l'Intérieur, pratiquement à vie, et en dehors de toute appartenance politique. Ce système fut réintroduit jusqu'à nouvel ordre.

Lorsqu'à la fin septembre je pus, enfin, me rendre à BRUXELLES avec un ordre de mission pour éclairer le colonel MAMPUYS, chef du deuxième bureau sur la situation dans les cantons, je me rendis compte des circonstances particulières dans lesquelles nous vivions encore, du fait que nous restions dans la zone des combats. Il m'apparut clairement que notre rôle à nous qui n'étions plus des civils et qui n'étions pas vraiment des militaires touchait à sa fin. Il fallait se préparer à rentrer dans le rang. La démobilisation de l'Armée Secrète le 15 octobre, nous trouva psychologiquement prêts.

Cependant pour moi personnellement, la guerre ne pouvait pas être terminée. Mes amis Jean de NYS et Herbert SCHROEDER en particulier se trouvaient encore sous la contrainte allemande. Paul DEMEZ, fondateur de la section de VERVIERS de CLEVELAND, était enfermé dans la forteresse de LANDSBERG. Les plus fanatiques des nazis continuaient à espérer dans un retournement de situation. J'étais prêt à abandonner toutes les questions verviétoises et eupenoises à mes amis et en particulier à mon frère, qui allait s'employer à aider les jeunes de la région à retrouver le plus rapidement possible leur place dans la société belge et apporter par ailleurs ses connaissances de la région et de l'Allemagne au commandement américain. Mais moi, j'étais prêt pour d'autres activités. Heureusement, je n'eus pas à chercher, elles me furent proposées, sur place, de la façon la plus inattendue.

L'adieu.

Peu avant la mi-octobre 1944, nous eûmes la visite de Gérard-Louis BLITZ. Je le connaissais un peu pour l'avoir rencontré avant guerre lors de compétitions de natation auxquelles participait mon frère. IL était à la recherche, pour le haut commandement allié, d'originaux de papiers d'identité allemands. On ne trouvait rien dans les cantons où tout avait été systématiquement enlevé ou brûlé. Un officier de renseignement américain nous conduisit à travers les Fagnes au village de ROETGEN qui était à ce moment avec celui de LAMMERSDORF, le seul morceau de territoire allemand aux mains des alliés.

Nous fûmes reçus par le colonel du régiment de blindés installé dans le village. Il avait installé son PC dans une maison qu'un épaulement de terrain mettait à l'abri du tir des pièces d'artillerie légère allemande. A gauche et à droite de l'immeuble, il y avait un blindé américain. Au début, la conversation fut difficile, car les adversaires se tiraient dessus sans arrêt. Le colonel appela un adjoint et lui expliqua qu'il voulait un peu de paix. Aussitôt, les deux blindés manœuvrèrent légèrement et envoyèrent des bordées d'obus sur ceux d'en face. Le message fut reçu cinq sur cinq et nous eûmes le temps de déjeuner en paix. Ce colonel était le patron d'une grande entreprise de construction métallique aux Etats-Unis et il menait la guerre avec le même souci d'efficacité que s'il était à la tête de son usine.

C'est en sortant de là que Gérard me proposa de le suivre à BRUXELLES et de me porter volontaire pour d'autres missions. Comme sur le chemin du retour nous passions par VENN KREUZ, je demandai un arrêt et fis quelques pas dans les Fagnes. C'est là que j'avais eu de belles heures de jeunesse, c'est là que j'avais cherché le réconfort dans les moments difficiles, c'est là aussi que nous avions pris des risques pour assurer la succession. Je me dis que la tâche à laquelle j'avais accepté de m'atteler en 1938 était accomplie et que la relève était assurée, dans tous les domaines. En remontant dans la jeep, je confirmai que j'étais prêt à partir ...ailleurs.

Je ne savais pas que j'abandonnais définitivement cette région au destin tourmenté. Je ne me rendais même pas compte du rôle particulier que j'y avais joué. En réalité, à côté des activités de résistance, j'avais surtout contribué avec d'autres pour lesquels le passage de la frontière était resté ouvert à maintenir entre le canton d'EUPEN et la région de VERVIERS un sentiment de communauté de destin qui transformait la frontière artificielle installée par les allemands tout au plus en ligne de démarcation. Les habitants des cantons qui avaient gardé un emploi dans la région de VERVIERS, tout autant que les verviétois qui avaient dû accepter un travail dans les usines d'EUPEN et de MALMEDY, ont tous contribué à cela.

Il me restera une satisfaction personnelle. Combien furent les habitants des cantons qui attendirent vainement une prise de position des autorités belges à BRUXELLES ou à LONDRES au sujet de l'avenir de leur région ? Les services de renseignement de la résistance, CLEVELAND, LUC et ZERO, furent les seuls à marquer concrètement leur confiance dans le patriotisme d'une bonne partie des annexés. Cela ne touchait pas beaucoup de monde, mais il s'agissait de personnes ayant de l'influence. Inconsciemment, beaucoup d'autres s'en rendaient compte. J'ai été frappé, à la libération, par le fait que tant de gens aient trouvé naturel que des hommes comme moi surgissent de l'ombre pour prendre des responsabilités. Mais au mois d'octobre, le temps des "supplétifs" de la résistance était passé. Mon ami Pierre KOFFERSCHLAEGER avait repris son poste de bourgmestre à LA CALAMINE. C'était le meilleur indice de la normalité retrouvée.

J'ose espérer que ces quelques notes auront servi à mettre en lumière les efforts de ceux qui ont lutté avec ténacité et dans le silence pour maintenir le vieil esprit limbourgeois de liberté dans la diversité.

BIBLIOGRAPHIE

- VERVIERS, bonne ville a 300 ans.
Administration Communale de VERVIERS, 1951.
- VERVIERS, 1940 par Jacques WYNANTS
Crédit Communal de Belgique, 1981
- VERVIERS, l'administration communale de 1940 à 1945
article de Jacques WYNANTS.
- Histoire du Duché de LIMBOURG, par Arthur ROTSAERT
Van Ost, éditeurs à VERVIERS, 1919
- MALMEDY et les territoires rétrocedés, par Lucien COLSO
Jos. Olivier, éditeur à Liège, 1920
- Evolution géographique de l'agglomération verviétoise
par R.ROUCART chez WYCKMANS, Liège, 1928
- La question d'Occident (de 843 à 1921)
par J. LECLERE, chez M. Lambertin à Bruxelles, 1921
- Notes historiques sur les anciens Pays d'Outre Meuse
par J. DANIS, professeur au Séminaire Liège, 1875
- Eglise de Liège, numéro spécial Mr KERKHOFS
Acta n° 6, Avril 88
- Architecture rurale wallonne : Le Pays de Herve
Pierre Mardaga, éditeur, 1987
- Environ de Spa, 70 Promenades, TCB, 1929
- Arbeit, Kampf und Glaube
(Contribution à l'histoire sociale de LA CALAMINE)
C.S.C. VERVIERS, 1986
- Le vicaire Jean ARNOLDS, par Guillaume MASSENAUX
Bibliothèque baelenoise (1983)
- Publications de la Société d'Histoire et d'Archéologie du plateau de HERVE
- Publications de la Société de la Gueule (IM. Göhlthal).
- Annales du XXXIVe Congrès
Fédération Archéologique et Historique de Belgique
VERVIERS (22-25 juillet 1951).
- Pfadfinder in Ostbelgien - Entstehung und Verbreitung
Grenz-Echo 1992 (200 pages)